

Le retour au Caire du pape copte

Le pape copte Chénouda III, destitué par le président Sadate le 5 septembre 1981 et assigné à résidence dans le monastère de Saint-Bichol, dans le désert occidental, a été réhabilité et pourra célébrer en grande pompe la messe de la Nativité copte le 7 janvier à la cathédrale Mokkossey dans la capitale égyptienne.

Cette décision longtemps attendue met fin à la plus grave crise entre l'Etat et l'Eglise copte en Egypte depuis le début du siècle et rétablit le patriarche égyptien dans la plénitude de ses fonctions temporelles. Elle comble en outre la dernière faille dans la politique de réconciliation nationale prônée par le président Mubarak dès son accession au pouvoir en octobre 1981. Certains milieux coptes d'Egypte ne cachent pas en effet leur déception de voir le chef de leur Eglise être « la dernière victime des décisions arbitraires de Sadate » à ne pas avoir profité des mesures de libéralisation prises par son successeur.

Le président Mubarak entendait cependant que la restitution des prérogatives temporelles de Chénouda III ait lieu « en temps opportun ». Le pouvoir, qui avait frôlé un soulèvement islamique après l'assassinat de Sadate en octobre 1981, a tout mis en œuvre depuis pour assumer son contrôle sur les affaires de l'Etat. Une libération prématurée du pape copte orthodoxe était donc jugée « peu sage » et susceptible de relancer les troubles confessionnels tant que les esprits n'étaient pas tout à fait calmés.

D'ailleurs, si la nouvelle de la réhabilitation du patriarche a comblé d'aise la majorité des quelque cinq millions de coptes égyptiens, elle a été accueillie avec réserve par une fraction non négligeable de la population chrétienne, qui redoute que la libération du pape copte ne mette un terme à la trêve observée par les extrémistes musulmans depuis les incidents sanglants de Zaouya el Hawara, au Caire, en juin 1981, qui avaient fait une cinquantaine de morts.

Le comte sévère successeur de saint Marc avait pris ses fonctions en octobre 1971, au moment même où les islamistes libérés par Sadate abordaient la phase active de leur militance. Les incidents entre coptes et musulmans s'étaient alors multipliés et aggravés du fait du laxisme du gouvernement de l'époque à l'égard des extrémistes musulmans dont il voulait faire ses alliés contre la gauche. La situation aujourd'hui est différente. Le nouveau rite, contrairement à son prédécesseur, n'a jamais été un militant de la confrérie des Frères musulmans et n'a pas essayé d'utiliser le confessionnalisme à des fins politiques. Il n'a surtout pas hésité à accuser la classe aux intégristes islamiques qui accusaient l'ordre public et à accorder la priorité à l'assainissement de la situation économique, dont la dégradation est à l'origine du renouveau du fanatisme religieux.

Toutes les conditions, ou presque, existent donc pour assurer la normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise copte. Reste à savoir quelle sera la marge de manœuvre dont disposera le chef de l'Eglise copte, puisque, selon certaines informations, des conditions préalables limitant ses contacts avec le public seraient posées par le gouvernement et acceptées par le patriarche, soucieux de préserver l'unité de son Eglise menacée par l'opposition grandissante de personnalités « modérées » et « dures » de la communauté copte.

La dernière et plus importante inconnue demeure l'attitude qu'adopteront les ultras musulmans, qui viennent récemment de s'illustrer à Minieh, en se livrant à des agressions anticoptes, à l'égard de celui qu'ils avaient accusé il y a quelques années de vouloir fonder « un Etat séparatiste croisé en Haute-Egypte ».

Vietnam : répression et offensive militaire

- M. Fabius est intervenu en faveur des condamnés à mort de Ho-Chi-Minh-Ville
- Les forces de Hanoi intensifient leur action contre leurs adversaires au Cambodge

Il est de plus en plus clair, depuis quelques semaines, que le gouvernement de Hanoi fait monter les enchères dans une partie engagée sur plusieurs terrains. Les enjeux, avoués ou non, sont divers, mais il ne fait guère de doute que les principales actions entreprises sont parties d'une stratégie d'ensemble — même si l'on a du mal, aujourd'hui, à en discerner les objectifs lointains.

Les procès pour espionnage et trahison — inaugurés en décembre par le spectacle judiciaire de Ho-Chi-Minh-Ville et les condamnations à mort prononcées à cette occasion — sont un dérivé de cette stratégie. La lutte contre l'« ennemi intérieur » n'est rien d'une nouveauté au Vietnam où, faut-il le rappeler, un phénomène endémique de corruption dans la fonction publique favorise toutes les opérations souterraines. Pourquoi le même fonctionnaire qui encaissait il y a deux ou trois ans des milliers de dollars pour permettre le départ de quelques « réfugiés de la mer » refuserait-il aujourd'hui de fer-

mer les yeux, à un tarif sans doute plus élevé, sur l'entrée clandestine dans le pays de tel ou tel personnage ?

Ce qui est inédit, en la matière, c'est à la fois la publicité donnée à ce genre d'affaires, l'ampleur de la répression amorcée — ne parle-t-on pas de près de deux mille inculpés ? — et la sévérité des condamnations. Hanoi ne pouvait ignorer les réactions que provoqueraient à l'étranger de telles actions judiciaires. Et particulièrement à Paris, dès lors que deux des condamnés à mort de Ho-Chi-Minh-Ville pouvaient se réclamer de la nationalité française. Or, sur ce point précis, les fins de non-recevoir opposées jusqu'à présent à toutes les démarches, officielles ou officieuses, effectuées par la France en faveur des condamnés sont révélatrices d'une intransigence, d'un raidissement en nette contradiction avec les souhaits de meilleure entente et de coopération formulés il y a peu de temps encore par divers responsables vietnamiens.

Même raidissement vis-à-vis de Washington. Il y a quelques mois, Hanoi faisait savoir, en réponse à une suggestion du secrétaire d'Etat, M. Shultz, que plusieurs milliers de Vietnamiens détenus dans des « camps de rééducation » en raison de leur collaboration pendant la guerre, avec les forces américaines pourraient être autorisés à émigrer aux Etats-Unis. L'affaire est d'importance, et des négociations se nouent à son sujet, notamment à Genève au début du mois d'octobre. Serait-elles le prétexte à un rapprochement ? C'est dans ce contexte que deux délégations parlementaires américaines se succèdent, en décembre, à Hanoi. Mais la seconde, conduite par M. Solarz, président du sous-comité pour l'Asie et le Pacifique de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants, en revient avec des résultats décevants.

ALAIN JACOB.
(Lire la suite page 4.)

Dollar : de nouveau au plus haut

La demande de « billets verts » reste très soutenue pour répondre aux besoins du commerce mondial

Le dollar a commencé l'année 1985 sur une note très ferme, passant de 9,64 F à 9,70 F environ et de 3,15 DM à 3,17 DM sur les marchés, nettement plus animés qu'à la fin de l'année. Ce faisant, il s'inscrit pratiquement à son plus haut cours historique à Paris, rejoignant le sommet de 9,7180 F atteint fugitivement le 21 septembre 1984.

Les milieux financiers internationaux, tout en admettant que le « billet vert » puisse être victime d'un accès de faiblesse à un moment quelconque de cette année, le voient très vigoureux pendant les prochains mois, sous l'empire d'une demande commerciale toujours soutenue, émanant du monde entier. Certes, conjugués avec les besoins du Trésor pour financer un déficit budgétaire en lente augmentation, cette demande absorberait les liquidités potentielles et pousserait les taux d'intérêt à la hausse dans le courant du premier semestre.

En outre, ces mêmes marchés

général est favorable au dollar. Tout d'abord, les marchés financiers n'attendent plus que continue la baisse des taux américains. Dans les semaines qui viennent, d'autres diminutions pourraient encore se produire, mais leur ampleur serait faible et, de toute façon, elles marqueraient la limite extrême des concessions de la Réserve fédérale, toujours soucieuse de maintenir l'inflation sous contrôle.

Ensuite, ces mêmes marchés tablent sur une reprise « modérée » de l'économie des Etats-Unis en 1985 qui stimulerait la demande de crédits émanant des entreprises. Conjugués avec les besoins du Trésor pour financer un déficit budgétaire en lente augmentation, cette demande absorberait les liquidités potentielles et pousserait les taux d'intérêt à la hausse dans le courant du premier semestre.

(Voir page 24 les prévisions sur l'industrie américaine en 1985.)

1984 EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Les socialistes à mi-septennat

I. — Le pouvoir empêché

par JEAN-MARIE COLOMBANI

De la « rupture avec le capitalisme » à l'abbé Pierre ! De la promesse d'une sortie de la crise, grâce à une « autre logique », au retour obligé et choquant de la charité comme mode de traitement de la pauvreté. Tel est le bilan de M. Mitterrand à mi-chemin de son septennat. Ce raccourci en forme de régression, pour schématiser, et injuste qu'il puisse paraître, rend compte de l'impuissance de la gauche à tenir la principale de ses promesses : vaincre le chômage.

Où ? A mi-chemin, ce constat éclipse tous les autres. La magie du verbe présidentiel, ou plutôt la redécouverte par le président de la République de notions telles que « lutte des classes », « couches les plus défavorisées », voire « socialisme », ne suffit sans doute pas à sortir le « peuple de gauche » de ce qui est devenu son refuge favori : l'abstentionnisme.

De cette impuissance, l'opposition peut, à l'évidence, tirer parti. Une opposition qui ne se divise pas, ou pas encore, et au sein de laquelle le discours de l'union l'emporte pour le moment sur la pratique de la concurrence. Elle souffre donc d'autant plus fort sur les brèves des mécontentements catégoriels ou locaux (voir la Nouvelle-Calédonie) qu'elle sait son adversaire fragile et affaibli. Si fragile qu'il n'est pas loin d'être empêché d'agir : réduit, comme sous la IV^e République, à expédier les affaires courantes en attendant, et peut-être en précipitant, les échéances électorales.

C'est que le handicap de la gauche est devenu impressionnant : il est d'un mois vingt points si l'on s'en tient au rapport de forces des élections européennes (60% contre 40%), que six mois d'élections nationales partielles ont confirmé (le Monde du 27 décembre).

De ce fossé malin un pronostic en forme de certitude sur l'issue du scrutin législatif. L'opposition peut, dès lors, du simple fait que sa vic-

toire lui apparaisse plus proche, d'agir à nouveau son attitude. En témoignent les critiques formulées à l'encontre de la conduite internationale de la France et la surenchère néo-calédonienne. Il y a encore quelques mois, les leaders de l'opposition obéissaient sur de si délicats sujets à un réflexe de discrétion ; ils étaient contraints à une sorte de non-belligérance. La crispation l'emporte cette fois, d'autant plus facilement que le pouvoir apparaît sans avenir.

(Lire la suite page 7.)

Les laborieuses retrouvailles entre les Etats-Unis et l'URSS

par JACQUES AMALRIC

L'année 1983 s'était terminée par la suspension sine die de toutes les négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements, aussi bien celles concernant les armes stratégiques (START) et les armes conventionnelles que les discussions académiques de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe centrale (MBFR), qui occupent les spécialistes depuis près de douze ans. La première partie de 1984 devait consacrer ce « gel » quasi total des relations entre les Super-Grands : chaque jour apportait son contingent de commentaires soviétiques systématiquement hostiles à la politique américaine en général, au président Reagan en particulier. Les Pershing-2 et les missiles de croisière, dont l'installation avait commencé en décembre 1983, pour faire pièce aux SS-20 sovié-

ques qui ont fait leur apparition dès la fin des années 70, semblent alors avoir torpillé non seulement le détente, mais aussi le dialogue. On peut le constater au début de janvier, à Stockholm, lorsque s'ouvre la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), qui regroupe les signataires des accords d'Helsinki. Ce sont des sourds qui s'affrontent le 18 janvier, notamment lorsque MM. Gromyko et Shultz se rencontrent en tête à tête sans pouvoir s'entendre sur autre chose que la reprise des MBFR deux mois plus tard.

Il faudra attendre neuf mois avant que quelque chose bouge dans les relations américano-soviétiques. La mort de Iouri Andropov, en février, et son remplacement par le septuagénaire Constantin Tchernomkine, d'abord à la tête du parti, deux mois plus tard à celle de l'Etat, n'ont sans doute pas facilité les choses. Les hommes de transition, surtout lorsqu'ils sont contestés et ne brillent pas par leur imagination, n'ont guère intérêt, à supposer qu'ils en aient les moyens et la volonté, à innover. Les Etats-Unis, d'autre part, sont en pleine campagne électorale, et l'URSS ne peut pas donner l'impression de favoriser la réélection pourtant déjà considérée comme probable du contempteur de l'« empire du mal ». Le président Reagan, certes, a changé de ton à

l'égard du Kremlin, mais c'est à ses actes, non à ses paroles, qu'il sera jugé, répète-t-on inlassablement à Moscou, où l'on s'obstine à faire dépendre la reprise de négociations sur la limitation des armements de l'arrêt de l'implantation des euro-missiles de l'OTAN.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Révélation

La vie est passionnante. Chaque jour qui se lève fait progresser la connaissance de l'homme par l'homme, éclaire les grandes mutations, alimente la réflexion et stimule l'intelligence.

Les sondages d'opinion, par exemple, sont un régal pour l'esprit. Une enquête IFRES-Parisien libère sur les vœux que les Français forment pour eux-mêmes donne des résultats inattendus : une forte majorité d'entre eux souhaitent être en bonne santé et avoir plus d'argent. Il semble même que la proportion de ceux qui rêvent d'être pauvres et malades soit en diminution.

BRUNO FRAPPAT.



« LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

Pages 11 à 16

Béjart, Coppola, le Brésil

N5 : Maurice Béjart a mis en scène les Cinq N5 modernes, de Mahina. A cause d'une vénération, pour le Japon, et pour l'auteur. Lire l'article de FRANÇOIS WEYERGAUS

Cinéma : le Harlem des années 30 vibre dans Cotton Club. Jazz, claquettes, rafales de miraflores, un divertissement. Lire l'entretien de LOUIS MARCORELLES avec FRANCIS COPPOLA

Le Festival de Rio : Spécialiste du cinéma brésilien, Sylvie Pierre raconte l'aventure du film qui a remporté le premier prix.

هكذا من الأصل

commentaires

LE DÉBAT SUR LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI

Le Monde

Des risques à partager

C'EST désormais clair : l'enjeu de la négociation sur les conditions d'adaptation de l'emploi - la fameuse flexibilité - allait bien au-delà du seul contenu d'un protocole d'accord, finalement repoussé. Implicite, les réactions qui nous sont parvenues après la publication de l'article intitulé « Un accord pour changer les mentalités » (le Monde du 21 décembre 1984) le démontrent. Tant comme le confinement du refus et l'embarras des organisations syndicales qui s'étaient le plus engagées dans la discussion (FO, CFTD, CFTC et CGC).

De leur côté, aussi, on avait le sentiment que la signature d'un texte signifiait qu'un processus nouveau devenait possible et c'est bien parce qu'elles ne veulent pas renoncer à cette éventualité qu'elles s'efforcent, aujourd'hui encore, de trouver une issue. A leurs yeux, le drame serait maintenant que, le front du refus s'effondrant, la peur du vide entraîne vers ce que M. Edmond Maire appelle la « fossilisation » du syndicalisme.

En fait, le débat porte sur trois points essentiels. A des titres divers, la CFTD, la CFTC, la CGC et FO s'interrogent. Chaque fois, la CGT répond par la négative.

Alors que le succès du thème de la flexibilité s'accompagne d'une attente pour la délégitimation, n'importe quel sous l'influence de l'exemple américain, le pari qui s'est concrétisé tardivement, lors de la dernière séance de négociation, résidait dans la volonté, originaire et commune, de lui donner un cadre contractuel - certains diront une limite ou un garde-fou.

Ce faisant, non seulement les partenaires sociaux inventaient une solution inédite, propre à la France, mais ils se montraient responsables, capables de garantir un dialogue social constructif.

Le deuxième élément, intimement lié au premier, portait sur les conditions de la modernisation d'une société au travail, et l'évolution du syndicalisme, soucieux de s'adapter, voire, pour quoi pas, de trouver une définition améliorée de son rôle.

Ambitieux, ces objectifs étaient aussi aventureux, pour des groupes qui ont nécessairement accablés des habitudes et des règles - la législation sociale par exemple - et qui, en période d'incertitude, ont d'autant plus envie de se raccrocher à ce qu'ils connaissent. Quand l'environnement change, il est rassurant de se replier sur la « défense des acquis ».

Cette négociation conduisait à partager et à maîtriser le risque de la modernité, y compris dans les rapports sociaux. Le mouvement passait par la réussite de la politique contractuelle qui aurait contrarié la tendance au conservatisme syndical. On comprend que Force ouvrière ait d'abord hésité puis finalement refusé de sauter le pas afin de ne pas remettre en cause un équilibre interne précaire, compliqué par la perspective d'une succession difficile pour M. Bergeron. Et ce n'est pas la « base » mais les « structures intermédiaires » (dirigeants de syndicats, permanents d'unions locales ou départementales), qui ont été prises de vertige à l'idée de voir leur militantisme changer de nature.

Sur un troisième point, sont apparues des difficultés qui expliquent plus particulièrement l'attitude de la CFTD. Il s'agit du danger d'une société duale ou, encore, d'une segmentation du marché du travail qui se développe avec la multiplication des formes de travail différencié. Le risque consiste, ici, à organiser la défense syndicale d'une façon telle que, concrètement, elle se préoccupe prioritairement des salariés à temps plein embauchés définitivement, et donc glisse vers un corporatisme au profit de privilégiés, face à une masse de plus en plus importante de travailleurs vivant dans une situation très précaire.

TOUT entre est l'attitude vers laquelle semble s'orienter la CFTD, qui imagine d'aménager la précarité de l'emploi au point d'en éliminer les aspects les plus négatifs. M. Edmond Maire ne se soucie pas d'autre chose quand il affirme qu'il faudrait que « les emplois différenciés ne soient plus systématiquement assimilés à du travail précaire ». Cela rejoint une autre de ses préoccupations, selon laquelle « l'emploi à temps plein et à durée déterminée, indéterminée ne sont plus la seule réponse à l'emploi », sachant qu'il n'y a de pire précarité que le chômage.

Mal, pour admettre ce point de vue, on accepterait cette démarche, il faut aussi reconnaître l'existence de la société duale. Ce que certains ne peuvent supporter.

ALAIN LEBEAUBE.

INVITÉS

Un acte manqué

par GÉRARD LYON-CAEN (*)

LES entreprises françaises estiment être gênées dans leur gestion par diverses dispositions trop contraignantes du code du travail. La voie directe est de s'adresser au ministre compétent, pour obtenir que ses services élaborent un projet de loi, que la majorité parlementaire sera invitée à adopter. Le CNPF a procédé autrement : il s'est adressé aux organisations syndicales et a vu d'obtenir d'elles qu'elles esquivassent à l'essentiel de ses revendications. Un « protocole » est rédigé. Mais celui-ci ne doit pas servir, comme il est d'usage, de canevas pour négocier dans les branches ou les entreprises ; il sera présenté au ministre et le processus final sera celui décrit, de sorte que la majorité socialiste dissimulée serait invitée à voter ce qu'avait au départ réclamé le CNPF et que l'approbation syndicale aurait rendu plus digeste.

Ainsi la loi est négociée hors du Parlement. Ce n'est pas réellement nouveau ; mais le phénomène, outre qu'il amplifie (il ne s'agit plus comme en 1970 de la seule formation professionnelle mais de l'ensemble du droit de l'emploi), exige désormais qu'on

appelle un chat un chat : ce n'est pas le régime où les intérêts décident à la place des élus du peuple. C'est le dernier avatar de la déserte « concertation ». En mai 1968, le protocole dit de Grenelle avait rassemblé en une discussion tripartite le patronat, les syndicats et le gouvernement ; c'est la raison pour laquelle ce dernier avait pris l'engagement de déposer un projet de loi sur le droit syndical dans l'entreprise. Le processus est cette fois-ci tout différent. Mais il semble avoir échoué.

Ce n'est pas seulement l'autorité de l'Etat qui est diminuée, c'est l'ensemble du droit social qui est inversé. Les organisations syndicales, en contrepoint de ce document, auraient renoncé, au nom des salariés et à leur détriment, à des dispositions légales de caractère impératif, et auraient modifié dans un sens restrictif un accord national antérieur, celui de 1969, dit sur la sécurité de l'emploi.

Il est sans précédent qu'une négociation à ce niveau ampute le droit du travail au lieu de l'améliorer. Selon le système juridique actuel, la négociation a vocation à ajouter aux avantages légaux ; elle ne peut déroger à la loi impérative, particulièrement dans un sens nuisible aux salariés. C'est ce qu'on appelle l'ordre public social. Progressivement, l'idée se met en place qu'on pourra négocier avec

les syndicats une amputation des droits que les salariés tiennent de leur contrat individuel de travail. Une atteinte sérieuse sera portée et à la loi d'ordre public et à la force obligatoire des contrats. Qu'on ne s'y trompe pas, le protocole du 16 décembre 1984, même rejeté au dernier moment, fera date : le syndicat n'y apparaît plus comme un groupement de défense des intérêts des salariés, mais comme un instrument de gestion économique à la disposition de qui veut en servir. Le droit du travail ne reflète plus alors que les intérêts d'un seul partenaire social.

Ce serait aussi la première fois que les syndicats concluraient - comme l'intention leur en est prouvée - un accord moins favorable qu'un accord antérieur (celui de 1969) sans rien exiger en échange. Quelles sont donc les contreparties ? A la vérité, il y a renonciation et non négociation. Cette politique « contractuelle » nouvelle ne consiste pas à mettre du grain dans la meule, mais des cailloux. En l'état du droit positif, cette renonciation à des droits légaux et conventionnels, qui, au surplus, appartiennent eux salariés, non aux syndicats, frappe ce protocole d'une nullité radicale. On explique ainsi et on comprend mieux les réticences qu'il a finalement inspirées.

Les concessions (modérées) obtenues par le CNPF ont à peine

besoin d'être analysées, tant ici la méthode l'emporte sur le fond : élargir les possibilités de recours au travail intérimaire et à durée limitée, sous le label de travail « différencié », associer les mécanismes des « seuils » sociaux et fiscaux ; abréger les délais de réflexion dans la procédure de licenciement économique ; favoriser la négociation permettant de passer au calcul de la durée du travail dans le cadre de l'année et non plus de la semaine ; tout cela peut être justifié. Comme aurait pu se justifier une audace supplémentaire : proposer la suppression de l'autorisation administrative en matière de licenciement économique, tant celle-ci a été un fiasco retentissant et ne sert ni l'intérêt des entreprises ni celui des salariés.

Ce que la négociation n'a pas démontré, c'est ce qu'on a vu sur l'emploi. Aucun engagement n'a du reste été sollicité ni pris sur ce point. Peut-être aurait-il été bien plutôt nécessaire de faire approuver par les syndicats une réforme de la fiscalité des entreprises ? Pourquoi pas ? C'est le sens de l'évolution. Mais c'est quand même au Parlement de faire des lois. Le ministère du travail, naguère supprimé, a été rétabli. Et un syndicat doit rester un syndicat. Si c'est la leçon de l'échec du 16 décembre 1984, elle devrait être retenue.

Le précédent pétainiste

NOTRE examen des dispositions du protocole sur la flexibilité de l'emploi a été doublement attentif : d'abord parce que nous sommes des travailleurs syndiqués CFTD, ensuite parce que notre position de professionnels (inspecteurs et contrôleurs du travail, agents de l'ANPE) nous permet d'apprécier de l'intérieur l'importance d'une praposition sociale et ses effets.

Tout ce qui est décidé, précisé, dans ce protocole est restrictif... Les quelques ouvertures sur la réduction du temps de travail, sur l'information des travailleurs, ne sont qu'incitations à l'ouverture de négociations branche par branche.

Des propositions initiales de la CFTD sur le rôle des comités d'entreprise, des commissions paritaires de l'emploi, etc., il ne reste pratiquement rien.

Quelles auraient été les conséquences d'un tel protocole et notamment pour la procédure de licenciement ?

Dans tous les cas (de licenciement), le délai dont dispose l'inspecteur du travail pour se prononcer sur la demande nominative de licenciement est réduit d'un mois. Vu l'encombrement de nos services et la faculté qu'ont les employeurs de jouer avec les week-ends et les jours fériés, cela peut être très lourd de conséquences. Dans la foulée, est demandé aussi un raccourcissement du délai dont dispose le ministre en cas de recours.

Enfin, est supprimée la procédure d'autorisation préalable aux embauches et licenciements pendant les douze mois suivant un licenciement économique. C'est très grave ! Cela signifie la possibilité pour les employeurs de monter de faux licenciements économiques pour se débarrasser d'autres personnes, puis de réembaucher d'autres personnes sur les mêmes postes. Cela signifie aussi la mort de toute priorité de réembauche.

L'autorisation administrative de licenciement est conservée, mais à combien vidée de son sens ! Si ce texte avait été signé, il aurait signifié que des syndicats de travailleurs sont d'accord avec le

patronat pour demander au législateur de revoir la législation et la réglementation du travail en baisse !

Pour la première fois dans l'histoire du droit du travail, ce n'est pas l'Etat qui a été amené à modifier la législation en faveur des salariés, mais c'est la demande de syndicats de salariés ! En effet, jusqu'ici, et au droit du travail, la période pétainiste, le droit du travail n'a jamais avancé dans un sens défavorable aux salariés : selon le rapport de force entre les classes, il avançait plus ou moins vite, ou n'avancait pas, il n'a jamais reculé.

Le rôle tenu par la négociation collective a toujours été un rôle d'avant-garde : de nouvelles garanties ou avantages pour les salariés faisaient l'objet d'un accord ; le législateur, à court ou moyen terme, consacrait ensuite cette avancée par un texte.

Le CNPF et la CGPME voulaient renverser cette logique, on les comprend, mais qu'étaient faire les confédérations, et la nôtre en particulier, dans cette galère !

Les conséquences pouvaient être dramatiques pour ceux que l'on veut défendre en priorité : les chômeurs, les salariés précaires, les salariés mal protégés.

Ce texte était en contradiction avec la logique de solidarité que défend la CFTD. Nous ne pouvons pas, de plus, que les confédérations syndicales, dont la nôtre, ont approuvé directement ou tacitement toutes les réformes de l'émancipation du chômage qui ont aggravé la situation des chômeurs, et que, par ailleurs, rien n'est fait de façon offensive pour organiser les chômeurs.

Il fallait refuser ce marché de dupes : une délégitimation du droit du travail dans un certain nombre de ses points protecteurs contre... une possible rotation des salariés à l'initiative patronale sur des postes fixes de travail... mais aucune création d'emploi !

Tout cela est en contradiction avec notre lutte contre la segmentation du marché du travail, la société duale, les inégalités !

Syndicat national travail emploi CFTD.

Vers un syndicalisme à deux vitesses ?

L'APPRECIATION d'Alain Lebaube sur le protocole d'accord relatif à la flexibilité de l'emploi (le Monde du 21 décembre 1984) est hautement contestable. Il est vrai que les premiers chapitres de ce protocole traduisent, de la part du patronat, une prise de conscience - dont on relevait déjà la trace dans le rapport Dalle sur l'automobile - de l'utilité d'un traitement contractuel de la modernisation technologique. Il est vrai également que l'annualisation du travail pour la réduction de la durée du travail pour contrepartie une réduction de son total (mais laquelle ?). Mais, outre que ces deux chapitres en restent au niveau de la déclaration d'intention, ils se concluent par une clause sans appel : « En tout état de cause, la réduction du temps de travail ne peut intervenir qu'à la condition... qu'elle n'absorbe pas ceux des gains de productivité qui pourraient être consacrés plus utilement pour le présent et pour l'avenir à une baisse des prix ou à des investissements productifs » (art. 2-5).

Comme ce sera toujours le cas (par définition !), est ainsi exclue toute utilisation de la réduction générale de la durée du travail comme arme de lutte contre le chômage... On ne voit guère en quoi cet accord pourrait contribuer à la création d'emplois !

Mais encore plus graves sont les trois derniers chapitres. Là, il ne s'agit plus d'intentions, mais de droit, de législation du travail. Et si le patronat « a peu gagné » (par rapport à ce qu'il demandait !), les travailleurs et leurs syndicats ont « beaucoup perdu »... mais pas n'importe lesquels. Pas ceux de la fonction publique, un peu les travailleurs à contrat régulier, et ceux des grandes entreprises. Surtout, les grandes victimes sont les militants et les travailleurs à contrat précaire, et ceux des petites entreprises. Pour les premiers, il s'agit tout simplement de l'abrogation des décrets Auroux, qui avaient opposé un barrage au démantèlement juridique de la communauté du travail. Désormais, le patronat pourra faire

alterner presque sans limite, et successivement (art. 5-2-6), missions d'intérim et contrats à durée limitée. Certes, il convenait d'assouplir les ordonnances de 1982 quand elles entraînaient des effets pervers. Mais il était légitime d'attendre en compensation une plus forte limitation des abus. Rien de tel ici.

Quant aux petites entreprises appelées à se développer, les militants qui auraient la témérité de tenter d'y développer une activité syndicale perdent quasiment pour quatre ans la possibilité de s'exprimer derrière la garantie des institutions représentatives. Certes, celles-ci n'existeraient que dans 20 % des cas. Est-ce une raison pour les supprimer, sous la vague promesse que, « dans le cadre de conventions collectives, des adaptations pourraient être adoptées » (art. 4-1-4) ?

« Abandonnez à la marge ? », demande Alain Lebaube. Disons plutôt : abandon des marges ! En février 1984, lors de la renégociation de l'accord UNEDIC, certains syndicats avaient échangé une révision en baisse des droits des chômeurs... contre une moindre pression sur leurs cotisations, voire, pour les cadres, une augmentation de leurs droits. Si par malheur le nouvel accord était signé, ces mêmes syndicats entérineraient le passage à un syndicalisme à deux vitesses chez les salariés eux-mêmes : d'un côté un syndicalisme d'experts négociant les mutations dans les grandes entreprises ; de l'autre, de courageux militants, poursuivant la lutte séculaire, dans l'intérim et les petites entreprises, pour la reconnaissance de leur droit à l'existence... Un beau résultat pour ceux qui espéraient, à travers cette négociation, « réunifier la classe ouvrière éclatée » !

R. BOYER, J.-P. FENELON, L. HAEUSLER, A. JOBERT, P. LINHART, A. LIPIETZ, P. ROZENBLATT, Y. SAILLARD, M. TALLARD.

Economistes, sociologues et statisticiens du CEPREMAP et du CREDOC.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferracci.

Imprimé en France, 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1 080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 85 dr. ; Italie, 85 p. ; Libye, 1 500 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 300 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Thaïlande, 110 baht.



هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

LES PRÉPARATIFS DE LA RENCONTRE SHULTZ-GROMYKO A GENÈVE

Les Etats-Unis proposeraient deux séries de négociations sur les armements offensifs et défensifs

Lors des entretiens qui s'ouvriront à Genève lundi 7 janvier entre MM. Shultz et Gromyko, les Etats-Unis proposent deux séries de négociations. La première porterait sur les armements offensifs, c'est-à-dire sur les deux types d'armements qui font l'objet de négociations entre Soviétiques et Américains jusqu'à leur rupture par Moscou à la fin de 1983 : les armements intercontinentaux, et les missiles à portée intermédiaire, discutés dans le cadre des conversations FNI. Si cette proposition est acceptée, on reviendrait ainsi à une formule qui a fait l'objet de nombreuses discussions depuis 1982, celle d'une fusion de ces deux négociations. Cela permettrait éventuellement de traiter sur des bases nouvelles le problème, soulevé à plusieurs reprises par les Soviétiques, de la prise en compte des forces nucléaires française et britannique : ces deux forces ont, en effet, toujours été considérées par Paris et Londres comme des armements stratégiques, ayant le même but et parfois les mêmes caractéristiques physiques que les armements intercontinentaux des deux Grands.

Le retrait de M. Nitze

Le second forum, dont le secrétaire d'Etat américain suggère la mise en œuvre, porterait sur les armements défensifs. Mais celui-ci comporte à son tour deux catégories d'armements : les engins antisatellites (ASAT) et les armes antissiles. A propos de ces dernières, Reagan a lancé un vaste programme de recherches dans le cadre de son initiative de défense stratégique (SDI). Même si les deux systèmes comportent de nombreux points communs, les propositions à faire à propos de l'un et de l'autre ne sont pas identiques. Les Etats-Unis semblent s'être ralliés, sur le premier, à une position ferme excluant tout arrêt des recherches et des expériences (le Monde du 1^{er} janvier), mais ils pourraient être plus souples à propos des armements antisatellites. Le débat porterait sur les conditions dans lesquelles pourrait être négocié un moratoire sur les essais de ces armes et sur la date (pendant ou après les négociations) à laquelle il deviendrait effectif.

Toutes ces questions font en tout cas l'objet d'après discussions entre

les différentes branches de l'administration américaine, discussions qui n'ont sans doute pas été complètement apaisées par la session de travail que M. Reagan a eue mardi à Palm-Springs (Californie) avec MM. Shultz, secrétaire d'Etat, Weinberger, secrétaire à la Défense, et McFarlane, son conseiller pour les affaires de sécurité. Un signe de ces tensions internes pourrait être l'annonce, faite mardi par M. Paul Nitze, conseiller de M. Shultz pour les affaires de désarmement, qu'il ne dirigerait aucune délégation aux éventuelles pourparlers qui suivront la rencontre Shultz-Gromyko de Genève et ne reprendrait pas le rôle de négociateur qui avait été le sien jusqu'en 1983. M. Nitze s'était rendu célèbre par la « promenade dans les bois » au cours de laquelle, en juillet 1983, il avait tenté avec son homologue soviétique, M. Kvitinski, de débloquent la négociation FNI sur les euro-missiles. Nommé le 5 décembre dernier conseiller de M. Shultz pour la rencontre de Genève, il paraissait bien placé pour occuper le poste de principal négociateur américain pour les conversa-

tions à venir, de « tsar du désarmement » dont la création avait été envisagée. Aujourd'hui, il affirme ne plus vouloir aller au-delà d'un rôle ponctuel pour les deux journées de 7 et 8 janvier, et son absence à la session de travail de Palm-Springs mardi doit être relevée. Selon certaines sources, des raisons de santé à lui-même (M. Nitze est âgé de soixante-dix-sept ans) ou à des membres de sa famille sont invoquées à l'appui de sa décision, mais on ne peut exclure qu'un différend politique ait joué aussi un rôle. Du côté soviétique, on confirme que M. Karpov, chef de la délégation de l'URSS aux négociations START, accompagnera M. Gromyko à Genève, mais la présence de M. Kvitinski n'est pas mentionnée pour le moment.

Notons encore que la Pravda commente de manière plus optimiste la rencontre de Genève, en écrivant mardi 1^{er} janvier : « Le Nouvel An donne naissance à de nouveaux espoirs. C'est avec de tels sentiments que tous les gens épris de paix dans tous les pays ont accueilli la nouvelle de la reprise des entretiens américano-soviétiques. »

APPEL

EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA RÉPRESSION COMMUNISTE AU VIET-NAM

De véritables actes de terrorisme judiciaire viennent d'être perpétrés au Viet-Nam. Le 14 décembre dernier, les autorités communistes vietnamiennes ont fait traduire vingt et un opposants à leur régime devant un tribunal spécial, sous prétexte que ceux-ci se seraient rendus coupables de trahison, d'espionnage et de tentatives de sabotage. Le fait que les débats aient eu lieu au théâtre municipal, sous les projecteurs de la télévision, l'impressionnisme des charges retenues à l'encontre des inculpés, enfin la célérité exceptionnelle avec laquelle ce procès a été mené montrent bien que celui-ci, loin d'être l'expression normale de la justice, n'est qu'une réaction brutale d'un régime aux abois cherchant par tous les moyens à remonter le moral défaillant des troupes et à intimider une population hostile. A l'incroyable suscitée par cette mascarade succède bientôt l'indignation la plus vive quand on apprend la sévérité du verdict : cinq condamnations à mort et trois condamnations aux travaux forcés à perpétuité dans une affaire où il n'est même pas allégué qu'il y a eu crimes de sang, divulgation de secrets de la défense nationale, destruction d'ouvrages publics ou de propriétés privées. En somme, des peines capitales ont été prononcées pour sanctionner l'opposition politique. Moins d'une semaine plus tard, comme si l'opinion mondiale n'est pas suffisamment saisie d'horreur, le régime de Hanoi n'a pas hésité à prononcer encore trois autres peines capitales, cette fois contre des détenus accusés de fomenter le renversement du régime, ce, à l'intérieur même de la prison où ils sont enfermés. On se demande à quelle légitimité peuvent-ils prétendre pour s'ériger en juges, ceux qui, depuis 1975, ont contraint des centaines de milliers de leurs compatriotes à choisir l'exil et jeté des milliers de centaines d'autres dans des camps de concentration ? A quelle légitimité peuvent-ils prétendre, ceux qui ont plongé la population vietnamienne dans la misère la plus noire et envoyé des travailleurs en Sibérie pour payer les armes soviétiques avec lesquelles ils commettent des agressions contre les autres pays indochinois ? Les verdicts honteux qui viennent d'être prononcés s'insèrent dans la longue liste des violations des droits fondamentaux du peuple vietnamien dont s'est constamment rendu coupable le régime communiste en place. Plus inquiétant encore, toutes les informations récemment recueillies portent à croire que ces procès ne sont que le prélude à d'autres, de loin plus sinistres. Tous les hommes attachés aux valeurs de justice et de liberté se doivent de s'associer aux patriotes vietnamiens pour dénoncer une tyrannie qui, après avoir échoué lamentablement dans la gestion du pays, s'arroge le droit de répondre au mécontentement du peuple par des pelotons d'exécution. Paris, le 1^{er} janvier 1985

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

- I. Hommes politiques et dirigeants d'organisations.
TRAN VAN AN, TRAN VAN DO, VUONG VAN BAC, TRAN THANH HIEP, NGUYEN NGOC HUY, VU QUOC THUC, LUMILDA SGNERVITCH, GÉRARD PINCE, MICHEL CORRET.
- II. Journalistes, écrivains, artistes.
TRAN VAN NGO, NGUYEN CAM, LE TAI DIEN, LE DINH DIEU, LE NGOC TU, DANG VU CHINH, JEAN FUCHSIA, HUYNH TRUNG NGON, TRUONG ANH, NGUYEN KIM LONG, PHAM TRONG PHUC, PHAM HUU, DANG PHUONG NGHI, LAM QUANG LOC.
- III. Artisans, commerçants, indépendants.
DU KIM ANH, NGUYEN VAN THUAN, LE TU THANH, CHAU MINH CHAU, TRAN VAN KHOAN, N. FATOUX, LE XUAN LOC, LE THI KHANH, LE THI DIEU THANH, NGUYEN HONG NHO, VO NGOC LAN, NGHIEM XUAN, DO NGOC THOY LAN, TRUONG THI MY DUNG, NGUYEN TAN HUNG, TRAN MINH TAM, PHAN VAN HOANG, TRAN PHUONG ANH, LE TAI TUYEN, TRAN DAI AN, TRAN KIM HA, PHAN THI, LE VAN KIEM, MAI QUOC TUAN, CUNY CAM ANH, LE VAN MINH, LA DUONG TAI, NGUYEN HUU THINH, NGUYEN THI HOANG HAI, LE DINH CHUNG, NGUYEN DACH HUNG, LE KIM YEN, TRAN HONG, DUONG KIM LAN, VO THI NGOC THANH, NGUYEN HONG TAO, LAM HOAI TUYET, VO THI NGOC DIEP, TRAN KIEU TIEN, LE THANH KIM THUY, CHU KIM THANH, VU KHANH, NGUYEN CAM HOANG, LE CAM PHUONG, NGUYEN NGOC LIEM, NGUYEN NGOC THANH, NGUYEN LAN PHUONG, TRAN THANH THUY, NGUYEN THI HUE, NGUYEN MINH TIEN, HUYNH BA TRUONG, CHAU HOANG CONG, NGUYEN VAN VIET, LE HUU CHAU, NGUYEN NGOC ANH, NGUYEN THI QUY OANH, NGUYEN KIEU NGA, VO XUAN MINH, VAN PHAM MINH DUY, LE NGOC SUONG, NGUYEN HUU CHUNG.
- IV. Chercheurs, étudiants.
NGUYEN QUOC GIAO, TRAN THI THUY HUONG, BUI GIANG KIM MAI, TRAN THI THU TRUC, TRAN THI THU TRANG, NGUYEN HUU TRI, TRAN LIEU, MONG GIA VY, NGUYEN DINH, DAM NHAN, DAM THANH HAI, DAM THU HUONG, BUI CONG BINH, ANH NGOC, BUI ANH SANG, NGUYEN TRAN TAM, VO THAI QUYNH, QUACH HUU LINH, CAO THANH NGUYEN, PHAM VAN HIEU, NGUYEN VAN BINH, TIEU HUA VAN, NGUYEN MINH QUANG, NGO VAN LINH, HANG VIN, PHAN PHUC VINH.
- V. Biologistes, pharmaciens, médecins, dentistes.
DINH VAN HOANG, NGUYEN MINH TAN, NGUYEN VAN XE, NGUYEN TUYET MAI, NGUYEN THI TU ANH, PHAN DINH HUNG, TRAN KINH LUAN, TRUONG THI XUAN THU, TRAN PHUOC THO, FRANÇOIS NGUYEN DINH, NGUYEN VAN THE, NGUYEN LUU BAO, LE THI HONG MAN, LE THI TO NGUYEN, LUONG THI THANH TUNG, LE PHUONG MAI, NGUYEN VAN HOA, PHAN THI THE, PAUL FAUCHEU, NGUYEN QUOC NAM, NGUYEN LAN HUONG, BUI NGUYET THU, NGUYEN ANH, VO THI HOANG ANH, HO VO TUAN, TRAN QUANG LOC.
- VI. Architectes, ingénieurs, cadres.
DANG NGOC TUE, NGUYEN TRONG KHA, NGUYEN QUOC SON, PHAM NGOC LAN, LE THANH KIM KIEU, TRAN CAN TRONG, TRAN QUANG SACH, LE VAN DANG, NGUYEN TRAN HIEP, DO NGOC KY, NGUYEN TU THIEN, NGHIEM QUANG THAI, LE VAN PHUC, NGUYEN GIA KIENG, QUAN MY LAN, F. RIDEAU, J. COURTOT, NGUYEN THE VINH, PHAM DACH VINH, DIEP VAN QUY, DUONG HONG CACH, LAM HOAI CHAU, LE VAN KHIEU, VAN KHAI, NGUYEN NGOC LAN, LAM NGOC DIEP, NGUYEN VAN LOC, LAM HOAI HIEU, VU QUOC LUU, NGUYEN HOAI THANH, BUI QUANG HIEU, NGUYEN TUNG SON, NGUYEN TUONG LOC, NGUYEN KET, LUU THANH LAM, LUONG THI HO QUI, LE QUYNH PHUONG, CUNG HONG HAI, DO KHAC MAI, HUA HIEN MINH, NGUYEN HANH, PHAN VAN TRUONG, TRAN NGOC GIAP, VU QUOC THAO, DANG VAN SUNG, CHAU HOANG CONG, NGUYEN KE, PHAM TAT DAT, CAO THAI DUC, HUYNH HUNG, HOANG CHAN, NGUYEN VAN LOAN, PHAN NGOC THU, PHAN NGOC THE, PHAM DANG LAN, LE VAN TRI, JEAN VIALATEL, HO SI KHOA, NGUYEN THI HUNG, NGUYEN VAN NOI, MAI VIET TRIET, TU TIEN VUONG, PHAM KHAC THUAN, NGUYEN SON BA, BACH THI NGOC SUONG, NGUYEN NGOC DANH, PHAM TRUONG LE, JEAN BOURRAS, BOUSOU TUAN, NGHIEM PHONG TUAN, NGUYEN TUAN.

Les signatures et contributions aux frais de publication peuvent être envoyées à :

M. NGUYEN VAN LOC
(Bureau de liaison des Vietnamiens en France)
5, place Jules-Ferry
92120 Marnouillet
Tél. : 735-54-58

JEAN-PAUL II INVITE LES SUPERPUISSANCES A RENONCER A LEURS INTÉRÊTS ÉGOÏSTES OU IDÉOLOGIQUES

Cité du Vatican (AFP). — S'adressant à quarante mille fidèles le pape Jean-Paul II a demandé, mardi 1^{er} janvier, aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de renoncer à leurs intérêts « égoïstes ou idéologiques » lors de la rencontre des chefs de la diplomatie des deux pays, les 7 et 8 janvier à Genève. Pour la première fois, le souverain pontife a proposé aux superpuissances un code de conduite afin de garantir la réussite des négociations : « Il est clair, n'est-il affirmé, que les pourparlers ne pourront être guidés seulement par des critères techniques, mais qu'ils devront s'inspirer surtout de considérations humaines et morales. » Quelques simples évidences, a-t-il dit, résument ces considérations :

- « L'accord sera possible si les parties sont convaincues qu'en matière de survie ou de destruction elles partagent les mêmes risques ;
- « Le dialogue sera honnête s'il tient compte des exigences légitimes et des intérêts réels de chacun ;
- « La sécurité de tous — conçue encore aujourd'hui comme l'équilibre des forces — pourra être obtenue au niveau d'armement le plus bas si l'on accepte des systèmes efficaces de contrôle ;
- « Mais tout sera fragile et précaire si une nouvelle « philosophie » des rapports internationaux n'est pas acceptée, en renonçant aux intérêts égoïstes ou idéologiques qui alimentent les tensions, les haïnes, les subversions, et en consacrant les énergies et les ressources devenues disponibles grâce au désarmement aux grandes causes de notre temps : la lutte contre la faim, la promotion de l'homme, le développement des peuples. »

Jean-Paul II a souligné que, « si cela arrivait, non seulement les rapports Est-Ouest changeraient, mais aussi les rapports Nord-Sud. »

هكذا من الأصل

ASIE

Vietnam : répression et offensive militaire

(Suite de la première page.)

Comment, lui a-t-on dit en substance, le Vietnam pourrait-il autoriser les criminels à qu'il dévient à se rendre aux Etats-Unis si Washington ne prend pas l'engagement de mettre un terme aux activités subversives des Vietnamiens déjà réfugiés en Amérique, dirigées contre la République socialiste du Vietnam ? Engagement difficile à prendre si, selon M. Soler, ces « activités subversives » peuvent inclure non seulement « l'envoi d'armes » mais aussi « la publication d'articles ou la participation à des manifestations ». La réponse a été, comme on pouvait s'y attendre, négative à Washington, où l'on exprime des doutes sur le sérieux des intentions de Hanoi.

Complexe obsidional

Troisième terrain d'action : le Cambodge et plus spécialement la frontière khmère-thaïlandaise. Les combats qui s'y livrent depuis Noël sont les plus intenses parmi toutes les offensives de « saison sèche » lancées par les forces vietnamiennes depuis leur entrée à Phnom-Penh en janvier 1979. Ils sont jusqu'à présent dirigés principalement contre les camps du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sann, composant non communisme de la coalition cambodgienne antiviétnamienne aux côtés des partisans du prince Sihanouk et

des Khmers rouges, toujours commandés par M. Pol Pot.

L'objectif peut être ici non seulement militaire, mais aussi politique. En mettant à l'épreuve la cohésion de la coalition dirigée, théoriquement, par le prince Sihanouk, le Vietnam peut mettre en évidence le relatif isolement de ce dernier, mal soutenu par ses amis occidentaux et dépendant, en dernière analyse, des forces khmères rouges, de sinistre mémoire et armées uniquement par la Chine.

Une telle tactique pourrait avoir un sens, à la rigueur, dans une perspective de négociations. Et l'on ne manquera sans doute pas, à Hanoi, de parler d'une « volonté de dialogue », que doit encore illustrer, après les propos optimistes tenus à l'automne par le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, le prochain visite au Vietnam du ministre indonésien des affaires étrangères, M. Kusumastmedja, il est vrai très en vogue dans cette affaire par rapport à ses partenaires de l'ASEAN (1). En outre, l'indonésien a d'autres interlocuteurs régionaux — à commencer par la Thaïlande, touchée à sa frontière — aient moins de raisons de se défier des intentions vietnamiennes.

Du procès d'Ho-Chi-Minh-Ville aux combats de Nong-Samet, en passant par les conversations avortées avec Washington, Hanoi domine en fait l'impression de revenir à un complexe obsidional impliquant une dé-

fense tous azimuts et qui laisse mal augurer de l'avenir. Une telle attitude, en effet, résulte pour une large part au moins d'un sentiment de faiblesse qui, particulièrement au Vietnam, ne peut que ranimer une volonté de « résistance » héritée des années de guerre et qui risque de l'emporter sur toutes les considérations humanitaires ou diplomatiques.

Le contexte international, admettons-le, n'est guère favorable à Hanoi, où l'on ne perçoit pas un intérêt réel des grandes puissances — Etats-Unis, URSS, Chine, mais aussi Japon et pays d'Europe occidentale — pour un règlement des problèmes politiques, militaires ou économiques posés dans l'ancienne Indochine. Mais l'incapacité du régime vietnamien à surmonter ses propres difficultés — les résultats récents publiés par le Nhan Dan sur la production agricole et industrielle en témoignent parmi bien d'autres indices — est au moins pour autant responsable de l'impasse où il est aujourd'hui acculé. Moins faible à l'intérieur, en dépit d'une répression politique qui ne saurait jouer qu'un rôle d'expédient, le Vietnam deviendrait peut-être, à l'extérieur, un interlocuteur à la fois plus crédible et plus constructif.

ALAIN JACOB.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Philippines, Singapour, Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Brunei).

M. Fabius a demandé à Hanoi la grâce des condamnés à mort de Ho-Chi-Minh-Ville

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, est intervenu personnellement auprès des autorités vietnamiennes pour demander la grâce des condamnés à mort d'Ho-Chi-Minh-Ville, a-t-on appris, le mardi 1^{er} janvier, à l'hôtel Matignon.

M. Fabius, pressé par le même souci, a adressé, le 29 décembre au premier ministre vietnamien, M. Phan Van Dong, une lettre qui a été déposée le même jour à l'ambassade du Vietnam à Paris et dans laquelle il soulignait que cette période de fin d'année était traditionnellement, pour le peuple français, une période de clémence et demandait au gouvernement vietnamien d'agir dans le même esprit.

Deux des cinq hommes condamnés à mort pour « trahison et espionnage », le 18 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville, MM. Mai Van Hanh et Tran Van Ba, se déclarent de la nationalité française. Le France a confirmé que M. Mai Van Hanh, cinquante-six ans, pilote de ligne à Air Maroc, était bien français et a demandé, conformément aux termes de la convention consulaire franco-vietnamienne, un droit de visite. Celui-ci a été refusé par les au-

torités vietnamiennes, qui ne reconnaissent pas cette citoyenneté française. Paris ne s'est pas encore prononcé sur le cas de M. Tran Van Ba.

De nombreuses personnes ont, d'autre part, participé mardi à une manifestation silencieuse devant l'ambassade du Vietnam à Paris. L'ambassadeur, M. Ha Van Lau, avait refusé, la veille, de recevoir les avocats des familles de MM. Mai Van Hanh et Tran Van Ba (le Monde du 2 janvier).

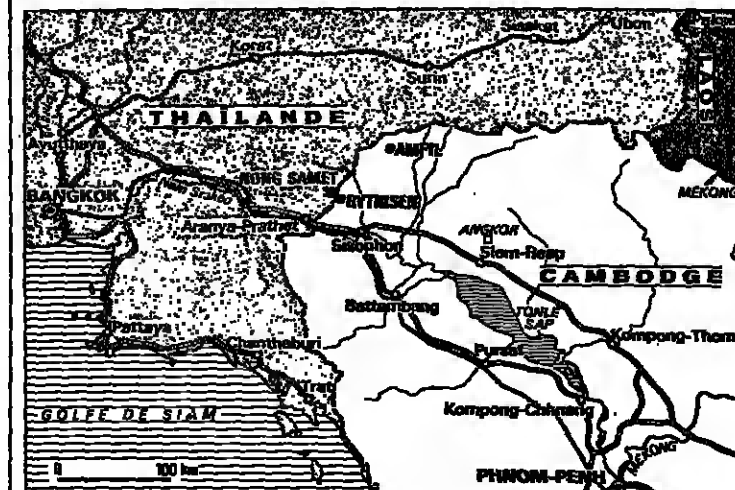
Mardi également, plus d'une centaine de personnes ont assisté à une messe pour les cinq condamnés à mort d'Ho-Chi-Minh-Ville, célébrée à la demande de l'Association d'entraide des Vietnamiens d'Alsace-Moselle. Des représentants des quatre confessions, catholique, bouddhiste, hao-bao et cao-daïste, étaient présents.

Aucune nouvelle, cependant, n'était parvenue mercredi matin du Vietnam, où les condamnés peuvent désormais être exécutés à tout moment, le délai maximal de recours en grâce étant expiré.

Cambodge

APRÈS RYTHISEN

Le camp d'Ampil se prépare à la bataille



De violents combats se poursuivaient, mercredi matin 2 janvier, pour la neuvième journée consécutive, autour du camp de Rythisen, proche du village de Nong-Samet, à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Les forces vietnamiennes ont repris à l'aube un fort bombardement d'artillerie. La veille, les affrontements avaient fait au moins vingt morts et une quarantaine de blessés parmi les combattants du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer, dirigé par M. Son Sann) qui défendent le camp.

Dans un autre secteur de la frontière, six militaires thaïlandais ont été blessés lors d'un accrochage avec des militaires vietnamiens. L'attention se concentre cependant sur le camp d'Ampil, également tenu par le FNLPK, vers lequel les Vietnamiens ont dirigé d'importants renforts et où l'on s'attend à une attaque imminente. D'après le colonel Rithisak, chef des services de renseignement du

FNLPK, trois régiments vietnamiens sont massés dans la région d'Ampil. « Je puis vous assurer, a-t-il dit à l'AFP, que ce sera la bataille la plus dure, la phase la plus importante de l'offensive [vietnamienne]. » Près de vingt-trois mille civils cambodgiens ont évacué le camp et s'étaient installés, mardi, à proximité immédiate du territoire thaïlandais.

● M. Perez de Cuellar en Asie du Sud-Est. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, effectuera à la fin du mois une visite en Thaïlande, avant de se rendre au Laos et au Vietnam, pour une tournée consacrée à la crise cambodgienne, a-t-on appris de sources informées le mercredi 2 janvier à Bangkok. La dernière visite d'un secrétaire général de l'ONU dans les pays du Sud-Est asiatique les plus affectés par la crise cambodgienne, la Thaïlande et le Vietnam remonte à 1980, date d'une tournée de M. Kurt Waldheim en Extrême-Orient. — (AFP.)

entre tous armés et qui laisse
l'espoir de l'avenir. Une telle
paix, en effet, résulte pour une
part du moins d'un sentiment de
solidarité, qui, particulièrement au
niveau, ne peut que ramener les
hommes à « résistance » envers
les ennemis de guerre et qui peut
s'exporter sur toutes les scènes
de la vie humaine ou diplomatique.

Le contexte international n'est guère favorable, d'autant qu'on ne perçoit pas de réelles résolutions de la part des grandes puissances. Entre-Us, URSS, Chine et Japon ont prévu de nouvelles réunions pour un règlement des problèmes politiques, militaires, économiques. Mais l'absence de consensus rend l'incarnation de ces projets extrêmement difficile. Les tensions politiques publiées par l'Etat soviétique sur la production agricole et la coopération économique parmi tiers accrus - est au moins partiellement responsable de l'impression d'isolement qui prévaut. Nous ne pouvons pas, en dépit d'un regain de confiance qui se dégage, nous laisser aller à l'optimisme. Le Vietnam est confronté, à l'extérieur, à une situation de la plus haute acuité structurelle.

ALAIN JACQ

(1) Association des nations du Sud-Est (Philippines, Singapour, Indonésie, Thaïlande, Brunei)

demandé à Hanoï condamnés à mort à Vinh-ville

Les Vietnamiens, qui
naissent pas cette année
française. Pour la France
prononce sur le ton de
Van Ba.

De nombreuses personnes d'autre part, partagent une conviction : la manifestation de l'ambassadeur de la République de Chine à Paris, M. Hsiao Kiang, a été refusée, à la fois parce qu'elle était contraire aux principes des Nations Unies et à la politique de Van Hant en Chine.

Mardi 12 septembre, le 1^{er} jour de la période de 15 jours pour payer les taxes d'importation des marchandises étrangères. Des commerçants vietnamiens ont fait savoir qu'ils ne paieront pas.

Cambridge

RES RYTHISEN
se prépare à la bataille



10. *Journal*
 11. *Journal*
 12. *Journal*
 13. *Journal*
 14. *Journal*
 15. *Journal*
 16. *Journal*
 17. *Journal*
 18. *Journal*
 19. *Journal*
 20. *Journal*
 21. *Journal*
 22. *Journal*
 23. *Journal*
 24. *Journal*
 25. *Journal*
 26. *Journal*
 27. *Journal*
 28. *Journal*
 29. *Journal*
 30. *Journal*
 31. *Journal*
 32. *Journal*
 33. *Journal*
 34. *Journal*
 35. *Journal*
 36. *Journal*
 37. *Journal*
 38. *Journal*
 39. *Journal*
 40. *Journal*
 41. *Journal*
 42. *Journal*
 43. *Journal*
 44. *Journal*
 45. *Journal*
 46. *Journal*
 47. *Journal*
 48. *Journal*
 49. *Journal*
 50. *Journal*
 51. *Journal*
 52. *Journal*
 53. *Journal*
 54. *Journal*
 55. *Journal*
 56. *Journal*
 57. *Journal*
 58. *Journal*
 59. *Journal*
 60. *Journal*
 61. *Journal*
 62. *Journal*
 63. *Journal*
 64. *Journal*
 65. *Journal*
 66. *Journal*
 67. *Journal*
 68. *Journal*
 69. *Journal*
 70. *Journal*
 71. *Journal*
 72. *Journal*
 73. *Journal*
 74. *Journal*
 75. *Journal*
 76. *Journal*
 77. *Journal*
 78. *Journal*
 79. *Journal*
 80. *Journal*
 81. *Journal*
 82. *Journal*
 83. *Journal*
 84. *Journal*
 85. *Journal*
 86. *Journal*
 87. *Journal*
 88. *Journal*
 89. *Journal*
 90. *Journal*
 91. *Journal*
 92. *Journal*
 93. *Journal*
 94. *Journal*
 95. *Journal*
 96. *Journal*
 97. *Journal*
 98. *Journal*
 99. *Journal*
 100. *Journal*

[illegible]

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités.

Johnson, C. L. & A. S. 1965

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Paraguay

Le parti gouvernemental et l'opposition s'interrogent sur la succession du général Stroessner

Alors que l'Argentine a renoué depuis un an avec la démocratie et que le Brésil devrait avoir, à la fin janvier, un président civil, le général Stroessner dirige le Paraguay depuis plus de trente ans comme si de rien n'était. Ainsi, dans son message de fin d'année, l'homme fort d'Asunción a été une fois de plus égal à lui-même. Et il a présenté son gouvernement comme « un authentique défenseur des droits de l'homme ».

Nous aurons assez d'énergie pour sauvegarder l'état de droit, a-t-il dit, et notre démocratie sera assez forte pour mettre en pièces toute conjuration interne ou internationale.

Ces propos du chef de l'Etat tranchent avec le sévère bilan de la politique gouvernementale dressé par l'opposition. Dans une déclaration récente, le chef de la fraction légale du Parti libéral, M. Joaquín Burgos, qui est aussi sénateur, a mis l'accent sur « la détérioration de l'économie, la diminution du nombre des emplois, la malaise social, la pression fiscale, l'application arbitraire de l'état de siège, la répression politique, le sectarisme et la corruption ».

Un langage que ne renierait pas l'opposition tolérée ou interdite.

Même l'Eglise, qui avait mis une sourdine à ses critiques, n'hésite plus à s'en prendre au « manque de démocratie ». Dans un document publié le 26 décembre, la conférence épiscopale a dénoncé « la corruption dans l'administration, l'omnipotence de la contrebande et les contrastes entre l'état de l'opulence des uns et la misère des autres ».

Le général Stroessner gouverne avec l'appui des forces armées et du Parti « colorado », qui contrôle tous les rouages de l'administration et de la vie publique, il tient toujours fermement les rênes du pouvoir. Il devrait, en principe, rester à la tête du pays jusqu'en 1988. Plus ancien chef d'Etat en exercice en Amérique latine, il est en passe de battre tous les records de longévité présidentielle dans ce continent.

Mais le général Stroessner a maintenant soixante-douze ans, et le

problème de sa succession est posé. L'opposition s'y prépare, l'Eglise s'en préoccupe et, même dans les sphères du pouvoir, ses partisans ne peuvent plus ignorer la question. L'économie donne des signes d'essoufflement après le boom de la fin des années 70 dû à la construction, en coopération avec le Brésil, du barrage d'Itaipu, sur le Parana. En outre, le général Stroessner ne saurait rester insensible aux changements politiques intervenus en Argentine, en Bolivie, et surtout à Brasilia.

Les limites de la « libéralisation »

Sentant le vent tourner, le général Stroessner a été amené à lâcher un peu de lest, laissant espérer quelques signes de « libéralisation ». Ainsi, au début de 1984, certains dirigeants du Mouvement populaire « colorado » (MOPOCO), une dissidence du parti officiel, ont-ils été autorisés à rentrer au Paraguay après plusieurs années d'exil. Parmi eux, le président de cette formation, M. Miguel Ángel González Casabianca, qui avait vécu pendant vingt-cinq ans à Buenos Aires, et qui est un ami personnel du président argentin Raúl Alfonsín. Ensuite, et pour la première fois en trente ans, quelques milliers de Paraguayens ont pu, en 1984, manifester ouvertement contre le gouvernement à Asunción. Cette manifestation, qui avait été autorisée, avait été organisée par les partis regroupés au sein de l'Accord national (le Parti révolutionnaire « féchériste », membre de l'Internationale socialiste, le Parti libéral authentique, le Parti démocrate chrétien et le MOPOCO).

Le gouvernement n'a cependant pas tardé à rappeler les limites à ne pas dépasser. En mars, il décidait brutalement de fermer le journal ABC Color, principal quotidien indépendant du pays. Son directeur, M. Aldo Zuccolini, était arrêté pour avoir refusé de révéler le nom d'un

journaliste qui avait fait une interview du président du MOPOCO. Début juillet, les autorités interdisaient la première réunion, pourtant initialement autorisée, du MOPOCO à Asunción. Le frère espéré d'un dialogue « libre et permanent » souhaité par la hiérarchie catholique s'écroulait. Les dissidents du MOPOCO restent étroitement surveillés. Le 10 décembre, plusieurs de ses dirigeants ont été interpellés pour avoir transgressé la loi interdisant les réunions politiques.

La préparation de l'après-Stroessner a fait apparaître des luttes de tendances au sein du parti officiel « colorado ». Lors de son congrès de la mi-septembre, c'est de justesse que la « vieille garde » a réussi à maintenir ses positions. Malgré le désir exprimé par la base, elle a écarté de l'une des vice-présidences M. Aldo Benítez, secrétaire privé du général Stroessner et représentant de l'aile dite rénovatrice. Tribunal aux accents populistes, M. Benítez a pourtant la cote auprès des jeunes et des cadres moyens des huit cent mille membres que revendique le parti.

En l'absence de plan concret, spéculations et rumeurs circulent. L'armée, forte de vingt-cinq mille hommes, ne s'est pas encore prononcée. Mais un homme semble en mesure de rassembler les diverses factions, le général Gerardo Johanssen. Les militaires ont cependant laissé entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à une candidature civile. Dans cette éventualité, le président de la Cour suprême, M. Luis María Argana, jeune cadre du Parti « colorado », serait le mieux placé.

Le général Stroessner pourrait bientôt se rendre en Allemagne fédérale et en Belgique, pays de ses successeurs potentiels, puis aux Etats-Unis, afin de se soumettre à des examens médicaux. En attendant, le mécontentement grandit. Comme le dit l'opposition modérée, « la transition sera trop difficile pour être assurée par un seul parti ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

HISTOIRE

LES COMPTES RENDUS DES RÉUNIONS DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE EN 1954 ONT ÉTÉ RENDUS PUBLICS

Winston Churchill a été empêché par ses ministres de rencontrer Malenkov

Les comptes rendus officiels des réunions du gouvernement britannique en 1954, publiés le mardi 1^{er} janvier à Londres à l'expiration du délai légal de trente ans pendant lequel ces documents doivent rester secrets, apportent des révélations sur ou moins trois décisions prises à l'époque par les dirigeants britanniques : la fabrication de la bombe à hydrogène, le projet avorté d'une rencontre entre Winston Churchill, alors premier ministre, et les responsables du Kremlin, et le refus de participer à des opérations militaires sérieuses en Indochine, conjointement avec la France et les Etats-Unis.

Les circonstances qui ont entouré la décision du Royaume-Uni de se doter de la bombe à hydrogène, décrite par les scientifiques, selon les minutes des réunions, comme « plus économique » que la bombe A dont la Grande-Bretagne disposait déjà, sont évoquées en détail. Les ministres de Sir Winston jugeaient, en particulier, « possible que le développement de la bombe H [en Grande-Bretagne] aurait pour effet de réduire les risques d'une autre guerre ». (A l'époque, la guerre de Corée vient de prendre fin en 1953, et la France est en train de perdre sa guerre d'Indochine.)

A l'heure actuelle, lit-on dans des comptes rendus, certains pensent que le risque le plus grand vient de ce que les Etats-Unis pourraient utiliser le monde dans la guerre soit par une intervention irrégulière en Asie, soit pour prévenir une attaque russe. Le meilleur moyen d'éviter cela est de préserver notre influence sur le gouvernement américain, qui respectera davantage notre point de vue si nous continuons de prendre une part effective à la défense nécessaire pour dissuader l'agression que si nous lui laissons le soin exclusif de contrer l'arsenal thermonucléaire russe.

Une autre affaire avait été cette année-là au cœur des délibérations du gouvernement britannique : une proposition de Sir Winston Churchill, adressée au ministre soviétique des affaires étrangères, Molotov, en vue d'une rencontre au sommet avec Malenkov, alors premier ministre, pour parler de la paix. Le cabinet, qui n'avait pas été consulté au sujet de cette démarche, en prit ombrage, demanda des explications à

Sir Winston et — craignant qu'il ne fût plus à la hauteur de sa tâche — l'obligea, sous la menace de la démission de l'un de ses ministres au moins, à annuler son projet. Valcu par l'âge, Sir Winston allait démissionner le 5 avril 1955.

C'est en 1954 également que le Royaume-Uni a été saisi d'une initiative du secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles, tendant à aider militairement la France en Indochine après la chute de Dien-Bien-Phu. Mais le plan de sauvetage américain n'envoyait, dans le cadre de cette contribution anglo-américaine à la défense de l'Indochine contre l'agression communiste, qu'une intervention de leurs armées de l'air. Sir Anthony Eden, alors secrétaire au Foreign Office, s'est opposé à ce projet, jugeant que seule une intervention des troupes sur le terrain (option que ni Londres ni Washington n'étaient prêts à prendre) aurait des chances d'être efficace. La même année, le cabinet de Londres avait envisagé deux autres possibilités d'intervention militaire britannique dans le monde : contre Israël, au cas où l'Etat hébreu attaquerait la Jordanie, et contre l'Egypte. Seul ce dernier projet sera réalisé, mais en 1956, et de concert avec la France, et Israël après la nationalisation du canal de Suez par Nasser.

Les documents publiés à Londres contiennent, également, des comptes rendus des tortures subies par les Britanniques faits prisonniers par les Chinois, pendant la guerre de Corée, en 1950 et en 1951. — (AFP, Reuters, AP).

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

● M. WILLIAM CLARK AURAIT L'INTENTION DE DONNER SA DÉMISSION. — Le secrétaire américain à l'Intérieur, M. William Clark, à l'intention de donner sa démission dans les deux ou trois mois à venir, a annoncé la Maison Blanche, le mardi 1^{er} janvier. M. Clark, 62 ans, a été nommé à ce poste par le président Nixon. Il a travaillé pour le gouvernement pour retourner dans son ranch californien, a précisé le porte-parole adjoint de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. — (AFP.)

Guinée

● RESTITUTION DES BIENS CONFISQUÉS. — Le CMRN (Comité militaire de redressement national) a annoncé, lundi 31 décembre, la restitution des biens confisqués illégalement par Sékou Touré. Trois cent cinquante villas et immeubles, ainsi que des centaines de plantations, vont ainsi être restitués à d'anciens détenus et exilés politiques. D'autre part, Conakry a décrété que l'exploitation privée des gisements miniers était interdite à compter du 1^{er} janvier.

Nicaragua

● LA CONTRA A ATTAQUÉ UNE COOPÉRATIVE DANS LA PROVINCE DE LEON. — Quatre militaires et deux civils ont été tués, le mardi 1^{er} janvier, au cours de l'attaque d'une coopérative agricole par un commando de la Contra dans le nord de la province de Leon. D'autre part, le président élu, M. Daniel Ortega, a déclaré que le Nicaragua consacrerait 40 % de son budget à la défense en 1985, contre 25 % en 1984.

CHOISISSEZ VOTRE IMPRIMANTE

140 modèles (1000 F à 15000 F)

23 F chez votre marchand de journaux



Pérou

LES ÉTATS D'ÂME DU LIEUTENANT LYNX

« Si mes hommes leur arrivaient à la cheville... »

Le mouvement insurrectionnel du Sentier lumineux a effectué plusieurs attentats, le mardi 1^{er} janvier, au Pérou. A Lima, un commando a attaqué le cercle militaire et détruit une salle de restaurant. A Huanacavelica, une fillette de trois ans a été tuée et deux personnes ont été blessées. Pour le seul mois de décembre, les autorités estiment que cent trente-huit personnes ont trouvé la mort au cours d'opérations liées aux activités du Sentier lumineux.

Ayacucho. — Tee-shirt noir et treillis, un perroquet vert sur l'épaule, le lieutenant Lynx piécote une grappe de raisins tout en passant en revue le champ de foire, où des centaines d'Indiens troquent leurs produits. Sur ses talons, son aide de camp qui porte une petite boule crème et friquée, mi-chien mi-mouton. Trois « tigres » (soldats) ferment la marche, droit sur la détente.

Le tableau est un régal pour un chasseur d'images. Mais les photos sont interdites. Question de sécurité. Les « terrucos », les terroristes, pourraient le filmer. D'ailleurs, Lynx, qui veut dire lynx, n'est pas son vrai nom. Son chef, un grand rouquin qui exhibe une croix géanta et deux impressionnantes chevilles ornées de rubis, se présente comme le capitaine Rata, « rat ».

A vingt-sept ans, Lynx semble bien jeune pour être lieutenant. Mais deux ans de lutte contre les guérilleros du Sentier lumineux lui ont permis de brûler les étapes. « Les Sandéristes », dit-il, montent eux aussi rapidement en grade lorsqu'ils sont vaillants. L'année dernière, j'ai capturé un gamin de quinze ans, il avait déjà trois étoiles parce qu'il avait refroidi dix-sept mouchards... Un « macho », ça passe. Il a refusé que je lui bande les yeux pour la fusiller. Il est tombé en criant : « Vive la guérilla, vive le président Gonzalo ».

Pour le fusiller ? « Pardi. Lorsqu'on lance des opérations, on ne va pas s'encombrer avec des prisonniers. Ce serait risqué. D'ailleurs, à l'époque, la consigne, c'était : pas de détenus. » Et maintenant ? « C'est moins strict. On agit selon les cas ».

Les Indiens, qui portent tous des armes rudimentaires, de simples fouteus ou des frondes tissées en laine de lama, mais aussi des gourindes, des coutelas, des lances, le saluent respectueusement au passage. Il répond avec un paternel : « Holá, fision ! » et il ajoute à mi-voix : « Ils me traitent comme un roi, ils veulent même me marier à leur fille. Mais on ne peut pas se fier. Hier, ils étaient du côté des terrucos. Aujourd'hui, ils sont dans notre camp. Mais seulement parce que nous sommes les plus forts. Si nous ne restons pas sur nos gardes, ils sont capables de nous massacrer ».

L'histoire de ce village de trois mille habitants, situé à deux

On précise encore que quarante paysans ont été tués mardi dans la province de la Mar, dépendant du département d'Ayacucho, qui reste le bastion du mouvement subversif. A Cuzco, centre touristique important, un sabotage a provoqué un début de panique. Dans la région d'Ayacucho, les militaires poursuivent leurs opérations de routine, ainsi que le rapporte notre envoyée spéciale.

De notre envoyée spéciale heures de route d'Ayacucho, n'est pas originale. Pendant deux, trois ans, les guérilleros l'ont utilisé comme relais. A chaque visite, ils hissaient le drapeau rouge, peignaient leurs consignes sur les murs et menaçaient les autorités. Finalement, le maire a fait ses valises, et le curé n'est jamais revenu. « Parce que les gens d'ici sont analphabètes et donc totalement ignorants, ils se laissent mener par le bout du nez, assure le directeur de l'école. Ils ont bien accueilli les terrucos. Mais lorsque la police est arrivée, ils ont tourné leurs vestes ».

En représailles, les guérilleros ont incendié le conseil municipal... Pris de panique, tous les villageois sont partis. L'école et le dispensaire ont fermé leur porte. Quatre jours après, les soldats ont installé leur campement sur le place, et, peu à peu, les gens du coin sont revenus ».

L'activité est loin d'être normale. Sur la place d'armes, une maison sur deux porte encore un cadenas, et les cyprès ont été décapités par mesure de sécurité. Deux murailles de pierres coupent la circulation, et des petites tas de cailloux sont devant chaque pas-de-porte. Des soldats montent la garde derrière de gros sacs bourrés de sable.

« Tue plutôt tes chefs... »

Pendant la semaine, le village est désert. Le gouverneur, un ancien sandériste, reconnaît le capitaine, et aujourd'hui, « bras droit » des militaires, part à la chasse aux terrucos avec ses hommes. Parfois, les soldats les accompagnent. Dans les hautes vallées, ils n'ont que des groupes d'auto-défense. De gré ou de force.

La dimanche, c'est la métamorphose. D'abord la foire avec tous les villageois des alentours. Puis la concentration sur la place : on hisse les couleurs. On entonne l'hymne. Puis vient le défilé martial, bataillon par bataillon (celui des enfants, celui des femmes, mamots au dos, celui des veuves, toutes en noir, celui des paramilitaires), tous au pas de l'oise, présentant les armes au capitaine « Rat ».

Après, ce sont de joyeuses libations. « J'ai interdit l'alcool les jours de semaine, explique le

lieutenant. Saouls, les indiens deviennent incontrôlables. J'ai aussi obligé tous les concubins à se marier. De l'ordre avant tout. Et maintenant, j'ai tout le monde bien en main. » La militarisation du village est en effet étonnante.

Le lieutenant « Lynx » égrène ses souvenirs de guerre et exhibe ses trophées : des drapeaux rouges, frappés du marteau et de la faucille, des munitions enveloppées dans un mouchoir, des dizaines de tracts, et un journal intime avec quelques chansons révolutionnaires, l'emploi du temps pour toute la semaine, et les dix commandements du « parfait guérillero ».

Il montre aussi plusieurs cartons sur lesquels les sandéristes ont écrit leurs dernières consignes. On peut lire : « Le parti ne tue pas tout le monde. Seule-ment les têtes noires (les forces répressives)... Ne vote pas aux élections... paysan, Belaunde et l'armée t'empêchent de semer, de manger. Défends ta vie, défends ton pain... soldat. Pourquoi est-ce que tu nous assassines ? Tue plutôt tes chefs qui sont des mercenaires... »

Il explique : « Les muchachos ont changé de tactique. Ils essaient de reconquérir la population avec des arguments politiques et non plus avec la terreur. Et les arguments ne leur manquent pas. Encore un peu et ils parviendraient à nous convaincre avec tout leur bla-bla-bla. Ils nous donnent plusieurs leçons. Leur organisation n'est pas verticale comme la nôtre. Ils disent qu'ils discutent tout entre combattants parce que deux têtes pensent mieux qu'une seule. Et ainsi de suite. Ils sont courageux, disciplinés. Ah ! si mes hommes leur arrivaient à la cheville... »

Alors, pourquoi les combattre ? « Ils piétinent notre drapeau. Ils sont communistes. Ils ont juré de tout détruire. Ce sont eux ou nous... C'est de bonne guerre... »

Il décroche sa guitare, gratte quelques accords et entonne un hymne de guerrier. Le refrain dit quelque chose comme : « Terruco, terruco, tes jours sont comptés. Nous te tuons, nous te tuons et nous mangons tes tripes et nous boirons ton sang... »

NICOLE BONNET.

Aux Trois Quartiers on fête le

BLANC 85

En 65% polyester 35% coton fleurettes vertes ou perles sur fond blanc.

NUIT sans manches 150 F

NUIT manches courtes 160 F

COMBI-SHORT 135 F

Aux Trois Quartiers

17, Bd de la Madeleine - Paris

Le Monde

société

Faits divers

Lionel Cardon au mitard

De notre correspondant

Bordeaux. — Lionel Cardon, meurtrier avoué d'un motard et assassin présumé des époux Aran, incarcéré à la prison de Bordeaux dans la nuit du 29 décembre 1984, a été transféré à la prison de la Santé à Paris le 1^{er} janvier 1985.

Après avoir démonté un des pieds de la table métallique de sa cellule, il a attaqué le gardien qui venait lui apporter son petit déjeuner et l'a assommé. Victime d'une crise de nerfs, il se précipitait, tête baissée, contre une porte blindée. Blessé à la tête, il a été transporté, comme son gardien, à l'hôpital du Tonkin à Bordeaux, avant de regagner sa cellule dans l'après-midi, ses blessures étant superficielles.

Lionel Cardon, petit cambrioleur, est l'assassin-présumé du chirurgien François-Xavier Aran, trente-sept ans, dont le cadavre ligoté avait été retrouvé dans sa maison à Passac (Gironde) le 11 octobre 1983, et de son épouse Aline Aran, trente-six ans, médecin anesthésiste, tuée, quelques jours plus tard près de Navarrenx, d'un coup de revolver. Le 21 novembre 1983, Cardon était surpris près du bois de Boulogne à Paris par des motards. Il

en s'attaquant à un avant de sa réfugier le lendemain chez son avocat, pris en otage avec une journaliste et une femme de ménage. Mais il se rendait peu après à Passac où ses empreintes avaient été retrouvées.

Après avoir été entendu à Paris, il était transféré à Bordeaux et incarcéré de l'assassinat des deux médecins bordelais. Mais il refusait de répondre aux questions du juge tant qu'il se trouvait au secret à la maison d'arrêt. Soumis au régime normal l'été dernier, il a alors consenti à répondre au juge, à qui il a confirmé qu'il se trouvait bien, le soir même du drame le 10 octobre 1983, dans la ville du chirurgien à Passac où ses empreintes avaient été retrouvées.

Au cours de l'été, les gardiens découvraient, dans sa cellule, des notes indiquant qu'il avait préparé une évasion. Il était alors mis au mitard puis au secret en cellule. Depuis il réclame un régime normal et se refuse à répondre aux questions du juge.

Lionel Cardon est de nouveau au mitard.

JEAN LE METAYER.

EN BREF

La fuite d'une citrène d'Union Carbide provoque aux États-Unis l'évacuation de 2 500 personnes

Deux mille cinq cents habitants de North-Little-Rock (Arkansas) ont passé la nuit de la Saint-Sylvestre à l'hôtel ou dans des préaux d'école à cause d'une fuite de gaz toxique détectée dans un

wagon-citerne. Le wagon, en stationnement sur une voie de dégagement de la petite gare de North-Little-Rock, contenait quelque 80 000 litres d'oxyde d'éthylène, un produit chimique très volatil et hautement toxique, fabriqué par Union Carbide pour l'agriculture.

Après l'alerte aux vapeurs toxiques donnée par les chemistes, la population a été évacuée dans un rayon d'un kilomètre et demi autour de la gare et hébergée pour la nuit dans les écoles et hôtels de la région. Les pompiers, équipés de combinaisons de protection et de masques à gaz, ont déversé sur le wagon un produit neutralisant et transféré une partie du contenu dans une citerne étanche. La circulation a été interrompue sur une autoroute passant à proximité. Personne, jusqu'à présent, ne semble avoir souffert des vapeurs nocives.

Le fabricant du produit, la société Union Carbide, est propriétaire de l'usine de Hopkirk, dans le centre de l'Inde, où, le 3 décembre 1984, une fuite de gaz a tué plus de deux mille cinq cents personnes. — (AFP).

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DE LA MAIRIE SUR LES IMPÔTS LOCAUX

Après notre article sur le budget de Paris, intitulé « Les impôts locaux des Parisiens ne seront relevés que de 6 % en 1985 » (le Monde du 20 décembre 1984), nous avons reçu de M. Jean-Claude Jolain, directeur des finances et des affaires économiques de la Ville de Paris, les rectifications suivantes :

Dans cet article, il est indiqué que les impôts locaux des Parisiens n'auraient été relevés de 10,78 % en 1984 et que le maire de Paris n'aurait pas tenu sa promesse de limiter cette augmentation à 9 %.

Cette affirmation, qui veut laisser entendre aux Parisiens que le maire de Paris ne tient pas ses engagements, est totalement erronée. Votre collaborateur, en effet, semble avoir confondu deux notions bien distinctes :

— d'une part, l'augmentation de la cotisation individuelle de chaque Parisien en 1984 qui, à situation inchangée, ne dépend que des taux votés par l'assemblée municipale ;

— d'autre part, l'augmentation du produit des impôts locaux qui, en fonction, non seulement de ces taux mais aussi de l'évolution des « bases », c'est-à-dire de la matière imposable.

Or, le conseil de Paris a de pouvoir qu'en ce qui concerne le taux des cotisations ; il ne maîtrise aucunement l'évolution des bases (valeurs locatives, salaires versés...). Qui sont fixés par l'État ou résultent de l'activité économique.

Dans son rapport sur le budget de 1984, présenté au conseil de Paris en décembre 1983, M. Jacques Chirac avait indiqué que la pression fiscale serait stabilisée et, qu'en conséquence, les cotisations des ménages seraient majorées de 9 % en 1984, pourcentage établi par référence à l'inflation de 1983, seule connue à cette époque, conformément à l'engagement pris par l'État pour l'actualisation des tranches de l'impôt sur le revenu.

Compte tenu d'une actualisation des bases de l'impôt, fixée à 12 % par le gouvernement et sa majorité, le conseil de Paris a dû abaisser de 2,7 % le taux de l'impôt en 1984, de manière à limiter effectivement à 9 % l'augmentation des cotisations individuelles.

Il faut savoir enfin que, de toutes les grandes villes de France, la capitale est celle qui, de loin, pratique les taux d'imposition les plus faibles.

[Selon les données statistiques publiées par les services de la Ville de Paris, les taxes locales directes ont rapporté au budget municipal 5610 millions de francs en 1983 et 6215 millions en 1984. Le produit des impôts locaux payés collectivement par les particuliers et par les entreprises à Paris a donc bien augmenté de 10,78 % entre 1983 et 1984. En revanche, nous avons donné un chiffre erroné : celui du prix du mètre cube d'eau à Paris. Il était, en 1984, de 4,23 F, toutes taxes comprises, et sera porté à 4,90 F en 1985, soit une hausse de 15,83 %.]

Paris-Alger-Dakar : trois nouvelles victimes...

Trois jeunes gens ont été fauchés, mardi 1^{er} janvier, à Flers-les-Aubrais, par la Lada pilotée par Jean-Louis Schlessier, au cours de la première étape de liaison du Rallye Paris-Alger-Dakar.

Une voiture qui ne participait pas à l'épreuve a freiné brusquement à un feu rouge. La Lada qui la suivait

a alors dérapé et renversé les jeunes gens. Un étudiant, M. Hervé Lavaine, dix-huit ans, originaire de Vierzon, blessé à la tête et aux jambes, a été hospitalisé. M. Thierry Anbinau, vingt-deux ans, mécaïste, de Flers-les-Aubrais, et Pascal Montenegro, vingt-trois ans, employé municipal, de Saran (Loiret), légèrement atteints, ont pu quitter l'hôpital après avoir reçu des soins.

La Lada est repartie immédiatement avant l'arrivée des services de police, indique-t-on au commissariat. Une enquête est en cours. Jean-Louis Schlessier se défend d'avoir tenté de fuir après l'accident : « Je me suis d'abord renseigné sur l'état des blessés. J'étais disposé à attendre l'arrivée des secours, mais un pompier qui a donné les premiers soins m'a dit que c'était inutile, car les spectateurs n'étaient pas grièvement atteints. C'est alors seulement que je suis reparti ».

En cours du prologue disputé, dimanche 30 décembre, à Cergy-Pontoise, un enfant, renversé par la voiture d'un concurrent avait eu une jambe fracturée.

Palmarès de la lutte antibruit

M. Didier Bariani, maire (rad.) du vingtième arrondissement de Paris, est élu de la capitale qui prend avec le plus d'efficacité la défense des victimes du bruit. Tel est le jugement que porte sur l'élection des maires d'arrondissement le Comité national d'action contre le

bruit (CNAB) présidé par M. Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social. Sur le bureau des nuisances de la préfecture de police, l'appréciation du CNAB est la suivante : « De bonnes intentions, peut mieux faire ». Quant aux commissaires de police chargés de réprimer le bruit de voisinage, leurs résultats sont jugés « inégaux ».

Les Verts et l'« élitisme » sportif

L'association Ile-de-France Ecologie, autrement dit Les Verts, s'élève contre l'éventualité de l'organisation des Jeux olympiques de 1992 à Paris. Dans un communiqué, ils font observer que cette manifestation entraînerait « une apoplexie durable de la capitale », qu'elle renforcerait le « déséquilibre existant au profit de Paris en matière de grands équipements » et qu'elle se traduirait par la disparition d'espaces verts occupés par le stade et la piscine olympique (environ 25 hectares).

Les Verts ajoutent que la promotion des activités physiques régulières « essentielles pour l'équilibre des citadins » se ferait d'une manière beaucoup plus efficace par le développement du sport à l'école que par le biais d'une « manifestation élitiste éphémère ».

PATINAGE DE VITESSE : championnats de France

Hans et Marie-France Van Helden ont conservé, mardi 1^{er} janvier à Grenoble, leur titre de champion de France de patinage de vitesse.

Des éditeurs de manuels scolaires répondent aux critiques formulées par des historiens juifs

La publication, par le Programme d'histoire et de coopération pour l'éducation juive (PACEJ), d'une étude critique de la présentation de l'histoire des juifs au vingtième siècle dans plusieurs manuels scolaires des classes de troisième et de terminale (le Monde du 5 octobre), a provoqué des réactions de la part des éditeurs ou des responsables de ces manuels.

M. Jean-Marc Bourgois, président-directeur général des éditions Bordas, a rendu publique une lettre adressée au PACEJ et au grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, qui avait patronné cette initiative, lettre dans laquelle il proteste contre ce qu'il considère comme une « déformation » de l'histoire.

M. Jean-Marc Bourgois, président-directeur général des éditions Bordas, a rendu publique une lettre adressée au PACEJ et au grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, qui avait patronné cette initiative, lettre dans laquelle il proteste contre ce qu'il considère comme une « déformation » de l'histoire.

Le Monde du 17 juillet et répondant aux défenses de Pétain.

D'autre part, M. Jean-Michel Lambin, directeur de la collection d'histoire, premier cycle, chez Hachette, a adressé une lettre dans laquelle il proteste contre les critiques du PACEJ. M. Lambin, dont le manuel de troisième définit le sionisme comme une « tendance à vouloir une extension de l'Etat d'Israël aux dépens des Etats arabes voisins », nous demande de préciser que cette définition indique, en premier lieu : « Mouvement juif, né en Europe à la fin du XIX^e siècle, en faveur du retour en Palestine (Sion) ». (On ne voit pas en quoi cette première phrase justifierait la seconde.)

Les éditions Hatier ont, elles, réagi différemment aux critiques du PACEJ. Elles ont proposé à celui-ci un examen en commun des critiques formulées sur leurs ouvrages, ce qui a été fait au cours d'une récente séance de travail.

P. J.

Lucien ISRAEL



La médecine et le reste

« Quel grand monsieur ! Quel livre stimulant et passionnant ! La Vie »

« Le sonnet de poète et de dire ce qu'il pense fait tout l'honneur du livre du professeur Israël. Magazine Hebdo »

« Un livre-univers. Livre de poète et de dire ce qu'il pense fait tout l'honneur du livre du professeur Israël. Magazine Hebdo »

« Le livre de la sagesse mature d'un temps exceptionnellement riche. Le Figaro »

le Centuro

Le Monde REALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

LE LIVRE D'OR DU TENNIS 1984

Christian COLLIN

Souverain comme jamais durant l'année 1984, double prestigieuse champion de Wimbledon et de Flushing Meadows, John McEnroe a réalisé la plus formidable série de victoires depuis l'avènement du tennis open. Paradoxe : sa seule grande défaite, l'écroulement sur la terre battue de Roland-Garros, en une finale sentimentale contre Ivan Lendl, le premier de l'année à le faire chuter. LE LIVRE D'OR DU TENNIS 1984, l'ouvrage de Christian Collin, retracer en priorité les exploits de ces deux superstars qui éblouissent le monde en accumulant les succès.

Cette année 1984 a été aussi illustrée par le fabuleux grand chelem de Martina Navratilova, l'invincible, qui a dominé le tennis féminin de bout en bout malgré la féroce résistance de sa grande rivale, Chris Evert-Lloyd. LE LIVRE D'OR DU TENNIS 1984 consacre une large part à cet exploit inégalé.

Mais, bien entendu, rien n'a été négligé. Entre l'éclat de Patrick Cash, qui concourait le retour de l'Australie au premier plan, la permanence de la fièvre ménézière (Wilander, Edberg, Sandstrom, Jarryd), l'étonnante longévité de Jimmy Connors, les tourments de notre héros national, Yannick Noah, etc. LE LIVRE D'OR DU TENNIS 1984 relate par le menu la vie fascinante des champions. Le lecteur est guidé par Henri Lecoq, la grande confirmation française, qui, avec Yannick Noah, enlève le double à Roland-Garros.

Collection Sports 2025 Éditions SOLAR Prix TTC : 85 F

CHOISISSEZ VOTRE IMPRIMANTE

140 modèles (1000 F à 15000 F)

chez votre marchand de journaux

23 F



Spiridon Revue internationale de course créée en 1971

En couleurs : six numéros anciens, particulièrement intéressants, à tous les abonnés 1 an — ou environ 600 pages — 139 F, à l'ordre d'Odette Rolé, Cerny, 74330 Cruseilles (CCP 308371 J, Lyon).

CORRESPONDANCE

Mururoa et la colère australienne

Les essais atomiques qui continuent à Mururoa sont dangereux : radiations, radioactivité des restes, tsunamis qui peuvent être provoqués par les explosions des bombes et risques du terrorisme qui arrivent quand on porte du plutonium dans la région.

Le gouvernement français a annoncé qu'il croit que les risques sont minimes, mais les peuples de cette région ne sont pas assez stupides pour le croire. Cela doit coûter cher de faire un demi-tour du monde pour faire des essais. S'ils croyaient que les essais étaient pas

dangereux, les Français les feraient en France.

J'ai beaucoup de très bons amis français, je vis en France chaque an, et ce pays me plaît beaucoup ; mais ici, en Australie, je trouve assez difficile d'expliquer que les Français ne sont pas colonialistes, ignorants, arrogants et vendant n'importe quelle arme à n'importe quel pays. « Ce n'est pas les habitants, je dis souvent, c'est seulement le gouvernement qui a ces défauts. » Le gouvernement de n'importe quel parti.

Les Australiens qui voyageaient en France se sont toujours étonnés

du fait que presque aucun Français ne sait que son pays fait toujours les essais atomiques. Ils croient que, comme les autres pays développés, la France a fini ces essais.

Il y avait une amitié entre nos deux pays — beaucoup d'écoliers australiens apprennent le français, la culture française est bien reconnue ici, et nous nous souvenons de tous les soldats australiens morts pour la France. Cette amitié est presque disparue. Cette amitié peut disparaître. Il suffit de terminer les essais.

JOE WOLFE Coogee (Australie).

BLANC 85 MADELIOS

Des exemples :	CHEMISE	CHEMISE	CHEMISE	PYJAMA	PEIGNOIR	MOUCHOIR	MOUCHOIR
	popeline 100% coton, poignets simples ou poignets mousquetaires.	70% coton 30% polyester.	oxford 100% coton.	popeline coton.	éponge coton, col châle.	coton blanc, les six.	coton initial brodé, les six.
	155 F	165 F	180 F	175 F	290 F	54 F	72 F

Spécialité de mouchoirs en fil de lin roulottés main.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LIBRES OPINIONS

Paris-Dakar les riches et les fauchés

par JEAN-MARIE BROHM et MICHEL CAILLAT (*)

UNE fois encore le rallye Paris-Dakar est organisé comme une vaste campagne de promotion publicitaire des grandes firmes capitalistes qui, un peu partout dans le monde, sponsorisent la course à la mort automobile. L'obscurité éternelle de la compétition mécanique, l'imposante armada — la horde sauvage faudrait-il dire plutôt — forte de centaines de voitures, de motos, de camions, de véhicules d'assistance, représente, chaque année, une scandaleuse opération d'asservissement néo-colonialiste des peuples opprimés d'Afrique.

La Paris-Dakar, c'est d'abord une énorme entreprise de gaspillage et de pollution qui procure prestige et bénéfices à quelques firmes rapaces et dont le seul objectif est le plaisir égoïste — le « pied » disent les branchés — d'une minorité de privilégiés et de profiteurs. Gaspillage, en effet, que ce carburant brûlé en pure perte ou que ces tôles tordues « dans le joie » en plein désert. Luxe et ostentation insupportables que ces loisirs de classe, dignes de l'ancien régime, qui mobilisent tant d'énergies, de temps et d'argent pour de simples divertissements de divas et d'éventuels du volent. Combien coûtent toutes les opérations de logistique, d'intendance, de surveillance, de rapatriement ? N'y aurait-il pas une meilleure utilisation possible des ressources, notamment en faveur des populations locales ?

Il y a donc lieu de crier son indignation à l'idée qu'une caravane de bolides assourdissants puisse étaler une certaine idée du « progrès » aux yeux des populations qui, souvent, n'ont même pas de quoi survivre. Il s'agit là, il serait temps de s'en apercevoir, d'une pratique sadique de « conquérants » de l'inutile, qui considèrent la terre africaine comme un champ d'exercice et ses peuples comme de simples figurants dont on ne respecte ni la sécurité, ni la tranquillité, ni l'identité. Comment qualifier ce déferlement des baroudeurs des pistes et autres nostalgiques des équipages coloniaux dans des pays dont on piétine allègrement les gens, la faune et la flore ? Il faut bien l'appeler par son nom : saccage gratuit !

Cette mentalité, qui combine l'arrogance des condottiers et le sans gêne impérialiste des explorateurs-missionnaires du culte automobile, fait du Paris-Dakar le prototype du « trip » dans le vent : un mélange de Club Méditerranée itinérant, de pèlerinage boy-scout et de virée d'anciens combattants en mal d'activités viles. Thierry Sabine (« Jesus Christ Superstar » pour ses amis), descendu de son hélicoptère miracle, reconnaît d'ailleurs lui-même que la Thierry Sabine Organisation (TSO), l'entreprise qui pèse l'épreuve en toute indépendance, cherche à faire passer auprès de ses clients le message de l'« onirisme marchand » à toutes les agences de voyages : « Messieurs, Mesdemoiselles, l'Afrique est un continent extraordinaire où une compétition auto et moto peut être un prétexte fabuleux à l'aventure » (l'Equipe magazine).

C'est cette même aventure que la TSO, fidèle à l'expansionnisme du profit, qualifie aujourd'hui avec l'« Enduro du Touquet », les 24 Heures de Rouen, la Croisière bleue en Belgique et demain, avec un Paris-Rio, une transamazonienne, sans doute pour venir en aide aux miséreux du Nord-Est brésilien... Cette soif de conquête et de consommation d'exotisme dans les pays du tiers-monde, M. Sabine et ses émules la justifient au nom d'une idéologie rétrograde sinon réactionnaire : « Un certain état d'esprit moyenâgeux qui me pousse et me permet de réaliser des choses à contre-courant »... « Moyenneurs », ça veut dire chevaleresque ? — « C'est exactement ça ! Chevaleresque, c'est le mot, qui fait que je vise l'importation qui ne se montre pas loyal » (l'Equipe magazine). Féodal serait sans doute le terme le plus approprié.

Champions et vedettes, gens du monde étalent ainsi pendant trois semaines, dans le plus totale indécence, leurs machines titulaires qui valent une fortune et qui sont transformées en panneaux publicitaires ambulants. Dans une période où se développent de plus en plus la pauvreté et la misère sociale engendrées par une société en crise, les médias distillent à des millions de Français, d'Européens et d'Africains, les exploits des légionnaires du tout-terrain. Du pain et des jeux, en l'occurrence de la disette et des accidents spectaculaires pour dérouter, une fois encore, les masses populaires des questions de l'« éfrité » alors que ce genre de défi absurde à la mort draine tous les candidats au suicide ?

Thierry Sabine ne cache pas ses intentions : « Je serais, par exemple, patron d'une PME de province [...] Je mettrai de l'argent dans le Paris-Dakar. Parce qu'en donnant de l'argent à ce concurrent pour qu'il puisse partir, je fais rêver des milliers de gens qui vont s'attacher à lui, et par-delà à ma marque ».

Quand les petits patrons se mettent à vouloir faire rêver les fidèles, « du milliardaire au chômeur », il y a lieu de s'interroger sur la fonction politique objective qu'assume le spectacle sportif. La messe du Paris-Dakar fait partie d'une religion bien prosaïque, avec son prophète, ses intégristes et son messianisme.

La mort rôde en permanence sur le Paris-Dakar, comme sur la plupart des courses d'engins à moteur. Elle fait partie de la règle du jeu. Le risque est même d'égoutter et est un slogan publicitaire à la mode : « Vivez dangereusement ». De fait, la Paris-Dakar blesse et tue. Pas seulement des concurrents qui mordent la poussière, mais aussi des autochtones (un enfant tué, un grièvement blessé en 1984).

Faut-il considérer ces victimes comme la « renouveau du progrès » ? N'est-ce pas déjà une ignominie que de classer ces morts au chapitre des faits divers regrettables d'une « belle épreuve » ? Ou pire d'évoquer la « fatalité » alors que ce genre de défi absurde à la mort draine tous les candidats au suicide ?

Au terme de l'édition 1982, qui avait fait trois morts, Thierry Sabine ne déclarait-il pas : « L'épreuve a été décevante. C'était chouette [...] Je voulais frapper un grand coup, cela a été au-delà de mes espérances » (Le Nouvel Observateur). Pour rendre la compétition plus sélective, plus « sélective », les organisateurs multiplient les difficultés, rendent l'aventure encore plus folle : plus de balises, plus d'indications, plus de traces... Ce jeu pervers avec le pulsion de mort, qui hante dorénavant toutes les pratiques sportives à hauts risques, est d'autant plus douloureux qu'il se déroule dans des pays déçimés par la misère.

L'Afrique traversée par le Paris-Dakar, c'est, il ne faut pas l'oublier, un continent menacé par la famine de millions d'êtres humains. En Mauritanie par exemple, comme l'a écrit le Monde, « il n'est pas exagéré de parler de disette grave qui se transforme en famine dans de nombreuses localités ». Aussi, quand M. Sabine évoque des sordides rentrées de devises grâce au rallye, on peut lui rappeler que « deux trajets quotidiens en autobus engloutissent le dixième du revenu d'un Africain modeste ».

Le Paris-Dakar, qu'on le veuille ou non, est l'expression concentrée, caricaturale parfois, des rapports qui existent entre le Nord et le Sud : exploitation, oppression, domination. Il est donc temps de dénoncer cette escapade de négriers des temps modernes.

(*) Journalistes coauteurs de « Dessous de l'Olympisme », Editions La Découverte, 1984.

LE CARNET DU Monde

Décès

— M^{me} Robert ASSEO, son épouse, Bertrand, François, Caroline, ses enfants, M. et M^{me} Jacques ASSEO et leur fille, M. et M^{me} André Abrami et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Weil, ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs et oncle, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert ASSEO,

surné subitement dans sa soixantième année, le 24 décembre 1984.

Les obsèques ont été célébrées à Bordeaux, le 27 décembre.

87, rue de Rigoulet, 33000 Bordeaux.

— Le conseil d'administration de Schneider SA, Les directeurs et le personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Olivier BÈS de BERC, chevalier de la Légion d'honneur, directeur général adjoint de la Société.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 janvier 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris-16^e.

— M^{me} Gabriel CHERKI, M. et M^{me} Paul Chéhab et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Lalou et leurs enfants, M. et M^{me} François Vieille et leurs enfants, Ses frères et sœurs, Les familles parentes et alliées, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Gabriel CHERKI,

ravi à leur affection le 1^{er} janvier 1985.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 janvier, à 15 h 30, au cimetière intercommunal, avenue de la Porte-de-Trivaux, à Clamart (Hauts-de-Seine).

9 bis, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

— Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DEPARDAY, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaillé de Verdun,

qui a rejoint la Maison du Père le mardi 25 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Selon la volonté du défunt, le service religieux en la chapelle Notre-Dame-des-anges et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

9 bis, villa Saint-Mandé, 75012 Paris.

12, rue Michel, 92100 Morlaix.

50, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.

— M. Germain d'HANGEST, M. et M^{me} Jacques d'Hangest, M. et M^{me} Olivier Gauvry, M. et M^{me} Marc Dupont, Charlotte, Marie et Grégoire, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine d'HANGEST, surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Eygalvières (13).

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} GIRARDOT, née Marcelle Magliel, entrée dans la paix de Dieu le 28 décembre 1984, à Virieu-sur-Bourbre (38).

De la part de

Sa belle-sœur, M^{me} Bourquin, Ses neveux et nièces, Petits-neveux et nièces, Arrivés-petits-neveux et nièces, Des familles Gardette, Jaquet, Charvet, Magdiner, Dangon, Boursy, Simouin.

Une absoute sera donnée vendredi 4 janvier 1985, à 10 heures, en la chapelle de la maison de retraite de Virieu-sur-Bourbre.

La messe de funérailles aura lieu en l'église d'Eygalières, à 16 heures.

Des condoléances peuvent être adressées à Marguerite-Marie Charvet (Le Chopin, Champfleury), 38300 Bourgois-Jallieu.

— M^{me} Jean Gutmann-Lamaze et sa fille Caroline Gutmann, M. Pierre Gutmann, sa fille Claudie Arlabosse, M. et M^{me} Bertrand Schwartz et leurs enfants, M. et M^{me} Yves Martin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GUTMANN,

leur époux, père et grand-père, surné le 26 décembre 1984.

Les obsèques ont eu lieu à Grosrouvre dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Rénée-Virginie Blaustein et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie MATTATIA, son épouse, M. et M^{me} Ronald Mattatia, M. et M^{me} Vincent-Roger Mattatia, M. Robert Mattatia, Fabrice, Stéphane, Emmanuel, Anne et Laurent, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie MATTATIA,

surné à son domicile à Paris, le 28 décembre 1984.

34, rue Claude-Decan, 75012 Paris.

— Monique Hecker, Pascal et Françoise Boris, Clémentine et Aurélie, Jean-Marc et Pascale Boris, M. et M^{me} Gabriel Bischoff, M^{me} Micheline Vorma, ont la douleur de faire part du décès de

Marcelle VORMS, née Hartz,

surné le 30 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ils rappellent la mémoire de

Robert VORMS, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 25 juillet 1960.

et de

Albert HECKER, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, mort en déportation.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 janvier, à 14 h 15, au cimetière du Père-Lachaise. Entrée porte principale. Ni fleurs ni couronnes.

2, rue du Capitaine-Olchanski, 75016 Paris.

Remerciements

— M^{me} Rénée-Virginie Blaustein et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BLAUSTEIN.

Elle remercie toutes les personnes qui par des messes, des prières, des fleurs et des messages ont témoigné leur affection pour lui.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

1985 : l'année du grand chambardement ! 8 - super quatre toques - à 19,5/20 42 pages de cartes routières En vente dans les Maisons de la Presse et toutes les librairies 89 F

Aux Trois Quartiers

SOLDES

Dans tous les rayons et jusqu'à épuisement des stocks

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Germaine d'HANGEST,

surné le 20 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 2 janvier 1983, le cancer arrachait à l'affection des siens

Mathée-Danielle DORIDAM, née Castello-Daret,

En ce mois où elle aurait eu quarante-cinq ans, celles et ceux qui l'ont connue, donc aimée, s'uniront par la pensée ou la prière à ses filles Claire et Catherine et à Pierre, son époux.

10, parc de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— Le 3 janvier 1970, il y a quinze ans déjà, disparaissait

M. Pierre WEIL.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Strasbourg, 3, allée de la Robertsau.

Messes anniversaires

— En souvenir et à la mémoire de

M^{me} Georges HIRTZ, née Marie-Annette Lombart,

rappelée à Dieu le 18 janvier 1976,

et de

M^{me} Roger LOMBART,

rappelée à Dieu le 13 juin 1974,

une messe sera célébrée vendredi 18 janvier 1985, à 12 heures, en l'église Saint-Jean-de-Malte à Aix-en-Provence.

Communications diverses

— Le Comité international de recherches sur le centre de l'Afrique se réunit le 5 janvier, à 14 heures, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. (Rens : Abamby Zombo, tél. : 360-75-05).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université Paris-II, samedi 12 janvier, à 14 heures, salle des Conseils, M. Jean-Pierre Cortat : « La législation des séjours et les méthodes de création du droit impérial à la fin du principat ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

— Université Paris-III, jeudi 14 janvier, à 17 heures, salle des Commissions, M. Paul Delvaux : « La controverse des droits de l'homme de 1789 ».

Le Monde

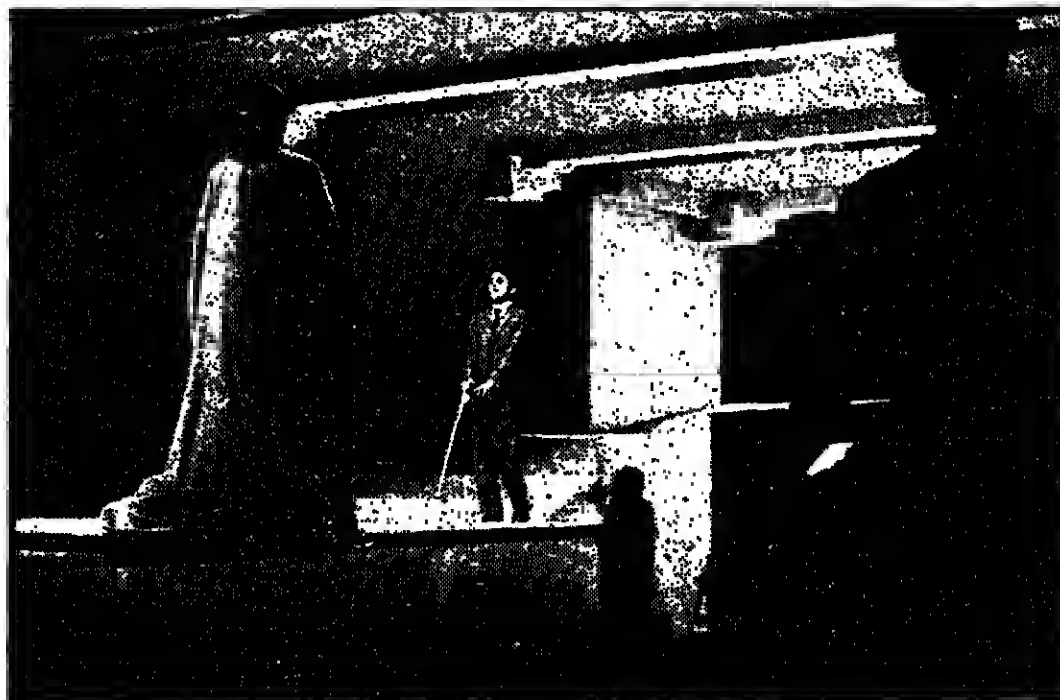
ARTS ET SPECTACLES

MISHIMA PAR BÉJART

Les déguisements du temps



La mise en scène des *Cinq no modernes* de Yukio Mishima, dans la nouvelle traduction de Marguerite Yourcenar et Jun Shiragi (Silla), est le travail le plus récent de Maurice Béjart. Coproduit par l'Opéra national de Belgique et la Compagnie Renaud-Barrault, le spectacle vient d'être créé à Bruxelles et sera présenté à Paris, au Théâtre du Rond-Point, du 11 janvier au 15 février.



EIJI MIHARA DANS LE RÔLE DE L'AVEUGLE « MODERNE »

LE MASQUE DU JEUNE AVEUGLE DANS LA VERSION TRADITIONNELLE DU NO YOROBOSHI (MASQUE DU XVIII^e SIECLE)

Par FRANÇOIS WEYERGAUS

C'EST la vénération qu'il a pour Mishima, qui a poussé Béjart à mettre en scène les *Cinq no modernes*. On les lui a proposées au Japon, où il va souvent avec sa compagne, où son danseur Jorge Donn a un « fan club », où ses ballets se vendent en vidéocassettes. On lui a même proposé de les monter à Paris avec des comédiens japonais. Il n'a pas voulu travailler avec des acteurs dont il ne comprend pas la langue. La veuve de Mishima a insisté. Il aurait pu continuer de dire non, étant plus à l'aise avec des danseurs qui se taisent qu'avec des acteurs qui ont besoin d'atouts psychologiques pour chaque geste qu'ils font. S'il a dit oui, ce n'est pas par amour du théâtre mais à cause du Japon et de Mishima, à cause d'une relation narcissique avec ce pays et cet homme. Feuilletonnant un livre de

photos sur le Japon, Béjart disait qu'il avait l'impression de feuilletonner un album de famille. Préparant les *Cinq no*, il a lu tout ce qu'on trouve en français et en anglais sur Mishima, il a questionné des amis de l'écrivain. C'est une méthode de travail : le moi devient l'autre et l'autre est moi. Mishima, expert en narcissisme, aurait approuvé.

Ce qui rend Maurice Béjart touchant (et contribue à sauver ce qu'il fait, quand ses points de départ sont fumeux), c'est qu'il s'empare des sujets qu'il aborde. Il invite à voir ses spectacles comme les enfants montrent leurs jouets à ceux qui viennent dans leur chambre. Si Béjart ne s'était intéressé qu'au texte de Mishima, il n'aurait eu à régler que des entrées et des sorties d'acteurs, ce qui n'est d'ailleurs pas rien. A force de s'in-

téresser à la personne de Mishima, à ses autres livres, il a enlevé aux *Cinq no* leur côté disparate, il a créé une tension.

La vie de Mishima est compliquée à comprendre. Il n'est pas pour rien l'auteur de *Confession d'un masque*, texte apparemment autobiographique écrit à l'âge de vingt-quatre ans et dans lequel il dévoile des détails de sa vie privée (récit de sa première masturbation devant une reproduction du *Saint-Sébastien* de Guido Reni) qui font comprendre que sa vie privée n'est pas si paisible qu'il la rend publique. On pourrait parler d'exhibitionnisme mais cette explication ne vaut rien si on s'en contente. Il faudrait mieux connaître l'œuvre d'un auteur profane que n'est pas traduit le tiers du quart. En plus de ses « grands livres », Mishima a publié en vingt ans dix-sept romans qui parurent en feuilletons dans des magazines (ce sont des ro-

mans qu'il tenait pour mineurs). Il écrit des pièces de théâtre en trois jours (et un livret d'opéra en deux nuits). Il a publié des journaux de voyage, il a mis en scène la *Salomé* d'Oscar Wilde, il a joué dans des films, il en a réalisé un. Il a choqué ses compatriotes en intitulant une de ses pièces *Mon ami Hitler*.

Pendant qu'il rédigeait un roman de mille pages, *La Maison de Kyoko* (pas traduit), il a noté : « Chaque épisode progresse vers la catastrophe, et la catastrophe est ce que j'aime par-dessus tout ». Des lecteurs exigeants préféreraient sans doute retenir dans l'œuvre de Mishima les nouvelles de la *Mort en été*. Ces mêmes lecteurs, prenant connaissance du livre de Nathan, *La Vie de Mishima*, penseraient que celui-ci a parfois été un homme imbuvable.

Malingre, Mishima se mit à s'occuper de son corps. Il voulut développer ses muscles, son torse. Il pratiqua les poids et haltères, ensuite les arts martiaux. On sait que la musculature n'est pas étrangère au sadisme et au masochisme. Mishima publia un essai à la gloire du corps : *Le Soleil et l'Acier*. On sait aussi que la paranoïa a partie liée avec l'édification de systèmes spéculatifs. Ces éti- quettes, Mishima les connaissait avant ses lectures : c'est lui qui les collait au fur et à mesure. Quand les autres en prenaient connaissance, il était déjà ailleurs. Il voulut devenir à lui seul toute l'histoire du Japon. Cette histoire passe par la capitulation, par un empereur qui accepte de ne plus être un dieu, par la Constitution de 1947 : « Le Japon n'entreprendra jamais de force de guerre ». Mishima refuse cela et devient le chef d'une petite armée : la Société du Bouclier. On connaît la fin : il haranguait des soldats de la Force d'autodéfense, qui se moquent de lui et il se tue en faisant seppuku (1). Son ami Morita, qui va mourir avec lui, le décapite. C'était le 25 septembre 1970. Mishima était né le 14 janvier 1925. Ses derniers mots en public, aux soldats, furent : « Tenno Heika banzai ! » (Vive Sa Majesté impériale !)

Ces mots-là sont les premiers qui sont prononcés dans le spectacle de Béjart. Une dizaine d'hommes en uniforme sont sur scène : des membres de la Société du Bouclier. Béjart a fait relaire le même costume, à la couleur près (sombre au théâtre, mou- tardée en réalité).

Des membres de l'armée privée de Mishima vont veiller sur la re-

présentation des *Cinq no*. Mieux : c'est eux qui vont les interpréter, délaissant provisoirement leur uniforme pour tel ou tel costume. La mort de l'écrivain est présente en même temps que les acteurs donnent vie au texte. Zéami, dans un traité sur le théâtre *no*, au quinzième siècle, a écrit : « On peut au moyen de l'art du *no* apaiser le cœur des hommes (...) et aussi prolonger la vie ». Avant mis cette œuvre sur scène est une trouvaille technique : cela donne une unité à toute la soirée. On pense aussi à Œdipe à Colone qui regarderait une représentation d'*Œdipe-Roi*. Mishima est allé en Grèce. Il reprend le même message : « mieux vaudrait ne pas être né » - phrase qui ne peut être prononcée et écoutée que par des vivants.

Les *no* de Mishima furent créés en 1955 à Tokyo par une troupe qui jouait aussi du Tennessee Williams et *Cyrano de Bergerac*. Joué en costumes modernes, le spectacle devait être plus proche d'une pièce de Cocteau que de l'adaptation parisiennaise du *no Sumida* par Jacques Copeau. En 1957, Mishima crut que ses *no* seraient montés à New-York. Il en choisit trois et écrivit dans un appartement de Manhattan des textes de liaison pour que les héros masculins aient l'air d'être la même personne qui se réincarne. Dolores del Rio fut pressentie pour interpréter les rôles que Béjart, vingt-huit ans plus tard, confia à Natasha Parry. L'entreprise new-yorkaise ne réussit pas. Béjart a retrouvé l'idée de faire interpréter plusieurs rôles par le même acteur. En hommage au *no* traditionnel, il a donné la plupart des rôles de femme à des hommes.

Le sujet réel de ces *Cinq no* est le temps. Les âges des personnages ont de l'importance et puis n'en ont plus (ils vieillissent et deviennent sans âge). Le moment où ils se retrouvent, les moments où ils se sont perdus, l'heure qu'il est : il n'est question que de cela, sous prétexte d'amour ou de vengeance (l'amour, la vengeance, n'étant que des résultats de l'action du temps, des déguisements ou des masques du temps).

Quand on parcourt les biographies de Mishima, on est impressionné par son emploi du temps : il a des horaires fixes et stricts. Il est fier de remettre ses manuscrits au jour dit, jour souvent fixé des mois ou plus d'un an à l'avance. Il y a là un élément obsessionnel. Invité par des étudiants de gauche à venir s'expliquer sur ses idées politiques, Mishima leur parle tout à

coup de l'empereur, non plus en théoricien, mais avec émotion ; il raconte que l'empereur, un jour, lui a donné une montre. Pourquoi parie-t-il de cette montre ? Ce détail intrigue. Dans la même biographie, on en trouve une autre, deux cents pages avant : Mishima bébé fut élevé par une grand-mère qui tolérât à peine que l'enfant soit allaité par sa mère. La grand-mère surveillait les tétées et les chronométrait ! L'enfant était arraché au sein de sa mère à cause d'une montre. Le fantôme le plus séduisant et le plus terrible des *Cinq no* consultera sa montre : c'est M^{me} Rokujo (Natasha Parry interprète ce rôle en réussissant à faire croire que ce n'est pas un fantôme).

Les *Cinq no* se suivent et ne se ressemblent pas. Ce sera un jeu, dès l'entracte ou sur le chemin du retour, de se demander lequel on préfère ou lequel est le moins bien. Béjart, de surcroît, propose un échantillonnage des divers façons qu'il a de mettre en scène. C'est un exercice auquel il s'est livré, comme il en existe pour le piano : pièces faciles, difficiles. Il récapitule son « métier ». Il dédouble ses personnages. Il a fouillé dans sa discothèque et donné à chaque *no* sa musique : valse de Strauss, musique de cirque de Nino Rota, mort d'Isolde.

Il a aussi donné du talent à ceux qui en ont. Le troisième *no*, juste après l'entracte, *Yoroboshi*, raconte l'histoire d'un adolescent aveugle que ses vrais parents réclament et que ses parents adoptifs veulent garder. L'aveugle dit à ces quatre personnes : « Vous êtes tous de simples crétins ». Il les traite de cadavres, d'insectes. C'est la bombe atomique qui l'a rendu aveugle. Il est violent. Le rôle est interprété par un jeune acteur japonais, Eiji Mihara. Les problèmes techniques (de prononciation) qu'il doit surmonter donnent à tout son jeu une concentration qui écarte le « psychologisme ». Quand on relit la pièce après avoir écouté Eiji Mihara, on ne peut plus la lire autrement qu'en se souvenant de sa voix. Tout à coup, on se dit : les metteurs en scène, c'est bien, mais les acteurs, c'est mieux. (Ce n'est pas vrai, bien sûr, ce n'est que de l'enthousiasme.) Voici la dernière phrase que dit l'aveugle : « Je ne comprends pas pourquoi, mais tout le monde m'aime ».

(1) Seppuku signifie bara-kiri en japonais.

SOLDES
AFFAIRES EXCEPTIONNELLES
ELYSÉES SOIERIE
85, Champs-Élysées
du 2 au 10 Janvier

BOLENS
l'anti com



BOLENS
l'anti com

Comédie Française

296.10.20
Janvier 85 en alternance
MOLIÈRE
LE MISANTHROPE
Mise en scène de J.P. VINCENT
les 4, 7, 13, 15, 20, 26 janvier à 20 h 30
le 1^{er} à 14 h 30

COURTELIN
RUE DE LA FOLIE COURTELIN
Mise en scène de Moshe LEISER et Patrice CAURIER
les 1, 6, 9, 10, 16, 22, 23, 27, 28, 30 janvier à 20 h 30
les 13, 20 janvier à 14 h 30

RACINE
BÉRÉNICE
Mise en scène de Klaus Michael GRÜBER
les 3, 6, 11, 12, 14, 19, 21, 24, 25, 29, 31 janvier à 20 h 30
les 2, 6, 27 janvier à 14 h 30

BECQUE
LES CORBEAUX
Mise en scène de J.P. VINCENT
les 2 et 5 janvier à 20 h 30

Location facilitée : **LES SOIRÉES OUVERTES**
Des salles entièrement réservées à la location.
(sans abonnements)
pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION pour les SOIRÉES OUVERTES

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Tél. _____

Ci-joint un règlement de _____

Je souhaite réserver _____ places
□ 33 F □ 48 F □ 65 F □ 93 F
pour la représentation du :
□ samedi 16 à 20 h 30 : *Bérénice*
□ dimanche 20 à 14 h 30 : *Courteline*
□ samedi 26 à 20 h 30 : *Le Misanthrope*
□ dimanche 27 à 14 h 30 : *Bérénice*
□ samedi 2 février à 20 h 30 : *Le Triomphe de l'Amour (Avent-première)*

Les demandes seront attribuées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.
Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée, au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie, à :

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 286
75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

مكتبة من الأصل

BRÉSIL

Les films de la terre

Le premier Festival international de cinéma, TV et vidéo, qui s'est tenu à Rio-de-Janeiro du 18 au 27 novembre dernier, s'est imposé, par un assez remarquable coup de poker de ses organisateurs, comme l'une des manifestations cinématographiques mondiales avec laquelle il faut désormais compter (s'il tient ses promesses d'avoir lieu chaque année), aux côtés de Cannes, Venise, Berlin et Moscou. Sans doute, en ce qui concerne la sélection des films en compétition, ce Festival a-t-il souffert, pour son coup d'essai, de l'antériorité de ses quatre prédécesseurs européens, mais l'important est de noter qu'il a su se mettre en synchro avec un moment exceptionnel de l'histoire du Brésil, qui risque de faire basculer le continent latino-américain tout entier : vingt ans de dictature militaire sont tranquillement en train d'abaisser, sans même que le suffrage universel y soit encore pour quelque chose, dans la promesse lancinante d'un gouvernement civil et libéral lors de la prochaine nomination (en janvier) de Tancredio Neves, président du

Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) comme président de la République.

C'est un film brésilien, *Cabra marcado para morrer*, qui a remporté le Toucan d'Or. On rappellera aussi avec satisfaction qu'un prix bien mérité d'interprétation masculine est allé à Philippe Noiret pour sa prestation dans *Les Ripoux*, de Claude Zidi, film dont la co-scénariste et l'absence à traiter du problème délicat de la corruption policière sont allées droit au cœur du public brésilien.

De *Cabra marcado para morrer* (littéralement, « Un gars désigné pour mourir », ou si l'on veut, « Vingt ans après »), il vaut la peine de raconter l'histoire, car sa force précisément consiste dans le fait que l'histoire de sa réalisation, commencée il y a vingt ans, est rigoureusement contemporaine de la naissance, de l'évolution et de la mutation présente du régime actuellement en place au Brésil. — S. P.

CABRA marcado para morrer est à la fois une aventure humaine, sociale, politique, cinématographique et personnelle, qui commence en 1962. Un jour de cette année-là, un militant des Ligues paysannes de l'Etat de Paraná, João Pedro Teixeira, fut assassiné. En des circonstances obscures, bien que nul n'ait pu douter de l'origine des balles meurtrières : l'activité revendicative de João Pedro, sur les lieux mêmes du latifundium ouvrier du Nordeste, ne pouvait que lui attirer les foudres des propriétaires terriens. En toute logique, il fut tué par un *capangão* (un homme de main) comme on en voit dans les films de Glauber Rocha.

Eduardo Coutinho, qui participait alors au vaste mouvement du Centre populaire de culture de l'Union nationale des étudiants, dont l'une des principales aspirations était précisément de rapprocher les intellectuels du monde ouvrier et paysan, fut à ce point impressionné par cet épisode qu'il résolut d'en faire un film. Un film de fiction, mais pas tout à fait comme les autres, avec un je ne sais quoi de « Proletkult », à commencer par les choix des interprètes. Il choisit la propre veuve du leader paysan assassiné pour le leader paysan assassiné pour le rejouer, devant la caméra, le drame qui venait de bouleverser sa vie deux ans plus tôt, et pour les autres rôles, des paysans impliqués plus ou moins directement dans les luttes des Ligues.

Ce premier film commença d'être tourné pendant le premier trimestre de 1964. Alors que le tournage n'était pas terminé, la révolution militaire éclata, fulgurante : en quelques heures du dernier jour de mars et du premier jour d'avril, l'armée fut partout et les tanks cernèrent presque toutes les villes du Brésil à la fois. Naturellement cette étrange expérience cinématographique entreprise par Coutinho et son équipe de paysans-acteurs inquiéta au plus haut point les autorités militaires, aux yeux desquelles elle ne pouvait apparaître que hautement subversive. Le tournage fut brutalement interrompu par l'armée, qui se saisit du matériel de tournage. Certains membres de l'équipe se dispersèrent aux quatre coins du Brésil, tandis que d'autres étaient arrêtés : le metteur en scène lui-même fut détenu quelques heures, « qui me parurent des siècles », raconte-t-il plus tard. Certains autres furent torturés et emprisonnés pendant des années.

Elizabeth Teixeira, héroïne du film, tenta d'abord de se cacher, puis se rendit à la police et fut quelques temps emprisonnée, puis relâchée. Elle vécut ensuite dans la clandestinité, sous un nom d'emprunt, pendant dix-sept ans, avec un seul de ses enfants, les autres ayant été précipitamment, au moment du drame, confiés à des parents ou amis, perdant totalement leur mère de vue. Le metteur en scène de son côté, traumatisé, comme on peut l'imaginer, à la fois par la disparition inquiétante de ses interprètes (et amis) et par l'écrasement de son projet cinématographique, se cacha, lui aussi, à sa manière.

Coutinho se fit scénariste et metteur en scène « classique », réalisant deux longs métrages, dont il n'est pas trop fier aujourd'hui (*O Homem que comprou o Mundo* en 1968, et *Falsetto* en 1970), et même un épisode, très léger, du film à sketches (*ABC do Amor* en 1965). En 1971, il devint rédacteur de l'album prestigieux « *Cahier B* » du *Jornal do Brasil*, soit des pages culturelles du meilleur quotidien du Brésil. A partir de 1975, il dirigea le programme « *Globo Reporter* », de la télévision Globo, qui représente, pour la télévision brésilienne, une qualité d'information

et de création audiovisuelle digne de l'esprit de « Cinq colonnes à la une ». Il se trouvait encore récemment chargé de cette responsabilité, mais il dut, il y a quelques mois, y renoncer, car il lui fallut choisir entre le métier qui le faisait vivre et *Cabra*.

C'est en 1981 que le metteur en scène eut la force (aidé par quelques amis, dont le metteur en scène David Neves et le producteur Zeltio Viana) de reprendre la réalisation de son film et de redonner corps à sa volonté d'achever le travail commencé. La majeure partie du négatif original du film de 1964 avait pu heureusement échapper à la police militaire, ayant été envoyé, au fur et à mesure du tournage, au laboratoire de développement à Rio, et conservé depuis. Il lui fallut alors (c'est en tout cas la voie de « cinéma vérité » qu'il choisit, dans une perspective à la Jean Rouch, ou bien « biquiesfarreque », à la Georges Renuquier) retrouver tous ses interprètes du premier film. Il réussit à localiser l'un des enfants d'Elizabeth Teixeira, par lequel il put remonter jusqu'à son héroïne, et la convaincre, ainsi que tous les autres survivants du premier film qu'il parvint à réunir sur les lieux de la « scène primitive » (ceux de l'assassinat du leader paysan), de revoir les séquences sauvées de 1964.

Ce qu'a réussi Coutinho, de cette manière, correspond au rêve le plus profond du cinéma documentaire (mais aussi du cinéma en général, en fin de compte), qui est, littéralement, de rendre son image au peuple. Les séquences les plus belles du film sont peut-être justement celles où tous les acteurs se reviennent sur l'écran, plus jeunes de dix-sept ans, dans leur grandeur mythique de héros populaires, eux qui ne sont après tout que de simples paysans, qui en ont vu, pendant toutes ces années, des vertes et des pas mûres, et s'en sont pris, des rides.

Les acteurs de la tragédie

Pour le cinéma, la confrontation est saisissante entre, d'une part, les images de fiction de 64 (en seize millimètres noir et blanc agrandies en 35) qui ont une espèce de raideur passionnelle type *Évangile selon saint Matthieu*, et, d'autre part, les images en couleur de 1981/1982, qui ressemblent à une enquête télévisuelle. Imaginons, par exemple, que vingt ans après *Octobre*, Eisenstein soit allé interviewer son Léonine et l'ait retrouvé dans un goulag. La confrontation ne se serait naturellement pas réduite à un jeu purement cinématographique.

La force exceptionnelle du film de Coutinho tient tout entière dans cette démarche risquée et opiniâtre (permise, sans doute, par le moment politique des années 80 et suivantes, soit une ouverture démocratique décidée en haut lieu) qui a consisté à redonner la parole aux acteurs, sacrifiés, de la tragédie fasciste de la dictature. Et ce, non dans la seule perspective d'un retour attendri (le film est émouvant aussi) sur un passé douloureux, mais à des fins d'exorcisme et d'analyse de quinze ans de paranoïa anticommuniste.

Coutinho avait à dissiper, pour lui-même, pour ses interprètes, pour son public, des démons dont chacun sait que, à force d'être interiorisés par l'autocensure, ou occultés par le divertissement, ils finissent par empoisonner la vie d'un peuple et obscurcir la conscience des sujets. *Cabra*, en ce sens, est une œuvre de salut public, une grande victoire des forces de progrès sur l'obscurantisme et la peur. Et les peuples du monde entier ont quelque chose à apprendre de ce film où le Brésil apprend à se regarder en face.

(1) Du poème *Deus das festas da morte* (« Deux fêtes que donne la mort »), extrait du recueil *A Educação pela Pedra* (« L'Éducation par la pierre ») paru en 1966 (Éditions do Autor, Rio-de-Janeiro).

Deux par deux, et tourbillon

POURQUOI étinus-nous nombreux à attendre, avec ferveur, le nouveau film de Francis Coppola ?

Le cinéma, en ce moment, est pauvre en promesses, et Francis Coppola, s'il est pour certains le roi de l'embrasse, est pour beaucoup d'autres un entrepreneur illuminé, le contraire d'un inspecteur des travaux finis.

Comme Fellini (avec plus d'étourderie, il est vrai), Francis Coppola peut inventer, et diriger, des royaumes insensés. Comme Godard (avec plus de fracs bien sûr), il entretient avec l'argent un rapport romanesque. Depuis le *Parrain*, ses succès, ses faillites, le rendent colossal.

Une romance électronique (*Coup de cœur*), après avoir traité la guerre comme folie (*Apocalypse Now*), et il fait pleurer les adolescents avec *Outsiders*. Il repart vers une contrée inconnue, et c'est l'aquarium de la perte du sens, c'est *Rusty James*.

Il est ruiné. Il est appelé sur la galère de *Cotton Club* en avril 1983. Il en sortira un an après. Aux dernières nouvelles, le film, aux États-Unis, a fait moins d'entrées à Noël que le vieux *Pinochio* de Walt Disney. Le tournage de *Cotton Club* a duré cinq mois, et coûté environ 50 millions de dollars. Coppola vient de terminer, en cinq jours, un film en vidéo de 650 000 dollars.

On attendait donc *Cotton Club* pour repartir avec des visions d'armée céleste. En petit, en grand, Coppola a toujours les moyens.

Jazz, danse, chansons et ballet des tueurs. Le tourbillon est vertigineux. Un tango érotique. Un travelling rejoint la piste et tourne vers les tables. Claquettes et mitraillettes culminent de concert. Magie d'une mise en scène qui brasse l'intime et le collectif, taille la vie par pans dans un tissu de rêves sans trou.

Le film est presque fini, on a le souffle coupé.

Un autre vertige s'est déjà insinué. La mécanique des héros tourne, tourne, où va le bolide Coppola ? A quoi sert cette histoire ? Le divertissement est somptueux, la fortune qui s'étale et s'orchestre laisse le spectateur tout pauvre.

Harlem, années trente. Le film procède par binômes. Richard Gere et sa bien-aimée, Diane Lane, elle-même attachée à la personne d'un bootlegger, lequel a un lieutenant pittoresque, comme chaque gangster. Blancs et Noirs. En face, un danseur de claquettes (Gregory Hines), et sa bien-aimée (Loretta Mc Kee).

Richard Gere a un frère moins doué et une famille, Gregory Hines aussi. Il y a les malfrats historiques (Owney Madden et Dutch Schultz) et ceux dont on a recomposé l'archétype. Amour et racisme, pègre et musique, règlements de comptes et vieilles amitiés alternent et se marient, la violence monte en même temps que les rythmes du succès.

Cornetiste (rendez-vous *New York New York*, De Niro et son saxo), puis homme à presque tout faire sauf le mal de Dutch Schultz (James Remar), Richard Gere gomme navigue mollement dans ce monde des binômes, bientôt juli caïd de cinéma, grâce à Gloria Swanson, et toujours bel amant.

Cotton Club rend hommage à la Warner Bros, aux musiques et aux films de gangsters. James Cagney a son soie, et aussi Duke Ellington et Cab Calloway. Coppola brasse des genres (irlandais, juif, noir) qu'il a vus au cinéma, dirait-on. Lui qui aime tant le réel, qui prend toujours ses désirs pour la réalité, cette fois il a dû avoir trop d'ennuis comme chef d'entreprise.

CLAIRE DEVARREUX.
* Voir les films nouveaux.

Francis Coppola

Retrouver Francis Coppola au fil des ans et des ennemis sans nombre qu'il a connus, avec l'échec commercial des films tournés après *Apocalypse Now* (1977), la vente forcée de son studio Zoetrope l'an dernier à Hollywood et les attaques toujours féroces de la presse américaine à son égard, retrouver Coppola c'est rencontrer l'enthousiasme à l'état pur. *Cotton Club*, qui sort presque simultanément dans divers pays, s'annonce, selon l'auteur, comme un succès et tend à démentir les augures de malheur. Et Francis Coppola n'arrête pas de penser non seulement à son propre avenir, mais à l'avenir du cinéma tout court. Visionnaire dans la lignée de Griffith et de Stroheim, quitte à y laisser sa dernière chemise. — L. M.

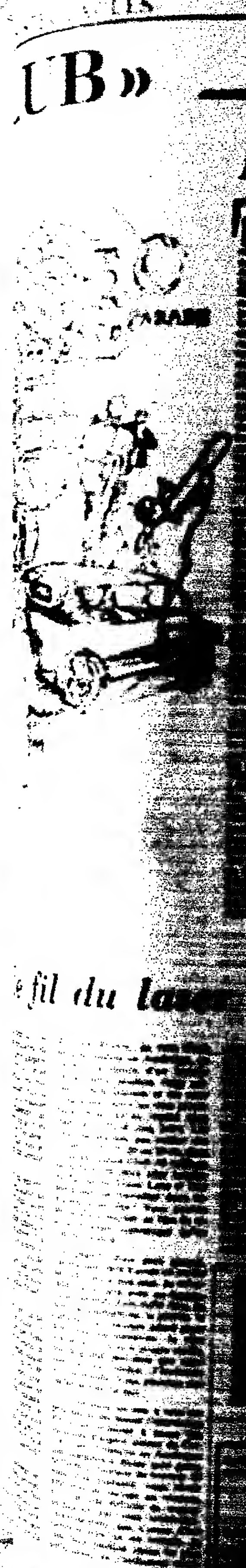
JAI réalisé *Cotton Club* uniquement pour le plaisir, explique Francis Coppola. Pour divertir. Avec plein de musique, d'acteurs, de danseurs. Ça n'a rien d'une œuvre expérimentale. Je suis arrivé un peu sur le film comme le pompier de service. Ils avaient de gros problèmes avec la production. L'article de Michael Daly dans le *New York Magazine*, qui a paru aussi en France, avec ses allures catastrophiques, ne montrait qu'un aspect des choses. L'auteur ne m'a jamais parlé, et je ne désire pas le rencontrer. Oui, c'est vrai, beaucoup de gens ont été impliqués dans la production. Mais, en même temps, de nombreux acteurs se sont rencontrés sur ce film, ils ont aimé travailler ensemble.

Voilà exactement ce qui s'est passé. Robert Evans, avec qui j'avais collaboré pour le *Parrain*, me téléphona. Il a un projet, mais bien mal en point (a sick baby, un enfant malade). « Peux-tu me trouver quelqu'un pour racontier le scénario ?... » J'ai lu les divers scénarios, et je lui ai dit : « Ça ne s'arrange pas en une semaine, il faut un nouveau scénario. »



en tête de l'affiche, ne voulait pas jouer un gangster, il voulait jouer du cornet au Cotton Club. Or au Cotton Club, senis les Noirs jouent de la musique. Nous avons dû inventer un truc pour qu'il puisse jouer du cornet au Cotton Club et qu'il ne soit pas gangster. Le tournage a duré seize, dix-huit semaines. Alors que nous travaillions sur le script, Bob Evans m'a dit : « Tu le mets en scène ! Je lui réponds : « C'est ton projet, à toi de le réaliser. » Mais il y avait tant de problèmes avec l'argent... On avait déjà englouti 12, 13 millions de dollars. Vous savez, parfois, vous aimez une maison, vous voulez l'acheter mais vous n'avez pas l'argent. Vous faites des promesses : « Si vous m'aidez à acheter la maison, je vous donnerai 1 million de dollars. » Et ainsi de suite. Un peu comme dans le film de Mel Brooks, *Les Producteurs* : le producteur avait tellement peur de ce qui pourrait arriver si le film se réalisait... Personne ne croyait que notre film serait jamais terminé. Certains ont jugé l'heure venue de m'enterrer et de bâtir leur propre avenir sur les cendres de ma compagnie. Or je suis très entêté.

Revenons à *Cotton Club*. Je voulais tisser scènes dramatiques et scènes musicales très étroitement liées les unes dans les autres, comme un seul motif. C'est pour quoi je ne tenais pas à m'attarder sur une chanson, aucune ne devait se détacher. Je recherchais un effet de kaléidoscope. Tout est extrêmement précis, il faut savoir exactement comment synchroniser action et musique. Au montage, vous ne pouvez pas changer une chanson de place, à cause des problèmes de synchronisation.

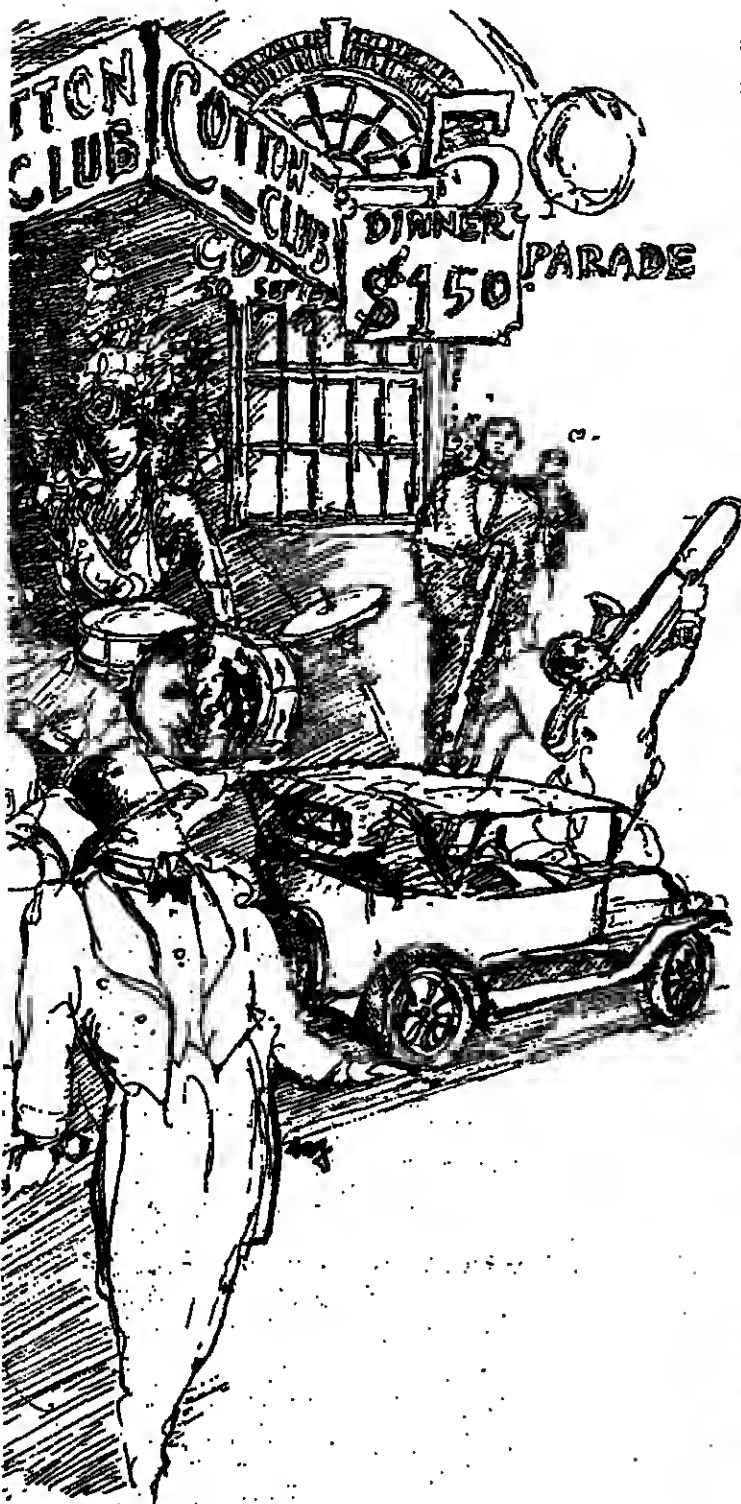


COTTON CLUB

et tourbillon

CLUB

L'âge d'or de Harlem



DANS les années 20, les Noirs de New-York et ceux venus du Sud se précipitent vers Harlem boudé par les Blancs et occupent des immeubles laissés vides. Ancien quartier résidentiel juif, Harlem est alors bien éclairé, bien pavé. Mais la prospérité de l'après-guerre ne suffit pas à absorber les immigrants noirs qui se multiplient. Harlem devient un immense réservoir de main-d'œuvre. Les appartements sont subdivisés en réduits et loués à un prix exorbitant. Un couple occupe une moitié de chambre ou s'installe dans un groupe qui s'est acquis le droit de louer d'un appartement huit heures par jour — occupation des lits et de la cuisine comprise. Les jeunes Noirs vivent dans les rues, entrent dans des bandes, apprennent à se battre pour le vis à coups de poing et de couteau. Le jeu, le racket, la prostitution se répandent. Le macadam est le royaume du rebatteur et du souteneur.

La musique, parce qu'elle est une des rares portes de sortie pour quitter d'une manière ou d'une autre le ghetto, jaillit de partout, et d'abord dans les house-rem parties où des dizaines de gens s'entassent pour danser, chanter et jouer de la musique moyennant un droit d'entrée qui aide les locataires à payer leur loyer. L'âge d'or de Harlem commence. Aucun autre ghetto du pays ne va connaître une telle effervescence. Chicago deviendra la ville du blues, et le quartier de Bourbon Street, à La Nouvelle-Orléans, demeurera un haut lieu de musique. Mais rien n'est comparable à la période exceptionnelle de la fantasia et d'esprit qui illumine soudain Harlem.

Le gangster Owen «Owen» Madden purge à Sing-Sing une peine de prison pour meurtre quand, au début de 1923, les membres de sa bande négocient pour lui l'achat du club DeLuxe, à l'angle de la 142^e Rue et de Lenox Avenue. L'établissement, chic et confortable, contenant de quatre cents à cinq cents places, appartenait à l'ancien champion de boxe poids lourd Jack Johnson, également joueur de double basse et de violoncelle. «Les gens de Madden», écrit Jim Haskins, auteur d'une histoire du Cotton Club (1) qui a inspiré Francis Coppola, conclurent un arrangement avec Johnson, aux termes duquel c'était le gang qui dirigerait l'affaire. En échange de

quoi, Jack Johnson est nommé sous-directeur. Owen «Owen» Madden va pouvoir écarter sur la côte est sa production de bière : le Madden Number One.

Rebaptisé Cotton Club, le nightclub ouvre ses portes à l'automne 1923. Les Noirs de couleur clairs, aussi peu typés que possible, se produisent sur scène pour les New-Yorkais blancs, seuls spectateurs longtemps admis dans l'établissement. Cette ségrégation, la sophistication du lieu, le style des revues emprunté à Broadway, font le premier succès du Cotton Club.

Un orchestre qui a déjà travaillé au Barron's, un autre cabaret de Harlem, et au Kentucky Club, à Times Square, va donner tout son lustre à l'établissement. En cinq années d'association, les Washingtonians — c'est le premier nom du groupe — sont parvenus à former un style (la son «jungle»), et à développer les idées mélodiques. Constituée de Bubba Miley et Luis Metcalf aux trompettes, de Tricky Sam au trombone, d'Otto Hardwick, d'Harry Carney et de Barney Bigard aux saxophones et à la clarinette, de Fred Guy au banjo, de Wellman Brand à la contrebasse, de Sonny Green à la batterie, la formation débute au Cotton Club le 4 décembre 1927. Elle impressionne par l'orchestration des mélodies, par la manière de créer un fond harmonique, des contrechants somptueux et des allages sonores subtils. Elle s'impose tout de suite comme un des meilleurs orchestres aux côtés de celui de Fletcher Henderson. Et son chef, Duke Ellington, lui donne bientôt son nom.

Pendant trois ans, Duke Ellington fait les beaux soirs du Cotton Club. Il le quitte une première fois en 1930, pour Hollywood, Cab Calloway le remplace et amuse les gens avec son excentricité, son *Hi de Ho* qui devint comme une sorte d'hymne national : «Laissez-moi te raconter l'histoire de Minnie».

«Elle avait séduit un bel homme» et elle faisait avec lui tout ce qu'elle voulait. «Hi de Ho, Hi de Ho.» La dépression, l'abolition de la prohibition, l'aggravation de la crise n'entraînent pas un relâchement du succès du Cotton Club ni des autres boîtes de Harlem. John C. Smith et Vernon Andrade jouent dans des centaines de social clubs. A l'Apollo, Ella Fitzgerald gagne

l'hebdomadaire tourné d'amateurs. Au Savoy règne Chick Webb, si fragile avec son corps de nain et si puissant quand, avec ses baquettes, il lance des attaques foudroyantes sur les caisses, les cymbales, tous les éléments de sa batterie. Count Basie fait éclater ses riffs. Ethel Waters travaille dans les revues du ghetto et dans les comédies musicales de Broadway. Les Noirs créent leur propre mode, leurs propres signes. Les gens traînent dans les rues de Harlem, fredonnant *Sophisticated Lady*, *Sweet Georgia Brown*, *Stompin' at the Savoy*, *Solitude*, *Honeysuckle Rose*, *Ain't Misbehavin'*. Thomas «Fats» Waller devient populaire avec ses jeux de mots, sa vitalité, son abandon. Les théâtres de vaudeville, les cabarets, les salles de danse, sont pleines à craquer. Tous les groupes noirs viennent à Harlem et apprennent à laire danser. Des bars se signalent par l'enseigne «10 sous la danse» et d'autres se font appeler «Perle douce».

Au Cotton Club, Bill Robinson suggère une mélodie avec ses claquettes. Ethel Waters crée *Stormy Weather*, un titre composé en 1933 par Harold Arlen et Ted Koehler, et qui devient un gros succès populaire. Le chef d'orchestre Jimmy Lunceford, Josephine Baker et Lena Horne sont aussi à l'affiche du Cotton Club, où revient régulièrement Duke Ellington.

A la fin de 1933, le gangster Owen «Owen» Madden s'est retiré d'une pègre dont les mœurs et les comportements ont changé sous l'impulsion des Italiens, et il s'est réfugié dans la campagne de l'Arkansas.

Trois années plus tard, le Cotton Club déménage, quitte Harlem pour Broadway, où il brûlera ses derniers feux avec Bill Robinson, Cab Calloway et Louis Armstrong.

L'époque a changé. Dans les rues de Harlem, la violence est devenue radicale. Les salles de bal et les clubs ferment les uns après les autres. La fin de l'âge d'or coïncide avec le début de la seconde guerre mondiale. On ne peut plus monter de spectacles dans les clubs si l'on ne paie pas une taxe de 20 % pour les besoins de la guerre.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) Editions Jade (distr. Editions du Seuil), 170 pages, 120 F.

SELECTION

THÉÂTRE

«Adiédi» au Petit Odéon

Histoire tchèque d'un homme et de son chien. L'humour est répété, les comédiens irrésistibles.

Zouc

au Théâtre de Paris

Zouc raconte des femmes. Elle se laisse habiter par les personnages qu'elle n'écrit. On la savait grande comédienne. On sait à présent qu'elle est un grand auteur.

CINÉMA

Reprises

Othello, d'Orson Welles («L'aveu est aux barbares», disait-il, et il le prouve). *Gus Cramé*, de Joseph H. Lewis (les anecdotes de Bonnie et Clyde). *Ma femme est une sorcière*, de René Clair (la blonde fantastique). *Le Carrosse d'or*, de Jean Renoir (le théâtre de la Magnan).

MUSIQUE

Michel Portal et Lutoslawski

Pour la dernière semaine du Forum des percussions au Centre Pompidou, Michel Portal retrouvera ses amis du New Phonic Art (Alcina, Drouot, Globokar) pour un festin d'improvisation (le 2, à 18 h 30), auquel seront conviés aussi (jusqu'au 6 janvier) des musiciens de jazz tels que le vibraphoniste David Friedman, Daniel Humair, J.F. Jenoy-Clark, etc.

Pour inaugurer l'année nouvelle, Decid Barebottm et l'Orchestre de Paris nous offriront, avec un extrait de *Salomon*, de Haendel, et le 3^e Concerto, de Beethoven, par Alfred Brendel, la première audition de la 3^e Symphonie de Witold Lutoslawski, créée en 1983 par l'Orchestre de Chicago sous la direction de Georg Solti (Pleyel, les 9 et 10 janvier).

ET AUSSI : Anner Bijlsma, violoncelle (Jostuit oerclandais, le 4) ; Schubert et Brahms, par M. Béroff et le Trio Pasquier (Th. du Rond-point, le 6, à 11 heures) ; Purcell, Schubert, Schumann, par Teresa Berganza (TMP/Châtelet, le 7) ; Margarita Zimmermann (Aubert, le 7) ; Mozart, par Gundula Janowitz et l'Orchestre national, direction et piano Tamas Vassary (Champs-Élysées, le 8) ; Chœurs de Bulgarie (Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, les 8 et 9) ; Marilyn Horne (Champs-Élysées, le 9).

EXPOSITIONS

L'âge d'or de la peinture danoise au Grand Palais

Les peintres de la première moitié du XIX^e siècle au Danemark voyaient le quotidien d'un regard optimiste... Dans leurs petits formats, le réel transformé s'imprégnait de cette lumière du Nord que l'on retrouve à Skagen, au bord de la Balgø où leurs successeurs de 1900 s'installaient. Un rassemblement charmant et non dénué d'humour, totalement baigné de paix.

ET AUSSI : Affiches d'opéra au musée de la SETA (jusqu'au 12 janvier) ; Carrière-Bresson au musée Carnavalet (jusqu'au 6) ; Dmitrienko à la Fondation des arts graphiques et plastiques (jusqu'au 13) ; Le Douairois Rousseau au Grand Palais (jusqu'au 7) ; Mille ans d'art japonais, galerie Janette Ostier (jusqu'au 13). Symboles et réalité dans la peinture allemande au Petit Palais (jusqu'au 13) ; Hélio au Musée d'art moderne (jusqu'au 13).

Francis Coppola

sur le fil du laser

Bref, j'ai voulu créer un film dans le style des spectacles du Cotton Club, et la partie gangster est traitée dans ce style. En fin de compte, tout au long du film, vous avez la partie musicale, puis la partie gangsters, puis la musique à nouveau, et au dénouement tout se mélange, de sorte que la fin du film ressemble à la fin d'un show : comme au Cotton Club, avec les acteurs qui saluent une dernière fois.

«La distribution est peut-être la chose la plus remarquable du film. Vous avez remarqué Julian Beck ? (2) : Vous savez, il est très malade, mais il a adoré collaborer avec tous ces jeunes acteurs. Il a été un fabuleux «dynamiseur», les deux semaines où il a travaillé avec nous. Ils étaient une trentaine de comédiens, tous très unis. L'acteur qui joue Dutch Schultz n'a que vingt-huit ans.

«Je me suis servi une fois de plus de la vidéo pour faciliter le tournage, comme pour mes films précédents. D'abord on répète en vidéo. Puis nous reprenons chaque scène devant une vraie caméra de cinéma, avec caméra vidéo incorporée. Au bout de la journée de travail, je peux regarder instantanément ce qui a été tourné, je prends des notes et j'appelle mon monteur. Je ne garde en général qu'une prise. Le film était déjà monté, à peine le tournage achevé.

«Je voudrais développer encore l'usage des moyens électroniques. Je viens d'achever un film d'une heure pour la télévision, au mois de novembre. Je repars bientôt à New-York mettre la dernière main au montage. Ça s'appelle

Rip van Winkle, du nom d'une histoire célèbre en Amérique, ça raconte l'aventure d'un homme qui a dormi pendant vingt ans. Harry Dean Stanton et ma sœur Talia Shire jouent les rôles principaux. Nous avons répété cinq jours, puis filmé cinq jours. Les films ne doivent pas coûter des fortunes, 10, 15, 20 ou 30 000, dans le cas de *Cotton Club*, 46 millions de dollars. Je peux aller trouver Al Pacino ou Diane Lane et leur demander de travailler deux semaines avec moi ! Vous pouvez aujourd'hui réaliser un film de télévision aussi sophistiqué qu'un film de cinéma.

«Quand j'étais petit garçon, j'ai toujours rêvé d'avoir un studio de télévision à moi seul. Je m'installais à la cave avec un équipement complet, mais taillé dans du bois : le microphones, la perche, la caméra. J'ai toujours adoré jouer avec des marionnettes. Je rêve d'avoir un jour mon propre studio, moins grand peut-être que celui que j'ai dû vendre. J'inviterais tout le monde. Vous pourriez travailler le jour, la nuit...

«J'en veux un peu à tous ces gens qui m'ont donné l'impression d'être un criminel à cause des questions d'argent autour de *Cotton Club*. J'observe en Amérique une tendance à dicter quel genre de films il convient de tourner. Si vous êtes cinéaste, vous rêvez peut-être de réaliser un western, et il est très difficile de trouver quelqu'un qui vous soutienne. Heureusement que *Cotton Club* démarre bien, ça me stimule. Je vais faire quelque chose de plus ambitieux, et j'utiliserai cette

nouvelle technique. Je dois gagner de l'argent pour payer mes dettes de Zoetrope. Nous avons dû céder le studio, mais nous avons gardé la compagnie, nous sommes toujours propriétaires des films.

«Je crois beaucoup, pour l'avenir, à l'importance du vidéo-disque. On a perdu du temps à cause de la confusion créée par l'existence de deux systèmes : le système RCA (Radio Corporation of America), qui avait le mérite d'être bon marché, mais n'a pas tenu ses promesses ; l'autre système, le disque au laser, est la forme la plus aboutie à ce jour de cinéma et de vidéo, rien ne peut se comparer à lui. Bientôt les gens

feront collection de vidéo-disques au laser. La qualité de la reproduction est exceptionnelle. Un obstacle subsistait, on ne pouvait pas enregistrer soi-même de programme. Nous avons reçu livraison d'une machine qui peut à la fois jouer et enregistrer. Et maintenant la marque japonaise Pioneer annonce une machine qui réunit sur un seul appareil vidéo-disque et le nouveau disque sonore compact. Ça coûte 800 dollars. Le disque compact devrait rapidement occuper le marché du disque sonore, et ça stimulerait parallèlement le développement du vidéo-disque au laser. J'ai vu

mon film *One from the Heart* enregistré sur disque, avec son stéréophonique. C'est fabuleux. Pour moi, il n'y a aucun doute, le disque au laser représente l'avenir. Je vendrai un jour directement mes films au public.

Propos recueillis par LOUIS MARCORELLES.

(1) Journaliste, écrivain, auteur d'un roman inspiré par la vie du gangster Legs Diamond.

(2) Il interprète le rôle de Sol, le lieutenant du gangster Dutch Schultz.

du 11 décembre 1984 au 12 janvier 1985

La Maison de la Lithographie

TONY AGOSTINI

Lithographies - Aquarelles

110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS

Tél. : 227.20.16 - Métro : Fémis, Courcelles

Ouvert du mardi au dimanche de 11 h à 19 h (sauf dimanche)

Le Centre Réunionnais d'action culturelle recrute un régisseur de scène pour poste à pourvoir à l'île de la Réunion pour ouverture d'un théâtre de 1000 places.

Expérience et disponibilité rapide indispensables.

Salaire base : SYNDEAC

Les candidatures (c.v. et prétentions) doivent parvenir impérativement pour le lundi 7 janvier 1985 à l'adresse : C.R.A.C. c/o Maison de la Réunion, 1, rue Vignon 75008 Paris.

CONCERTS

Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE des CHÂTEAUX-ÉLYSÉES

Mercredi 3 janvier 8 20 h 30

Grand Auditorium

Jeudi 4 janvier 10 janvier 20 h 30

Chef et soliste : Tamas VASARY

Gundula JANOWITZ, soprano MOZART

Camérata academica de Salzbourg

Dir. : Sándor VEGH

MOZART - SCHUBERT - BARTOK

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

مركز من الأصل

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

CINEMA

LE MATELOT 512 (Fr.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Paramount Marivault, 2^e (296-40-40) ; Studio Cinq, 3^e (354-89-23) ; Saint-Germain Studio, 4^e (633-63-20) ; Ellysée-Lincoln, 5^e (359-36-14) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Lumière, 7^e (366-49-07) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 9^e (575-75-79).

LE MEILLEUR (A. v.) : UGC Marbeuf, 1^{er} (561-94-95).

MEURTRIER DANS UN JARDIN ANGLAIS (Br. v.) : 14-Juillet Farnoux, 6^e (326-58-00).

1984 (A. v.) : 14-Juillet Raciné, 6^e (326-19-68) ; 14-Juillet Farnoux, 6^e (326-58-00) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (357-90-81) ; v.f. : Impérial, 2^e (742-72-52).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.) : Opéra Night, 2^e (256-62-56).

MOSCOW A NEW-YORK (A. v.) : UGC Marbeuf, 1^{er} (561-94-95).

NEMO (A. v.) : Bonaparte, 6^e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quinette, 6^e (633-79-38) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Parisienne, 8^e (355-21-21).

PARIS, TEXAS (A. v.) : Parthéon, 5^e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; UGC Bastille, 11^e (357-90-81) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; v.f. : UGC Opéra, 2^e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9^e (574-95-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Opéra, 2^e (274-93-50) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 6^e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Colisée, 6^e (359-25-46) ; Barrière, 6^e (562-20-40) ; Saint-Lazare Paquebot, 6^e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9^e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (357-90-81) ; UGC Gare du Lyon, 12^e (343-01-59) ; Athènes, 12^e (343-07-49) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; UGC Gobelins, 13^e (536-32-40) ; Gaumont Sud, 14^e (327-94-50) ; Métro, 14^e (539-52-43) ; Miramar, 14^e (320-89-52) ; FLM Saint-Jacques, 14^e (589-58-42) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (371-75-79) ; Rivierette Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; Muret, 16^e (651-99-75) ; Calypso, 17^e (380-30-11) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01) ; Saadoun, 19^e (241-75-99).

PARTENAIRES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Quinette, 6^e (633-79-38) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Lumière, 7^e (366-49-07) ; Farnette, 13^e (331-60-74) ; Parisienne, 14^e (320-10-19).

LE PAYS OU RÈVENT LES FOURMIS VERTES (AIL. v.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Hameauville, 6^e (359-25-46) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (357-90-81) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Olympia, 14^e (544-43-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (371-75-79).

LA POULE NOIRE (Sov. v.) : Épis de Bois, 5^e (337-57-47) ; Cosmos, 6^e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65).

QUILONDO (Brésilien v.) : Desfont, 1^{er} (321-41-01).

REVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Forum, 1^{er} (233-42-26) ; Paramount Marivault, 2^e (296-40-40) ; Paramount Odéon, 6^e (225-10-30) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; Paramount Opéra, 9^e (574-93-50) ; Paramount Bastille, 11^e (357-90-81) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marbeuf, 17^e (378-24-24) ; Lumière, 18^e (522-46-01).

LES RIVIERES (Fr.) : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Danton, 6^e (225-10-30) ; UGC Bastille, 11^e (357-90-81) ; UGC Opéra, 12^e (343-01-59) ; Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Lumière, 15^e (828-42-27).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Marignan, 6^e (359-92-82) ; Française, 9^e (770-33-88).

REUNEN REUNEN (A. v.) : Paramount Odéon, 6^e (225-10-30).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Forum, 1^{er} (233-42-26) ; Rex, 2^e (326-43-93) ; Paramount Marivault, 2^e (296-40-40) ; Studio Alpa, 3^e (354-89-23) ; Saint-Germain Studio, 4^e (633-63-20) ; Ellysée-Lincoln, 5^e (359-36-14) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Lumière, 7^e (366-49-07) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 9^e (575-75-79) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (371-75-79) ; Rivierette Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; Muret, 16^e (651-99-75) ; Calypso, 17^e (380-30-11) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01) ; Saadoun, 19^e (241-75-99).

SEBASTIA, LA REINE DE LA JUNGLE (A. v.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; Paramount Bastille, 11^e (357-90-81) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marbeuf, 17^e (378-24-24) ; Lumière, 18^e (522-46-01).

LA 7^e CIBLE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; Paramount Bastille, 11^e (357-90-81) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marbeuf, 17^e (378-24-24) ; Lumière, 18^e (522-46-01).

LES RIVIERES (Fr.) : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Danton, 6^e (225-10-30) ; UGC Bastille, 11^e (357-90-81) ; UGC Opéra, 12^e (343-01-59) ; Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Lumière, 15^e (828-42-27).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Marignan, 6^e (359-92-82) ; Française, 9^e (770-33-88).

REUNEN REUNEN (A. v.) : Paramount Odéon, 6^e (225-10-30).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Forum, 1^{er} (233-42-26) ; Rex, 2^e (326-43-93) ; Paramount Marivault, 2^e (296-40-40) ; Studio Alpa, 3^e (354-89-23) ; Saint-Germain Studio, 4^e (633-63-20) ; Ellysée-Lincoln, 5^e (359-36-14) ; George V, 6^e (362-41-46) ; Lumière, 7^e (366-49-07) ; Parisienne, 8^e (355-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 9^e (575-75-79) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (371-75-79) ; Rivierette Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; Muret, 16^e (651-99-75) ; Calypso, 17^e (380-30-11) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01) ; Saadoun, 19^e (241-75-99).

SEBASTIA, LA REINE DE LA JUNGLE (A. v.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; Paramount Bastille, 11^e (357-90-81) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marbeuf, 17^e (378-24-24) ; Lumière, 18^e (522-46-01).

LA 7^e CIBLE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; Paramount Bastille, 11^e (357-90-81) ; Paramount Galérie, 13^e (580-18-02) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marbeuf, 17^e (378-24-24) ; Lumière, 18^e (522-46-01).

24^e (320-12-06) ; Métro, 14^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount Marivault, 17^e (378-24-24) ; Fanny, 18^e (288-62-34) ; Images, 19^e (322-47-94).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Colisée, 6^e (359-25-46).

STAR WAR LA SAGA (A. v.) : LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : E. E. E. (707-28-04) ; Espace Galé, 14^e (321-41-01).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11^e (805-51-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galérie, 13^e (580-18-02) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; A. Buis, 12^e (343-01-59).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucerna, 6^e (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) : Forum, 1^{er} (233-42-26) ; Marignan, 6^e (359-92-82) ; Marbeuf, 6^e (370-72-86) ; Bastille, 11^e (357-90-81) ; Nations, 12^e (343-01-59) ; Farnette, 13^e (331-60-74) ; Métro, 14^e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14^e (327-94-50) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01).

LA VENGANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Ambre, 6^e (359-19-08) ; Française, 9^e (770-33-88) ; Miramar, 14^e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01).

Les grandes reprises

AMÉZ-VOUS BRAMES (Fr.) : Balzac, 6^e (561-10-60).

ALICE DANS LES VILLES (AIL. v.) : 14-Juillet Farnoux, 6^e (326-58-00) (H. H.).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MAIRIBAD (Fr.) : Temples, 3^e (272-94-56) ; Radet, 6^e (554-43-14) ; Nations, 12^e (343-01-59).

ASSURANCE SUR LA MORT (A. v.) : Action Christiana, 6^e (329-11-30).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.) : Paramount City, 9^e (554-45-76) ; v.f. Capri, 2^e (508-11-69).

L'AVENTURE DE M^{me} MUIR (A. v.) : Action Christiana bis, 6^e (329-11-30).

BARBEROUSSE (Jap. v.) : Saint-Lambert, 19^e (332-91-69).

BARRY LYNDON (Angl. v.) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Desfont, 1^{er} (321-41-01).

BLADE RUNNER (A. v.) : Studio Galérie, 13^e (580-18-02).

BRANCHE-MEUSE (A. v.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LE CARROSSE D'OR (Fr.) : Radet-Laga, 6^e (354-43-14) ; Studio 43, 9^e (770-33-88).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LE CHOC DE SOPHIE (A. v.) : Temples, 3^e (272-94-56).

LA CORDE (A. v.) : Radet-Laga, 6^e (354-43-14).

LE CUISINIER POTEMKINE (Sov.) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65).

DELIVRANCE (A. v.) : Lucerna, 6^e (544-57-34) ; Bobe à film, 17^e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-A. v.) : Publicité Saint-Germain, 6^e (222-72-80).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos. A. v.) : Capri, 2^e (508-11-69).

DUEL (A. v.) : George V, 6^e (362-41-46) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Paramount City, 9^e (554-45-76).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 9^e (554-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Radet-Laga, 6^e (354-43-14).

EXCALIBUR (A. v.) : Opéra Night, 2^e (256-62-56).

FAUX MOUVEMENT (AIL. v.) : 14-Juillet Farnoux, 6^e (326-58-00).

LA FEMME FLAMBE (AIL. v.) : (***) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.) : Paramount-Montparnasse, 14^e (327-94-50).

LA FLÛTE ENCHANTEE (Sud. v.) : Balzac, 6^e (561-10-60).

GEORGIA (A. v.) : Espace Galé, 14^e (321-41-01).

GRANDS DE VIOLENCE (A. v.) : Champ, 5^e (554-51-60).

GUN CRASH (A. v.) : Olympic Saint-Germain, 6^e (222-72-80) ; Ellysée-Lincoln, 5^e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9^e (878-50-50) ; Olympia, 14^e (544-43-14).

INDIA SONG (Fr.) : 14-Juillet Farnoux, 6^e (326-58-00).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : (***) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65) ; Bobe à film, 17^e (267-63-42).

JESUS DE NAZARETH (R.) : Grand Pavé, 1^{er} (554-46-65).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.) : UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; Clé Beaumont, 9^e (271-52-36) ; Champ-Beaumont, 9^e (554-51-60) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; UGC Opéra, 9^e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9^e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13^e (536-32-40).

LA JOYEUSE PARADE (A. v.) : Contrecarpe, 5^e (325-78-37) ; Mac-Mahon, 17^e (380-24-81).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (AIL. v.) : République Cinéma, 11^e (805-51-33).

LILI MARLEEN (AIL. v.) : Rivoli, 4^e (272-63-32).

LILITA (A. v.) : Champ, 5^e (554-51-60).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.) : Action Écluse, 9^e (325-72-07) ; Action Lafayette, 9^e (878-50-50).

MEDÉE (R. v.) : Le Laiton, 6^e (278-74-56).

MERLIN ENCHANTEUR (A. v.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 14^e (321-41-01).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.) : (***) : Capri, 2^e (508-11-69).

NOMMESSE GONGUE (A. v.) : Balzac, 6^e (561-10-60).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.) : Desfont, 1^{er} (321-41-01).

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 2 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Téléfilm** : le Dernier Civil (1^{er} partie). D'après E. Glaeser, réal. L. Heynemann, avec M. von Sydow, T. Schucka, M. Beaune. Il s'agit de l'infiltration progressive du nazisme dans la vie d'un gros bourg du Wurtemberg. Le parti pris du réalisateur est de montrer comment le régime nazi a pu s'installer dans un milieu nationaliste exarçonné par les hordes des sections d'assaut.

22 h 15 **Dix bougies pour la Une**, vous avez aimé... Les grandes énigmes : l'argile et le grain. Émission de R. Charles, N. Sirovsky et J. Andrieu. Autre série populaire, les grandes énigmes. Près de 100 ans de l'histoire, le plus vieux village de notre histoire, il y a six mille ans. Un réalisateur tente de redécouvrir les gestes quotidiens de nos ancêtres.

23 h 10 **Journal**.

23 h 20 **Vivre en poésie**. Hommage à Victor Hugo.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Téléfilm** : l'Embranchement. De Guy Olivier, F. Porcelle et J. Barraud, réal. G. Olivier, avec V. Gassier. Une œuvre difficile d'accès, ambitieuse, inspirée des expériences des romanciers modernes (Chateaubriand, Balzac). Un homme, un voyageur, à un tournant de sa vie, se trouve de train. Que faire sinon descendre à la première gare, en pleine nuit ? Il est libre et regarde sans hiérarchie les gens et les choses. Les images, les couleurs, les sons, semblent traduits par un accès d'intelligence (et de lucidité). Inhabituel à la télé.

22 h **Cinéma**, cinémas.

Magazine de M. Boujot, A. Andrieu et C. Ventura. Au sommaire : une leçon de cinéma, par E. Dreyfus ; portraits d'Aurore Clément ; les critiques de cinéma répondent... Le magazine de luxe du cinéma, humeurs, mythes.

23 h **Journal**.

23 h 25 **Bonsair les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 55 **Dessin animé** : Lucky Luke.

20 h 5 **Les Jeux**.

20 h 35 **Téléfilm** : Témoin à charge. D'Alain Gibson, d'après Agatha Christie, avec D. Kerr, D. Rigg, B. Bridges, R. Richardson.

Jeudi 3 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **TF1 Vision plus**.

11 h 45 **La Une chez vous**.

12 h **Faillitons** : Omar Paché. Nouveaux feuilletons en treize épisodes. Les aventures d'un lieutenant, de la Croatie à Constantinople.

12 h 30 **La bousaille à la mer**.

13 h **Journal**.

13 h 50 **Série** : la Petite Maison dans la prairie.

14 h 45 **La maison de TF 1**.

15 h 25 **Quarté à Vincennes**.

16 h 55 **Images d'histoire**. La marine française au combat (1939-1942).

16 h 25 **Les Français du bout du monde**. La Sierra Leone.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h 10 **Le Village dans les nuages**.

18 h 25 **Mini journal pour les jeunes**.

18 h 30 **Série** : Papa et moi.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Cosmopolitico**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Téléfilm** : le Dernier Civil (2^e partie). D'après E. Glaeser, réal. L. Heynemann, avec M. von Sydow, T. Schucka, M. Beaune. Suite et fin d'une chronique d'un petit bourg du Wurtemberg au moment de la montée du nazisme.

22 h 10 **Dix bougies pour la Une**, vous avez aimé... L'argile et le grain. Émission de R. Charles, N. Sirovsky et J. Andrieu. Autre série populaire, les grandes énigmes. Près de 100 ans de l'histoire, le plus vieux village de notre histoire, il y a six mille ans. Un réalisateur tente de redécouvrir les gestes quotidiens de nos ancêtres.

23 h 10 **Journal**.

23 h 20 **Vivre en poésie**. Hommage à Victor Hugo.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE**. Journal et météo.

12 h 10 **Jeu** : l'Académie des neufs.

12 h 45 **Journal**.

13 h 30 **Faillitons** : Les amours des années 50.

14 h 45 **La maison de TF 1**.

15 h 25 **Quarté à Vincennes**.

16 h 55 **Images d'histoire**. La marine française au combat (1939-1942).

16 h 25 **Les Français du bout du monde**. La Sierra Leone.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h 10 **Le Village dans les nuages**.

18 h 25 **Mini journal pour les jeunes**.

18 h 30 **Série** : Papa et moi.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Cosmopolitico**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Faillitons** : L'amour en héritage. D'après J. Kraus, réal. D. Hixson, avec S. Powers, L. Ruzicki, S. Kesch. Premier volet d'un feuilleton en huit épisodes. (Lire notre article page 17.)

21 h 35 **Révisions**. Magazine des droits de l'homme de R. Langlois. Au sommaire : le Liban, les réfugiés du Choaï (la vie misérable des chrétiens dans les faubourgs de Beyrouth) ; l'Arménie : la guerre civile ; dossier : la Turquie sous la botte ; un hommage au cinéaste disparu Yilmaz Gunay ; l'Inde : Dogan Gopalan, journaliste turc exilé, et Ezzeddin Temo, chanteur kurde.

22 h 50 **Histoires courtes**. Arthur Conan Doyle les apparences.

23 h 15 **Journal**.

23 h 40 **Bonsair les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**. Programmes nationaux des douze régions.

St. Wilfred Roberts, avocat de grande renommée, est contraint de ne plus défendre les criminels pour des raisons de santé. Wilfred, caritatif, est néanmoins invité à défendre un certain Vole, accusé d'avoir assassiné une riche héritière. Qui est le meurtrier ?

22 h 15 **Journal**.

22 h 35 **Fat's blues** ou les confidences d'un dinosaure.

22 h 40 **Préface à la nuit**. Hommage à Leonard Rose : Sonate n° 1, de Brahms, par L. Rose, violoncelle, et A. Wolf, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, **Inspecteur Gadget** ; 17 h 10, **Fraggle rock** ; 17 h 35, **Le club des pères** ; 17 h 45, **Comes pour Marie** ; 18 h, **Rocking chair** ; 18 h 30, **Un bon petit diable** ; 19 h, **Faillitons** ; 19 h 15, **Concert** ; 19 h 30, **Un musicien, un instrument** (le violon) ; 19 h 45, **Journal**.

CANAL PLUS

20 h 30, **Hill street blues** ; 21 h 15, **Serp** ; 22 h, **Un tueur dans la ville**, film d'A. Mastroianni ; 23 h 30, **Tous en scène** ; 0 h 20, **Les DG** ; 0 h 45, **Les DG** ; 1 h 50, **Robin des Bois**.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **F**

COMMUNICATION

LES DÉBUTS DE SAT 1

La presse allemande se lance sur le câble

Le 1^{er} janvier 1984 avait vu le démarrage de l'expérience de Ludwigshafen, la première exploitation commerciale d'un réseau câblé en Allemagne fédérale. Le 1^{er} janvier 1985, les foyers allemands câblés peuvent recevoir la première chaîne de télévision privée d'Allemagne nationale. Sat 1, relayée par le satellite européen ECS 1, est due à l'initiative d'un consortium d'éditeurs de presse dans lequel on retrouve les groupes Springer, Burda, Bauer, Holtzbrink, et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ainsi que de nombreux quotidiens régionaux.

Le temps d'attente est réparti entre les partenaires, qui réalisent des reportages d'actualité, des émissions pour les jeunes, des magazines ou des enquêtes politiques, chacun en fonction de sa vocation. Chaque titre possède sa propre régie publicitaire. Les dix centres de production sont situés dans toute la République fédérale. La rédaction des nouvelles se trouve à Hambourg, le centre administratif à Mayence et la régie technique finale, qui expédie les programmes vers le satellite, à Ludwigshafen. Sat 1 dispose d'un budget annuel de 270 millions de marks (environ 810 millions de francs) et compte trouver un équilibre, dans une dizaine d'années, grâce aux ressources publicitaires.

Il s'agit donc d'un pari à long terme pour la presse et l'édition allemandes. Part ambitieuse, puisque le développement des réseaux câblés privés en Allemagne n'en est encore qu'à ses balbutiements. Les réseaux pilotes de Ludwigshafen et Munich ne comptent encore que vingt mille abonnés. Mais il existe en RFA quelque huit cent mille foyers câblés, raccordés à des réseaux publics directement exploités par la Bundespost (PTT allemandes). Pour 10 marks par mois, les quatre cent mille abonnés de ces réseaux ne pouvaient recevoir jusqu'à présent que les chaînes publiques de télévision.

C'est autour de la programmation de ces réseaux que se joue depuis un an une bataille politique. Chaque État (Land) étant maître de la réglementation en matière de télévision, les États contrôlés par les partis libéraux et chrétiens-démocrates se sont prononcés pour l'ouverture à la télévision privée, tandis que les sociaux-démocrates s'opposent à toute libéralisation.

J.-F. L.

• **Emmanuelle** - en Suisse : diffusion pirate. - Les téléspectateurs du réseau câblé de la région zurichoise, ou Suisse, ont finalement pu regarder le film érotique *Emmanuelle*, banni de la programmation de la télévision suisse romande à la suite notamment de l'intervention de l'Eglise catholique et de parlementaires (Le Monde du 28 décembre 1984). Des pirates ont utilisé le canal de la télévision zurichoise, libérée à partir de 1 h 30, pour diffuser en toute quiétude, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, le célèbre film produit par Just Jaeckin. La direction du réseau ne s'est aperçue que tardivement du piratage et le film est passé sans coupure ni brouillage. Les PTT suisses ont ouvert une enquête.

de Patrick Sabatier diffusés le soir de la Saint-Sylvestre. Thierry le Luron, lui, n'a guère apprécié la suppression d'un de ses sketches, dans lequel il faisait apparaître Mlle Deffieux, l'actrice de la *Marche à l'ouest*, M. et M^{lle} Mitterrand. Il s'en est pris directement au président de la République à Paris. « Cette séquence a été censurée. Oui, vous avez bien lu : censure », écrit-il, dans une lettre ouverte, adressée mardi 1^{er} janvier, à M. Mitterrand, en demandant : « Sur ordre de qui des coups de ciseaux ont-ils été donnés dans quatre minutes de bande vidéo au soir de révélation ? » Et il ajoute : « Je crois que vous pouvez être fier, la reprise en main de la télévision est totale. Vos fidèles valets, Hervé Bourges en tête, sont là pour appliquer vos ordres ». M. Glandu, son personnage favori, en a rougi de se voir si parfaitement imité.

ANNICK COJEAN.

Glandu imité

Difficile, la tâche du producteur de télévision, qui, pour monter une émission de variétés aux séquences enregistrées à l'avance, doit manier avec adresse ciseaux, colle et chronomètre ! Et combien délicate la sélection des passages un peu longs qu'un cadre horaire contraignant impose de raccourcir ou même de supprimer. Car il y a coupes et coupes, et en ces temps d'intolérance et de polémique, il ne faut pas bon se tromper dans les genres. Ainsi Marie-France Brière, la responsable des variétés sur TF 1, saura-t-elle désormais que la suppression d'une chanson de Sheila ou de Johnny s'appelle une « coupe », tandis que celle d'un sketch de Thierry le Luron est qualifiée de « censure ». Toute une différence. Quand on travaille à la télévision, on doit respecter les nuances.

Sheila, Johnny Haliday n'ont guère protesté après l'annulation forcée d'une partie de leur prestation dans la version finale de « Horoscope 85 », l'émission

Decouvrez le meilleur au meilleur prix

En vente dans les Maisons de la Presse et toutes les librairies 94 F relié, 80 F souple



QUELLES STRATÉGIES POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS ?

Études longues ou courtes ? Universités ou écoles ? Lettres ou sciences ? Comment raisonner à l'horizon 2020 ?

La réponse dans le numéro de janvier

L'ÉDUCATION

Le pouvoir et l'audiovisuel

III. - Les chaînes publiques dans la tourmente

par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Les partisans des télévisions « libres » ont trouvé en face d'eux de sérieux adversaires : membres du gouvernement, presse écrite, Canal Plus... (Le Monde des 1^{er} et 2^{er} janvier). L'avenir de la production audiovisuelle passe aussi par une révision du secteur public.

Dès son arrivée au pouvoir en 1981, la gauche s'était trouvée confrontée au délicat problème de l'audiovisuel. La télévision est trop liée en France au pouvoir politique pour échapper à la grande fièvre du « changement » : ou réintègre les exécutifs, ou bouscule la grille de programmes. Ivres de leur liberté retrouvée, réalisateurs, journalistes, techniciens rêvent de réformes radicales et contradictoires. Mais le téléspectateur, surpris dans ses habitudes, honore le changement. Il trouve la nouvelle télévision trop culturelle, trop pédagogique, et les sondages ne tardent pas à montrer un sensible tassement de l'audience. Habilement exploité, le phénomène devient politique : la mise en accusation de la « télévision rose » est l'une des premières campagnes virulentes de l'opposition sur le thème des libertés.

Derrière cette effervescence, les membres de la commission Motout - qui doit faire des propositions pour l'avenir - discernent un bondissement plus profond. L'attitude du public ne traduit-elle pas une lassitude devant une offre de programmes trop longtemps contingente, une aspiration à plus de choix et de diversité ? Les ventes croissantes de magnétoscopes n'annoncent-elles pas cette liberté, cette abondance qu'autorisent les nouvelles technologies ? L'audiovisuel français, trop frileux, ne peut différer plus longtemps cette mutation profonde d'autant que, portée par les câbles et les satellites, la concurrence internationale interdit désormais tout repli sur l'Hexagone.

Pour le gouvernement, l'objectif est clair : il ne s'agit pas d'écouler d'une nouvelle réforme mais d'une véritable loi définissant tout l'avenir du système. Le règlement du problème politique posé par la télévision passera par le redéploiement économique du secteur de l'audiovisuel.

Deux écoles s'affrontent alors, dont les conceptions sont bien résumées par Jean-Louis Missika et Dominique Wolton (*Le Monde* des 26, 27 et 28 février 1982). La première plaide pour le renforcement du service public de la radiodiffusion, sa réunification après élimination des incohérences introduites par la loi de 1974. L'État français disposerait alors d'un instrument puissant, capable de répondre aux défis technologiques et de diversifier les programmes tout en gardant des objectifs de qualité. La seconde école défend l'ouverture au marché, seule capable à ses yeux de répondre aux aspirations du public tout en intégrant une logique économique réaliste. La concurrence entre secteur privé et service public, dont l'État définirait les règles, serait alors le moteur du développement.

Entre ces deux modèles, le pouvoir est obligé de composer. Il apparaît impossible de reconstruire l'ORTF : la gauche a trop longtemps milité contre la séparation de la télévision et du pouvoir politique pour ne pas aller trop loin dans le sens de l'ouverture et du libéralisme : les syndicats, de puissants intérêts corporatistes, s'opposent à toute privatisation et exigent le maintien du contrôle de l'État sur l'économie de l'audiovisuel. On transige donc : le service public aura son autonomie morale, garantie par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, et gardera sa dépendance financière contrôlée par le secrétariat d'État chargé des techniques de la communication et le budget voté par le Parlement.

Course à l'audience

La loi du 29 juillet 1982 affirme en même temps le renforcement du service public et la naissance du secteur privé. Au premier, la télévision traditionnelle, la diffusion nationale accessible à tous ; au second, les nouveaux médias, câble, satellite, chaîne à péage, développés peu à peu dans le cadre d'une économie mixte. On peut ainsi proclamer la communication « libre », réussir l'opération politique, sans trancher

en fond entre deux modèles économiques de développement.

Deux ans après, le compromis est porté ses fruits. Les mécontents de 1981 se sont tus. Même si l'opposition exploite toujours le moindre changement pour dénoncer la mainmise de l'État, le public dans son ensemble gratifie les chaînes d'une plus grande indépendance. Les derniers sondages montrent que la télévision n'a jamais eu autant de spectateurs assidus et satisfaits. On le sent à moins : profitant de leur autonomie, les chaînes se disputent avec acharnement les faveurs du public. Bouvard contre Colliero, championnat de football contre Tour de France, on sacrifie allègrement au taux d'audience.

Le drame, c'est que cette concurrence n'est que le corollaire à aucune sanction du marché. Quelle que soit leur audience, les chaînes publiques ont droit aux mêmes ressources, publicités et redevances, strictement limitées par les pouvoirs publics. Loin de freiner la compétition entre les chaînes, cette contrainte exacerbe ses effets pervers. Pour trouver des programmes attractifs tout en faisant face à l'augmentation rapide des coûts de production, les responsables du service public ont pas une grande marge de manœuvre. Prisonniers de mandats limités et de budgets annuels, ils préfèrent acheter plutôt que produire, miser sur les vieilles recettes plutôt qu'innover, remplir les grilles plutôt qu'investir.

S'agit-il d'un renforcement du service public ou d'un dérapage incontrôlé ? Les sociétés d'auteurs et les réalisateurs protestent contre l'asphyxie de la création. L'Institut national de la communication audiovisuelle et la société de commercialisation (FNT) voient fondre le patrimoine d'images au profit des coproductions internationales, dont les droits sont souvent abandonnés à l'étranger. Le plan de relance du dessin animé français, lancé il y a un an par le ministère de la culture, peine à faire de commandes suffisantes des chaînes. Autant de faits alarmants à un moment où les programmes audiovisuels apparaissent comme un enjeu important de la compétition économique internationale.

L'impasse

Incapables, semble-t-il, de stopper l'hémorragie, les pouvoirs publics concentrent leurs espoirs sur les nouveaux médias. Ils font de Canal Plus le principal soutien du cinéma français, ce qui oblige la quatrième chaîne à consacrer le quart de ses recettes à l'achat de films. L'Institut national de la communication audiovisuelle et la société de commercialisation (FNT) voient fondre le patrimoine d'images au profit des coproductions internationales, dont les droits sont souvent abandonnés à l'étranger. Le plan de relance du dessin animé français, lancé il y a un an par le ministère de la culture, peine à faire de commandes suffisantes des chaînes. Autant de faits alarmants à un moment où les programmes audiovisuels apparaissent comme un enjeu important de la compétition économique internationale.

FIN

Concurrence accrue entre l'AFP et Reuter pour la photo de presse

1985 marque le début d'une nouvelle et intense concurrence internationale entre les services photographiques de l'Agence France Presse et de l'Agence Reuter. C'est le 1^{er} janvier en effet que, conformément au plan annoncé au printemps 1984 (*Le Monde* daté 27-28 novembre 1983), l'AFP a commencé l'exploitation commerciale de son service photo à partir de trois bases « régionales » : Paris, Washington et Tokyo. Ce service a été conçu avec la volonté d'assurer à chaque client une couverture photographique complète de l'actualité mondiale et régionale, adaptée aux besoins réels et offrant un regard différent sur l'événement.

Pour créer son réseau, l'AFP s'est associée avec plusieurs agences nationales ou régionales, notamment l'agence Jiji au Japon. Membre fondateur, d'entre autres, de l'EPA (European Photopress Agency), elle bénéficie, dès le départ, de la collaboration et de la clientèle des grandes agences européennes.

L'Agence Reuter, tirant, pour sa part, les conséquences du rachat, en juin 1984, du secteur photo de l'agence américaine United Press International (UPI) - à l'exception des États-Unis - a décidé de lancer une vaste offensive mondiale. Reuter aura l'exclusivité des documents photos pris par UPI aux États-Unis pour les diffuser hors du territoire américain et disposera, dans le monde entier, de plus d'une soixan-

taine de photographes répartis dans une trentaine de grandes capitales. « De même que nous sommes les leaders dans le secteur des nouvelles et des informations destinées aux milieux d'affaires, nous avons l'intention de devenir la première organisation au monde dans le domaine de la photo d'actualité », a déclaré M. Michael Nelson, directeur général de l'agence Reuter.

ARCACHON-RADIO NE DIFFUSERA PLUS LA MÉTÉO MARINE

La station maritime d'Arcachon, en Gironde, Radio-Arcachon, qui diffusait deux fois par jour, pour les navigateurs, en VHF, un bulletin météo pour la côte atlantique française allant des Sables-d'Olonne à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), a dû supprimer, le 2 janvier, ces deux émissions en ondes métriques, sur décision de l'administration des PTT.

Le syndicat CGT et le personnel de la station maritime ont décidé de s'élever contre cet arrêt, car « les caractéristiques particulières d'un littoral dangereux, avec des passes et des pertuis malaisés à franchir, des ports en estuaires, rendent nécessaire la diffusion de l'évolution du temps à une phase rapprochée ». Ils appellent tous les usagers à protester contre cette interruption d'un service public.

A VOIR

Péplum franco-américain

Quelle époque... que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître, la belle époque de la bohème en café crème, les années folichonnes de Montparnasse et de Montmartre, quelques temps après la première guerre mondiale. Temps frivoles, dit la légende. Le Tout-Paris distingué frêle, pétite, pincée... Une jeune fille roussie veut devenir peintre célèbre. Qui ça sera ne tiennent pas à l'« amour en héritage » - grosse coproduction franco-américaine - donnera à ces deux lascars les moyens de réaliser leur rêve et offrir au téléspectateur un portrait grandeur réelle d'une certaine France toute mythique... vue d'outre-Atlantique.

« L'amour en héritage » comporte huit épisodes musclés, de multiples détournements de situation. Comme les sagas un peu brouillonnées, ce feuilleton de Douglas Hickox et Kevin Connor, inspiré d'un roman de Judith Krantz, est allégué au résumé pointilleux, et ne tolère que quelques points de repère : disons d'abord que « l'amour en héritage » est une triple histoire d'amour, bien sûr, qui joue à saute-mouton sur plus d'un siècle, novigue nonchamment entre Paris, New York, le Lubéron, Rome... Ensuite, c'est une œuvre d'écriture lourde, une fois aux tableaux d'un plongée dans une forêt touffue d'images d'Épinal. Décor d'une caverne d'Ali-Baba surchargé de couleur, tantant de refléter le monde le plus cinquant de cette époque dans les domaines de l'art, de la mode, de la presse. Les personnages ? Eh bien, ils sont à l'image de l'univers dans lequel

ils mijotent : typés à outrance, stéréotypés parfois jusqu'à déborder le rire. Ce beau monde, composites folichonnes, peintres, striées, belles, frivoles, pourrait être classé en deux catégories distinctes : ceux qui ont des manières de cachemire et ceux qui ont des vestons en toile de jute. Les premiers sont évidemment américains, les seconds français.

On peut regarder ce feuilleton avec nostalgie, comme on voyait passer, le Transatlantique. Il s'arrête parfois à Paris. Parmi les passagers, pour la plupart américains, on reconnaît quelques acteurs français (Pierre Malet et Stéphane Audran). Comme ils se sentent petits dans cet immense plénum.

Aux antipodes de ce type de cinéma purement d'illustration aux poches pleines de clichés, un peu creuses, FR 3 diffuse à la même heure une œuvre vraiment originale de Jean-Pierre Igoux. Le voyage *mi-réal mi-révis* d'une femme qui tente d'aller au bout d'elle-même. Jusqu'à la folie. Cette femme, c'est Bulle Ogier : une vraie, bien sûr, qui joue à saute-mouton sur plus d'un siècle, novigue nonchamment entre Paris, New York, le Lubéron, Rome... Ensuite, c'est une œuvre d'écriture lourde, une fois aux tableaux d'un plongée dans une forêt touffue d'images d'Épinal. Décor d'une caverne d'Ali-Baba surchargé de couleur, tantant de refléter le monde le plus cinquant de cette époque dans les domaines de l'art, de la mode, de la presse. Les personnages ? Eh bien, ils sont à l'image de l'univers dans lequel

MARC GIANNESINI.

★ « L'amour en héritage ». À partir du jeudi 3 janvier à 20 h 35 : « La cavalcade ». FR 3 le même jour à la même heure.

CHOISISSEZ VOTRE IMPRIMANTE

140 modèles (7000 F à 15000 F)

chez votre marchand de journaux.



مكتبة من الأصل

مكتبة من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.1.85 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en France entre le mercredi 2 janvier à 0 heure et le jeudi 3 janvier à 24 heures.

Un centre dépressionnaire situé sur l'Atlantique et se déplaçant vers le Sud dirige sur la France de l'air froid et instable en provenance de la Scandinavie.

Jour : le matin, sur la moitié ouest de la France, les brumes et les nuages bas seront fréquents du fait de l'affaiblissement du vent de nord au cours de la nuit de mercredi à jeudi. Les températures seront assez basses et les minimales seront de l'ordre de 0 à -3 degrés dans l'intérieur. Très localement, avec de petites brumes, du verglas pourra se former. Dans l'après-midi, les éclaircies seront assez belles, favorisant une légère remontée des températures, mais sur les Pyrénées où le ciel se voile.

De la Belgique au nord des Alpes et du Massif Central, temps encore instable avec reprise de l'activité nuageuse sous forme d'averse, particulièrement sur les versants nord du relief. Les températures seront assez basses (0 à -3 degrés pour les minimales, localement moins sur la neige avec les éclaircies de la nuit) et resteront souvent en dessous de 0 degré toute la journée.

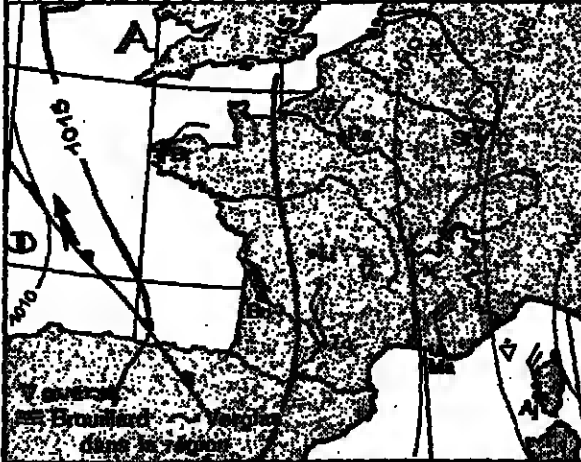
Les éclaircies gagneront par le Nord et seront plus fréquentes au cours de l'après-midi.

Sur le Sud-Est et la Corse, encore quelques averses le matin, se maintenant sur la Corse où elles pourront prendre un caractère orageux.

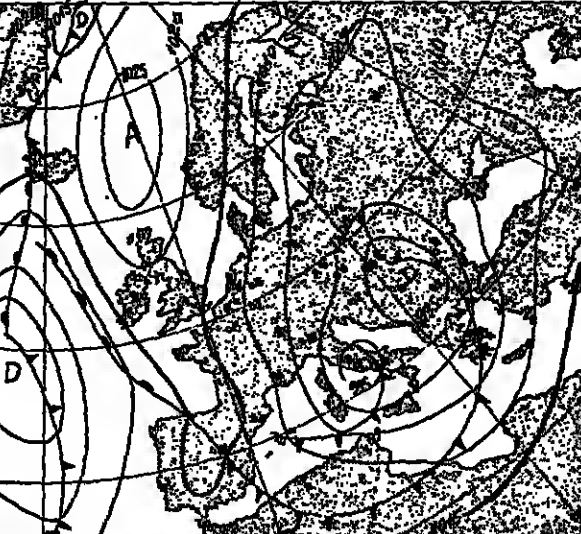
Le vent de nord s'atténue en général, mais le mistral soufflera toujours assez fort. Sur les côtes atlantiques, le vent faible s'orientera à l'est-sud-est.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était, à Paris, le 2 janvier, à 7 heures, de 1012,5 millibars, soit 759,4 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 3.1.85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



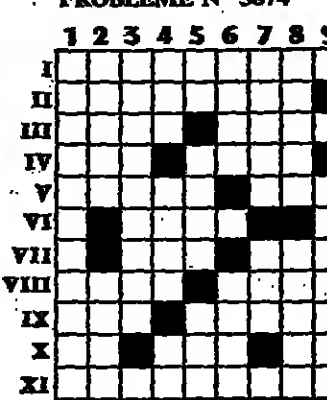
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er janvier; le second, le minimum de la nuit du 1er janvier au 2 janvier): Ajaccio, 11 et 4 degrés; Biarritz, 11 et 4; Bordeaux, 9 et -1; Bourges, 1 et 1; Brest, 9 et 2; Caen, 7 et 4; Cherbourg, 6 et 3; Clermont-Ferrand, 4 et 1; Dijon, 2 et 1; Grenoble-St-M-H., 1 et -2; Grenoble-St-Georges, 1 et -1; Lille, 4 et 1; Lyon, 0 et -1; Marseille-Marganne, 9 et 1; Nancy, 2 et 0; Nantes, 9 et 0; Nice-Côte d'Azur, 10 et 2; Paris-Montsouris, 6 et 3; Paris-Orly, 6 et 2; Pau, 9 et 4; Perpignan, 13 et 5; Rennes, 8 et 1; Strasbourg, 2 et 0; Tours, 6 et 0; Toulouse, 7 et 1; Pointe-à-Pître, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 13 et 2; Amsterdam, 7 et 0; Athènes, 9 et 3; Berlin, -2 et -5; Bonn, 5 et -2; Bruxelles, 5 et 0; Le Caire, 17 et 8; Las Palmas, 19 et 12; Copenhague, -1 et -4; Dakar, 21 et 18; Djibouti, 12 et 9; Genève, 1 et -1; Islamabad, 7 et 6; Jérusalem, 13 et 5; Lisbonne, 16 et 6; Londres, 5 et 1; Luxembourg, 0 et -2; Madrid, 12 et -3; Montréal, -10 et -13; Moscou, -5 et -6; Nairobi, 25 et 13; New-York, 11 et 6; Palma-de-Majorque, 14 et 5; Rio-de-Janeiro, 30 (max.); Rome, 9 et -6; Stockholm, -3 et -11; Téhéran, 13 et 3; Tunis, 13 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3874



HORIZONTALEMENT

I. Comment des réductions à des gens abandonnés par la fortune. - II. Passe pour ne pas avoir le geste large. - III. Evogue Bacchus ou Neptune, selon qu'elle est d'Or ou d'Argent. Entre une table et une nappe. - IV. Roi d'Israël. Briller sous la rampe. - V. Délices longtemps avant de mourir. Arsenal pour David. - VI. Sa teinture convient aux tissus délicats. - VII. Sa vie ne fut pas sans Mystères. Auteur finlandais. - VIII. Se met à table après avoir été cuisiné. Domaine du Très-Haut qui se gagne ici-bas. - IX. Faisance de couchers. La montagne noire. - X. Négation. Bruiter dans le concert des Ases. Personnel. - XI. Se livrer à une action exorbitante.

VERTICALEMENT

1. Calcul de têtes. - 2. Nourriture pour qui brigue en être le maître. Site ou cité lacustre. - 3. Un analyse de la pensée. - 4. Conseil «dantoniste». Dans une formulation royale. Entrée en trances. - 5. Pratiques. La marque de l'irréparable. Personnel. - 6. Mieux vaut l'acheter que de l'avoir à l'œil. Volant, il ne court pas. - 7. Ne passe pas chez les Helvètes pour un petit Suisse. A éviter quand il arrive en courant. - 8. Consécutive à l'usage ou proscrite par les usages. Au châtelet ou sur les terres seigneuriales. - 9. Prisonnier volontaire.

Solution du problème n° 3873

Horizontalement

I. Silkomés. - II. Oné olé. - III. Missel. NI. - IV. Mat. Osque. - V. Iq. Adoube. - VI. Eu. Punaïs. - VII. Rebec. TI. - VIII. Op. Prêt. - IX. Buse. Asé. - X. Orgie. - XI. Nuée. Ange.

Verticalement

1. Sommier. On. - 2. Iliaque. Bru. - 3. Lest. Bouge. - 4. Los. Apepsic. - 5. Oléoduc. Ce. - 6. Nélson. - 7. Quatrein. - 8. Nubiles. - 9. Sciécs. Tore.

GUY BROUTY.

LÉGION D'HONNEUR

Nous publions ci-dessous la suite et la fin des nominations et promotions du 1er janvier dans l'ordre de la Légion d'honneur (Le Monde du 2 janvier).

Urbanisme, logement et transports

Est promu commandeur :

M. Emile Allard, architecte.

Sont promus officiers :

MM. Georges Gramont, ancien administrateur des HLM de Seine-et-Oise; Georges Jouffroy, professeur à l'Ecole des ponts et chaussées; Maurice Renaud, administrateur à l'administration centrale.

Sont nommés chevaliers :

MM. Philippe Paul Chardin, assureur, conseil; Marcel Cuzin, délégué d'une confédération de logement; Gilbert Grandjean, expert des compagnies d'assurances; Jean Le Conte, architecte; Jean Lory, directeur à l'établissement public pour l'aménagement de la Défense; Jacques Moretti, directeur honoraire des HLM de Vaucluse; Roger Sicaud, président des HLM de Mont-Saint-Maxime-Ecole.

Recherche et technologie

Est promu commandeur :

M. Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Baubichet, professeur d'université; Pierre Bouvier, conseiller auprès de l'Office national des forêts; Claude Guillemin, inspecteur général d'un organisme de recherche.

Sont nommés chevaliers :

MM. Daniel Chibrier, chef de département au CEA; Henri Delaunay, président d'une compagnie maritime d'exportation; Jean-Claude Hussenot, directeur du centre spatial de Toulouse; Philippe Lamy, directeur de l'INSERM; Henri de Lumley-Woodward, directeur du laboratoire de préhistoire du Musée de l'Homme; Philippe Nozères, professeur au Collège de France.

Culture

Est promu commandeur :

M. Georges Dumezil, historien, membre de l'Académie française.

Sont promus officiers :

MM. Gérard Ducoux-Rupp, producteur de films; Max Houry, dit Gérard Oury, cinéaste.

M^{me} Elisabeth Léon, dite Gergette Elguy, écrivain, historienne.

M. Jean Tardieu, dramaturge, poète.

Sont nommés chevaliers :

MM. René Allio, cinéaste; Pierre Berge, président de la société Yves Saint-Laurent; Etienne Elguy, directeur de compagnie théâtrale; Ernest Blanc, artiste lyrique; Joseph Bongione, directeur de cirque; Charles Chaynes, chef du service de la création musicale à Radio-France.

M^{me} Colette Ducharme, dite Stéphane Audran, actrice dramatique.

MM. Jean-Loup Dabadie, scénariste, auteur de chansons; Marie-Armand Dubois de Pégnydoux, dit Jean Taillandier, journaliste, écrivain; Claudine Espey, directrice générale de l'école de musique et des arts d'Arles; Michel Garcia, directeur artistique d'une maison de disques; Louis Hazan, président d'un groupe d'éditions musicales.

M^{me} Yolande Jacobé de Neufville, épouse de Lacroix, présidente de l'association des Vieilles Maisons françaises.

MM. Marie Karmitz, cinéaste; Georges Kleinman, ancien président de la commission d'avances sur recettes; Israël Lipzky, dit Morice Lipal, sculpteur; Jacques Marnal, guide à la grotte de Lascaux; Guy Nicot, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux; Michel Piccoli, artiste dramatique.

M^{me} Jeanne-Marie Prodromou, épouse Hugues, dite Jeanne-Michèle, vice-présidente du Salon d'automne.

MM. Serge Reggiani, artiste dramatique, chanteur; Jean Robert, dit Jouty, sculpteur, peintre; Lucien Scheller, spécialiste en livres anciens; Maurice Scherer, dit Eric Rohmer, réalisateur de films; Albert Uderzo, auteur de bandes dessinées; M^{me} Arlette Varda, épouse Demy, dite Agnès Varda, cinéaste.

Jeunesse et sports

Sont promus officiers :

M^{me} Yvonne Sarrail, née Gassot, ancienne inspectrice générale de la jeunesse et des sports.

M. René Truc, président d'un comité olympique et sportif.

Sont nommés chevaliers :

MM. Marcel Ridel, ancien coureur cycliste; Albert Laurant, directeur d'un restaurant universitaire; Robert Patricien, directeur de la rédaction d'un journal sportif; le docteur Henri Pariz, inspecteur général de la jeunesse et des sports; Michel Platini, capitaine de l'équipe de France de football.

Intérieur et décentralisation

Centenaire de la loi du 5 avril 1884

Sont promus officiers :

MM. Louis Brichard, maire de Chamelet (Rhône); Sylvain Diet, maire de Sébazac-Concourès (Aveyron); Serge Lefrançois, conseiller général de l'Essonne; François Mousnier, maire honoraire de Septèmes (Bouches-du-Rhône).

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Marie Baboin, maire honoraire de Saint-Boll (Seine-et-Marne); Paul Bayas, maire de Graines (Hérault); Jean-Marie Bloy, ancien maire de Saint-Léon (Haute-Garonne); André Camus, ancien conseiller général de Seine-et-Marne; Jean Capin, maire de Tonjoux (Gers); Michel Carabin, dit Marcel, ancien conseiller général de la Dordogne; Henri Chazot, conseiller général de l'Ardèche; Fernand Dupuy, ancien maire de Chodé-le-Roi (Vendée); Louis Huet, ancien conseiller général du Finistère; Robert Lapelle, maire d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne); Pierre Maitrot, conseiller général de l'Aube; Marcel Scignon, ancien maire de Bonlieux (Vaucluse); Pierre Valadon, maire du Rouget (Cantal); Joseph Valentin, conseiller général des Vosges.

Environnement

Est promu officier :

M. Jean Tenzin, ancien directeur du centre de recherche de la SNEA.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Brunet, président de la Fédération des associations de pêche et

EN BREF

COURS PARTICULIERS

POUR TOUS. - Les étudiants de l'association Cours pour tous proposent des cours particuliers assurés par des élèves des grandes écoles parisiennes. Ces derniers sont disponibles aux jours et heures qui conviennent aux familles.

* Renseignements : 561-63-15.

DOCUMENTATION

FINANCES COMMUNALES. - La troisième édition de l'ouvrage de Roland Broiles : *Budget des communes de moins de 10 000 habitants*, vient d'être publiée chez Berger-Levrault. Il s'agit d'un excellent outil de travail destiné aux responsables municipaux et aux comptables locaux ou régionaux.

* 489 pages, 295 F.

SÉMINAIRE

PRODUCTIQUE : « L'ÉTAT DE L'ART 1985 ». - C'est le thème du séminaire organisé les 16, 17 et 18 janvier à Paris par CAP GEMINI SOGETI. Cette session s'adresse à des informaticiens de haut niveau et à des responsables de production. Il y sera traité de l'essentiel des domaines de la productique : robotique, ateliers flexibles, contrôle de qualité, maintenance, assistée par ordinateur, ainsi que des aspects économiques des décisions d'investissement en productique et des problèmes sociaux et humains posés par l'introduction de ces techniques.

* Collège informatique de CAP SOGETI, 52, boulevard du Montparnasse 75014 Paris. Tél. : (1) 326-13-51.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 JANVIER

« Les synagogues », 14 h 45, métro Saint-Paul, M^{me} Oswald.

« Musée Fragonard », 15 heures, 12, boulevard des Capucines, M^{me} Allaz (Café nationale des monuments historiques).

« Diderot », 15 h 30, 11, quai Conti (M^{me} Angot).

« Le Donzain Rousseau », 13 heures, Grand-Palais (Café nationale d'Art et d'Antiquité).

« Diderot », 13 heures, 11, quai Conti (P-Y. Jaslet).

« La Conciergerie », 14 heures, entrée (M. Polver).

« Le regard de Diderot », 15 heures, musée du Louvre, porte Desnos (Paris et son histoire).

« Le Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

TRANSPORTS

UNE NOUVELLE LIAISON AÉRIENNE ENTRE L'OUEST ET AVIGNON ET MONTPELLIER.

La compagnie aérienne brétonne, Brit Air, vient de créer, en collaboration avec les compagnies Air Jet et Air Littoral, une nouvelle liaison biquotidienne entre Caen, Le Havre et Rennes, d'une part, et Avignon et Montpellier, d'autre part, via Lyon. A titre d'exemple, l'aller simple entre Le Havre et Montpellier coûte 1 401 F (vol ordinaire), 1 290 F (vol blanc) ou 932 F (vol bleu); l'aller simple entre Rennes et Montpellier coûte 1 272 F, 1 172 F ou 824 F selon le vol choisi.

JEUNES

Potagers scolaires en Bolivie

Richelieu, en Touraine. Le cardinal y fit construire son château - détruit au dix-neuvième siècle - et une ville dont l'architecture princière fut imitée à Versailles. Deux places à arcades, une grande rue - Royale - bordée de vingt-huit hôtels particuliers : le tout village de France entièrement du dix-septième et classé. Richelieu, qui célèbre, en 1985, le tricentenaire de la naissance de l'éminentissime, se meurt de mort lente, faute d'avoir été restauré.

Richelieu meurt dans ses vieilles pierres, mais fait naître la vie ailleurs : « 1985 », dit Catherine Leroy, une étudiante en droit de vingt ans, c'est aussi l'Année internationale de la jeunesse, c'est-à-dire l'année de la vie. Catherine Leroy, responsable d'une association d'aide au tiers-monde dont le siège est à Richelieu, a monté une opération Potagers scolaires en Bolivie.

Pourquoi des potagers ? « Pour aller à la racine du problème de la faim, nous avons pensé qu'il fallait donner l'autosuffisance alimentaire par des potagers. » Et pourquoi la Bolivie ? « Parce que ce pays présentait les données les plus simples pour réaliser notre projet. Or nous voulons prouver que ça marche. » Et, ce problème résolu, s'attaquer à des pays où les solutions sont plus complexes.

Catherine Leroy se souvient aussi, que, au dix-septième siècle, saint Vincent de Paul, patron des jardins ouvriers, fit attribuer des terrains pour que l'on y cultive des potagers communaux afin de lutter contre la famine qui sévissait alors.

Qui a dit que la jeunesse n'avait plus d'idéal ? « Nous sommes des milliers de jeunes à

Le Havre et Rennes, d'une part, et Avignon et Montpellier, d'autre part, via Lyon. A titre d'exemple, l'aller simple entre Le Havre et Montpellier coûte 1 401 F (vol ordinaire), 1 290 F (vol blanc) ou 932 F (vol bleu); l'aller simple entre Rennes et Montpellier coûte 1 272 F, 1 172 F ou 824 F selon le vol choisi.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Horizontalement

I. Silkomés. - II. Oné olé. - III. Missel. NI. - IV. Mat. Osque. - V. Iq. Adoube. - VI. Eu. Punaïs. - VII. Rebec. TI. - VIII. Op. Prêt. - IX. Buse. Asé. - X. Orgie. - XI. Nuée. Ange.

Verticalement

1. Sommier. On. - 2. Iliaque. Bru. - 3. Lest. Bouge. - 4. Los. Apepsic. - 5. Oléoduc. Ce. - 6. Nélson. - 7. Quatrein. - 8. Nubiles. - 9. Sciécs. Tore.

GUY BROUTY.

Jeunesse et sports

Sont promus officiers :

M^{me} Yvonne Sarrail, née Gassot, ancienne inspectrice générale de la jeunesse et des sports.

M. René Truc, président d'un comité olympique et sportif.

Sont nommés chevaliers :

MM. Marcel Ridel, ancien coureur cycliste; Albert Laurant, directeur d'un restaurant universitaire; Robert Patricien, directeur de la rédaction d'un journal sportif; le docteur Henri Pariz, inspecteur général de la jeunesse et des sports; Michel Platini, capitaine de l'équipe de France de football.

Intérieur et décentralisation

Centenaire de la loi du 5 avril 1884

Sont promus officiers :

MM. Louis Brichard, maire de Chamelet (Rhône); Sylvain Diet, maire de Sébazac-Concourès (Aveyron); Serge Lefrançois, conseiller général de l'Essonne; François Mousnier, maire honoraire de Septèmes (Bouches-du-Rhône).

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Marie Baboin, maire honoraire de Saint-Boll (Seine-et-Marne); Paul Bayas, maire de Graines (Hérault); Jean-Marie Bloy, ancien maire de Saint-Léon (Haute-Garonne); André Camus, ancien conseiller général de Seine-et-Marne; Jean Capin, maire de Tonjoux (Gers); Michel Carabin, dit Marcel, ancien conseiller général de la Dordogne; Henri Chazot, conseiller général de l'Ardèche; Fernand Dupuy, ancien maire de Chodé-le-Roi (Vendée); Louis Huet, ancien conseiller général du Finistère; Robert Lapelle, maire d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne); Pierre Maitrot, conseiller général de l'Aube; Marcel Scignon, ancien maire de Bonlieux (Vaucluse); Pierre Valadon, maire du Rouget (Cantal); Joseph Valentin, conseiller général des Vosges.

Environnement

Est promu officier :

M. Jean Tenzin, ancien directeur du centre de recherche de la SNEA.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Brunet, président de la Fédération des associations de pêche et

DANIELLE TRAMARD.

(1) Les Clubs UNESCO-René Mahou ont adopté la charte de l'UNESCO, mais sont totalement indépendants de cette organisation.

* Club UNESCO-René Mahou, 15, Grand-Rue, 37120 Richelieu. Tél. : (47) 58-22-47. Catherine Leroy voudrait créer une association universelle hebdomadaire sur : « Le tiers-monde pratique » dans le même esprit : proposer aux jeunes des actions concrètes de micro-projets précis.

MON D'HONNEUR

Le Monde

Recherche et technique

Les premiers commandants

Les premiers officiers

Les premiers chevaliers

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le premier commandant

Le premier officier

Le premier chevalier

Le Monde

chronologie

LES ÉVÉNEMENTS DE 1984

... LE MONDE - Jeudi 3 janvier 1985 - Page 19

L'année Reagan

JANVIER

6. - **TUNISIE** : Après les émeutes qui ont fait au moins soixante-dix morts depuis le 29 décembre, le président Bourguiba reporte les augmentations du prix du pain et des produits céréaliers.

10. - **DANEMARK** : Aux élections législatives, les conservateurs du premier ministre, M. Poul Schlüter, obtiennent 42 sièges (+16). Mais la coalition quadripartite de centre droit, au pouvoir depuis septembre 1982, reste minoritaire avec 76 (+11) des 179 sièges.

17. - **EST-QUEST** : La conférence sur le désarmement en Europe (CDE) s'ouvre à Stockholm en présence des trente-cinq ministres des affaires étrangères des pays signataires en 1975 de l'acte final d'Helsinki. MM. Shultz et Gromyko se rencontrent le 18 et décident que les négociations MBFR sur les forces classiques en Europe reprendront à Vienne le 16 mars.

22. - **MAROC** : Après des émeutes qui ont fait depuis le 19 dans plusieurs villes du nord du pays vingt-neuf morts, selon un bilan officiel, le roi Hassan II renonce à l'augmentation prévue des produits de première nécessité.

25. - **TCHAD** : Un Jaguar français est abattu à Torodoum, au nord de la « ligne verte », et son pilote est tué. Paris décide d'étendre d'une centaine de kilomètres vers le nord le « périmètre de sécurité » de ses forces stationnées au Tchad depuis août 1983.

27. - **BRESIL** : Le Brésil obtient au prêt de 6,5 milliards de dollars de quelque six cents banques étrangères.

FÉVRIER

9. - **URSS** : Mort de Iouri Andropov, qui n'était plus apparu en public depuis le 13 août 1983. Le

13. M. Constantin Tebernenko, ancien protégé de Brejnev qui avait été le rival d'Andropov pour sa succession en novembre 1982, est élu à la présidence du PCUS.

15. - **IRAN-IRAK** : L'armée iranienne lance, en plusieurs étapes, de nouvelles offensives en territoire irakien qui provoquent de très violents combats. Les forces iraniennes réussissent à occuper les îles Majnoun, riches en pétrole. L'armée irakienne est accusée d'utiliser des armes chimiques, ce qui est confirmé, le 26 mars, par un rapport d'experts de l'ONU.

16. - **AFRIQUE DU SUD-ANGOLA** : L'Angola et l'Afrique du Sud signent à Lusaka un accord sur le « désengagement » des troupes sud-africaines du Sud-angola. Ce repli n'est cependant pas achevé avant la fin de l'année.

25. - **IRAN** : Dix membres de la « branche militaire » du Toudch, le parti communiste iranien, sont exécutés.

26. - **ESPAGNE** : Aux élections régionales du Pays basque, les nationalistes modérés l'emportent, mais les partisans de l'ETA militent pour maintenir leurs positions, malgré l'assassinat, le 23, du sénateur socialiste Enrique Casias.

27/II-5/III. - **NIGERIA** : De violents affrontements entre forces de police et intégristes musulmans font plusieurs centaines de morts à Yola, capitale de l'Etat du Gongola, dans le nord-est du pays.

MARS

7. - **FRANCE-ESPAGNE** : L'arrondissement de deux chalutiers espagnols qui pêchaient illégalement dans le golfe de Gascogne et le fait qu'un avis de la marine française est tiré au canon, faisant deux blessés, provoquent une vive tension entre Paris et Madrid.

12. - **GRANDE-BRETAGNE** : Début de la grève des mineurs de

charbon sous l'impulsion de M. Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs, pour tenter d'empêcher la fermeture de puits non rentables. Le conflit, marqué par de nombreux et violents affrontements avec les forces de l'ordre, n'est pas terminé à la fin de l'année.

15. - **TURQUIE** : Les déteus de la prison militaire de Diyarbakir cessent la grève de la faim qui les « décamait en vain » : au moins onze d'entre eux en sont morts.

16. - **AFRIQUE DU SUD-MOZAMBIQUE** : Signature d'un « pacte de non agression » qui prévoit que Pretoria renonce à aider la guérilla menée par la Résistance nationale du Mozambique (RNM) et que Maputo s'engage à ne plus soutenir le Congrès national africain (ANC) en lutte contre le régime de l'apartheid.

19-20. - **CEE** : Echec du conseil européen de Bruxelles en raison de l'intransigeance britannique sur les questions budgétaires. En février, M. Mitterrand, président en exercice de la Communauté, s'est rendu chez ses neuf partenaires.

20. - **RDA-RFA** : M. Ingrid Berg, nièce du premier ministre allemand qui s'était réfugiée, avec sa famille, le 24 février, à l'ambassade de RFA à Prague pour obtenir d'émigrer à l'Ouest, arrive en RFA. En dépit de la publicité accordée à cette affaire, les relations inter-allemandes se réchauffent et les autorités d'émigration accordées par Berlin-Est s'accroissent.

21-28. - **FRANCE-ETATS-UNIS** : Visite officielle de M. Mitterrand aux Etats-Unis.

23-25. - **CHINE-JAPON** : Visite de M. Nakasone en Chine.

31. - **CEE** : Les ministres de l'agriculture parviennent à un accord sur les prix de la campagne 1984-1985 et le démantèlement partiel des montants compensatoires monétaires (MCM), ainsi que sur la réduction de la production laitière, qui suscite le mécontentement des agriculteurs européens.

AVRIL

3. - **GUINÉE** : Un comité militaire de redressement national prend le pouvoir en dénonçant la « dictature sanglante » d'Ahmed Sékou Touré, décédé le 26 mars. Le colonel Lansana Conté est nommé président de la République.

6. - **CAMEROUN** : Une tentative de coup d'Etat est suivie, à Yaoundé, de violents affrontements qui font officiellement soixante-dix morts. La garde républicaine, à laquelle appartenaient les putschistes, est dissoute, le 11, par le président Biya et, selon des sources non officielles, trente-cinq personnes sont exécutées le 1^{er} mai.

17. - **GRANDE-BRETAGNE-LIBYE** : La mort d'une jeune femme policière, tuée par des coups de feu tirés d'une des fenêtres de l'ambassade de Libye à Londres, provoque, le 22, la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Tripoli.

20. - **AFGHANISTAN** : Les forces soviéto-afghanes laissent contre les moudjahidins de la vallée du Panjshir, au nord-est de Kaboul, la plus importante offensive depuis l'arrivée de l'armée rouge, en décembre 1979.

23-24. - **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : Des émeutes contre la politique d'austérité provoquent la mort d'au moins quarante-cinq personnes.

25. - **BRESIL** : Malgré une importante mobilisation populaire, le Congrès rejette l'amendement constitutionnel déposé par l'opposition en vue du rétablissement immédiat du suffrage universel pour désigner le successeur du président Figueiredo. 298 députés, dont 54 des 234 membres de la formation gouvernementale, ont voté pour : il e fallait 320.

26/IV-1/V. - **CHINE-ETATS-UNIS** : Le président Reagan effectue en Chine sa première visite officielle dans un pays communiste.

MAI

1 et 3. - **POLOGNE** : Des manifestations, organisées à l'appel de Solidarité, sont suivies d'affrontements avec les forces de l'ordre.

6. - **ÉQUATEUR** : M. Leon Febres Cordero (conservateur) remporte l'élection présidentielle et bat M. Rodrigo Borja, le candidat de la gauche modérée arrivé en tête au premier tour, le 29 janvier. M. Febres Cordero succède le 10 août au président démocrate-chrétien sortant, M. Osvaldo Hurtado.

6. - **PANAMA** : A la première élection présidentielle depuis seize ans, M. Nicolas Ardito Barletta, candidat populiste soutenu par les militaires, est élu avec 1 713 voix (0,2 %) d'avance sur le candidat conservateur, M. Arnulfo Arias. M. Barletta entre en fonctions le 11 octobre.

8. - **EST-QUEST** : Le comité olympique d'URSS annonce qu'il ne participera pas aux Jeux de Los Angeles. Treize pays proches de l'URSS s'associent ensuite à ce boycott.

13-16. - **IRAN-IRAK** : Trois pétroliers, deux koweïtiens et un saoudien, sont attaqués dans le Golfe par l'aviation iranienne. C'est la première fois que l'Iran s'en prend directement aux Etats arabes qui soutiennent économiquement et



militairement l'Irak. Mais ces attaques sont aussi des répliques à celles menées depuis le 26 avril par l'aviation iranienne contre des pétroliers venus s'approvisionner au terminal iranien de l'île de Kharg. Bien que ces attaques se poursuivent au rythme de trois à quatre par mois jusqu'à la fin de l'année, le trafic pétrolier ne sera pas vraiment désorganisé. Washington qui a réaffirmé son attachement à la libre navigation dans le Golfe annonce, le 29 mai, la livraison à l'Arabie saoudite de quatre cents missiles antiaériens Stinger. Le 5 juin, un avion iranien qui avait pénétré dans l'espace aérien saoudien est abattu par la chasse saoudienne.

14. - **PHILIPPINES** : Aux élections législatives, le parti du président Marcos conserve la majorité, mais, avec 110 des 183 sièges, il perd une quarantaine de sièges par rapport à 1978. L'opposition, conduite par l'UNIDO, progresse surtout dans les grandes villes : elle réussit à faire élire 62 députés, dont 15 des 21 de la région de Manille.

14-18. - **FRANCE-NORVÈGE ET SUÈDE** : Visite officielle de M. Mitterrand en Norvège, puis en Suède.

17. - **ETATS-UNIS** : La Contingent Illinois, septième banque des Etats-Unis, est sauvée de la faillite grâce à une aide de 7,5 milliards de dollars d'autres banques et de l'Etat américain, qui lui permet de faire face à l'avalanche de retraits de ses déposants.

23. - **RFA** : L'Assemblée fédérale élit M. Richard von Weizsäcker (chrétien-démocrate) à la présidence de la République. Il succède

JUIN

6. - **INDE** : L'armée indienne donne l'assaut au Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, où sont retranchés depuis des mois des militants autonomistes sikhs. De très violents combats ont lieu, et au moins sept cents personnes, selon les bilans officiels, sont tués, dont quatre-vingt-dix soldats, ainsi que les principaux dirigeants sikhs extrémistes. Environ trois mille cinq cents personnes sont arrêtées, dont la plupart des dirigeants sikhs modérés. Les jours suivants, quatre mille à cinq mille soldats sikhs descendent l'armée indienne.

7-9. - **SOMMET DE LONDRES** : La dixième conférence économique des sept principales démocraties industrialisées, est principalement consacrée au problème de l'endettement des pays en voie de développement.

(Lire la suite page 20.)

Le Liban et la question du Proche-Orient

JANVIER

4. - Un raid de l'aviation israélienne contre deux bases de terroristes liés à l'Iran à près de Baalbek au nord du Liban fait au moins cent morts.

16-19. - Le 4^e sommet islamique, qui rassemble à Casablanca (Maroc) les représentants de quarante et un des quarante-quatre pays membres, dont vingt-trois chefs d'Etat, décide par 32 voix, et malgré l'opposition de la Libye et de la Syrie, la réintégration de l'Egypte, exclue en 1979 après la signature du traité de paix avec Israël.

18. - Le Jihad islamique revendique l'assassinat de Malcolm Kerr, président de l'Université américaine de Beyrouth.

FÉVRIER

6-7. - Les miliciens chiites d'Amal prennent le contrôle de Beyrouth-Ouest après de très violents combats. De nombreux soldats de l'armée libanaise pacifistes avec les miliciens. Six mois après la réunification, la capitale libanaise est à nouveau coupée en deux.

7. - Le président Reagan annonce le rapatriement de « marines » américaines de la force multinationale sur les navires croisant au large de Beyrouth. L'opération sera achevée le 28. Entre-temps, le contingent britannique quitte Beyrouth le 8 et l'italien, le 20. Seuls restent les soldats français.

14-15. - Les miliciens druzes se rendent maîtres de la montagne, au sud-est de Beyrouth et de la côte dans la région de Damour. L'armée libanaise subit un nouveau revers et ne réussit à se maintenir qu'à Souk-el-Gharb.

28/II-1/III. - M. Yasser Arafat se rend à Amman pour reprendre avec le roi Hussein le dialogue jordanien-palestinien interrompu depuis le 10 avril 1983.

29. - Au Conseil de sécurité, l'URSS met son veto à la proposition française d'envoi de « casques bleus » de l'ONU à Beyrouth.

29/II-1/III. - Le président libanais, M. Amine Gemayel, se rend à Damas où il est accueilli avec élan par le président syrien, M. Hafez el-Assad.

MARS

5. - Le conseil des ministres libanais annule l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.

12-20. - La réunion à Lausanne de la conférence de dialogue libanaise, qui s'était déjà tenue à Genève du 31 octobre au 4 novembre 1983, n'a pas de résultat immédiat.

31. - Le président Gemayel met officiellement fin à la mission de la force multinationale au Liban. Du 25 au 31, les mille deux cent cinquante soldats français ont quitté Beyrouth.

AVRIL

2. - Trois terroristes palestiniens ouvrent le feu à la mitrailleuse et lancent des grenades sur la foule en plein centre de Jérusalem. Une personne est tuée et quarante-sept autres blessées ; l'un des agresseurs est aussi tué et les deux autres arrêtés.

13. - Quatre jeunes Palestiniens qui avaient détourné la veille l'autobus Tal-Aviv-Ashdod sont tués par l'armée israélienne. Une commission d'enquête militaire reconnaît, le 28 mai, que deux des quatre terroristes ont été

tus à coups de crosse par les soldats qui les ont capturés.

25. - La désengagement des forces de la ligne de démarcation séparant les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth est achevé : le cessez-le-feu prévu par la conférence de Lausanne est à peu près respecté depuis le 15, et mille deux cents policiers libanais et cent cinquante observateurs, dont quatre-vingts français, se sont interposés entre les belligérants.

27. - La police israélienne réussit à démanteler un réseau d'extrémistes juifs : une vingtaine de personnes sont arrêtées, et six bombes, placées dans des autobus, sont désamorcées.

30. - Au Liban, M. Rachid Karamé, musulman sunnite membre du Front de salut national (opposition) nommé premier ministre le 28 par le président Gemayel, forme un gouvernement d'union nationale de dix membres : MM. Camille Chamoun et Pierre Gemayel (chrétiens maronites), ainsi que M. Nabih Barri (musulman chiite) et M. Wadid Joublat (druze) en font partie.

JUIN

12. - Au Liban, le gouvernement d'union nationale de M. Karamé obtient l'investiture du Parlement, assortie de « pouvoirs exceptionnels ». La veille, les milices, voulant faire pression sur les députés, des bombardements massifs avaient fait cent vingt morts à Beyrouth.

JUILLET

9. - A Beyrouth, le réouverture du port et de l'aéroport, fermés depuis le 6 février, achève l'entrée

en application du plan de sécurité, après le retrait, le 3, des armes lourdes et les milices belligérantes et le déploiement, le 4, de l'armée libanaise, réunifiée depuis le 23 juin sous un commandement collégial.

SEPTEMBRE

20. - Le Jihad islamique revendique un attentat avec une camionnette piégée contre l'annexe de l'ambassade américaine à Beyrouth. Vingt-trois personnes sont tuées, dont deux Américains.

25. - Le Jordanie rétablit ses relations diplomatiques avec l'Egypte, interrompues depuis le 28 mars 1979, lors du sommet arabe de Bagdad qui avait condamné les accords de Camp-David.

NOVEMBRE

8. - Des pourparlers militaires israélo-libanais s'ouvrent, sous l'égide des Nations unies, à Nakoura, au Liban du Sud, pour prévoir des dispositions de sécurité permettant le retrait israélien du Liban.

22-29. - Le conseil national palestinien (Parlement) réuni à Amman (Jordanie), reconduit par acclamations à la tête de l'OLP, M. Yasser Arafat qui avait remis sa démission.

DÉCEMBRE

29. - Fahd Kawaasmeh, membre du comité exécutif de l'OLP, est assassiné à Amman (Jordanie). M. Arafat met en cause la Syrie.

Chronologie établie par PHILIPPE BOUCHER et EDOUARD MASUREL

Les tensions en Amérique centrale

JANVIER

11. - M. Henry Kissinger rend public le rapport de la commission bipartite de réflexion sur l'Amérique centrale créée en juillet 1983 par le président Reagan. Il préconise que les Etats-Unis apportent à la région une aide économique de 8,4 milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

AVRIL

10. - Le Sénat américain, à majorité républicaine, condamne par 84 voix contre 12, la participation de la CIA au minage des ports nicaraguayens, qui suscite une vive réprobation internationale. Le 25, le Nicaragua porte plainte contre les Etats-Unis devant la Cour internationale de justice de La Haye.

13. - Alors que le Nicaragua fait face à une offensive sans précédent des « contras », les guérilleros de l'Alliance révolutionnaire (ARDE) de M. Eden Pastora prennent le contrôle de San Juan del Norte, petit port de la côte atlantique proche du Costa Rica. La ville est reprise le 17 par les forces sandinistes.

MAI

6. - Au Salvador, M. José Napoleón Duarte (démocrate chrétien), qui est arrivé en tête, le 25 mars, au premier tour de l'élection présidentielle, est élu au deuxième tour avec 53,6 % des suffrages contre 46,4 % au commandant Roberto d'Aubuisson, candidat de l'extrême droite. M. Duarte, qui succède le 1^{er} juin à M. Álvaro Magaña, se rend, du 19 au 23 mai, aux Etats-Unis.

24. - Le Congrès américain approuve une aide militaire d'urgence de 62 millions de dollars au Salvador, mais refuse les 21 millions de dollars de nouveaux crédits demandés par le président

Reagan pour les « contras » du Nicaragua.

SEPTEMBRE

7. - Le groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) rend public son plan de paix pour l'Amérique centrale. Managua se déclare prêt à le signer. Washington le trouve trop favorable à Nicaragua. Les ministres des affaires étrangères des dix pays de la CEE, de l'Espagne et du Portugal, réunis les 28 et 29 à San-José-de-Costa-Rica avec ceux d'Amérique centrale et du groupe de Contadora, lui apportent leur soutien.

OCTOBRE

15. - M. José Napoleón Duarte rencontre six représentants (deux civils et quatre militaires) de l'insurrection au Salvador dans l'église de La Palma, ville du nord du pays située dans une zone contrôlée par la guérilla.

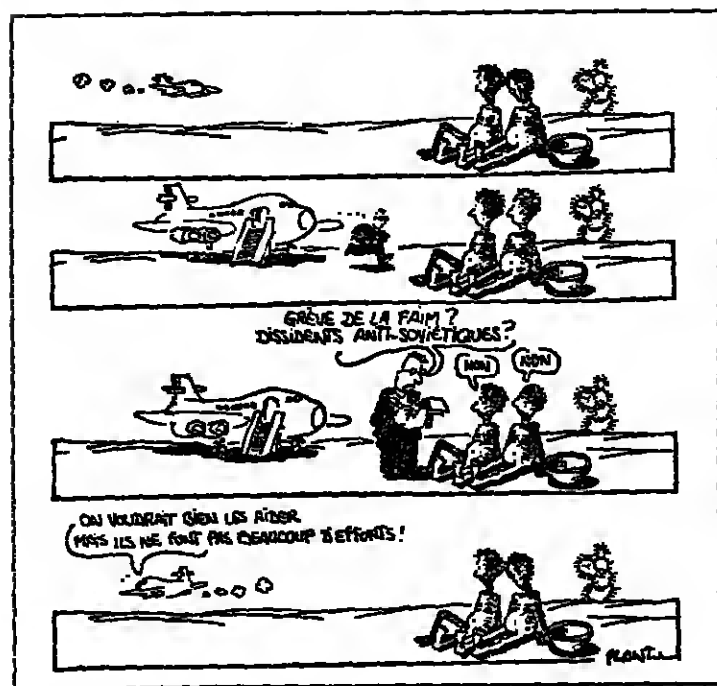
NOVEMBRE

4. - Au Nicaragua, 75,4 % des électeurs participent aux élections, malgré les consignes d'abstention données par une grande partie de l'opposition. M. Daniel Ortega, seul candidat, pour les sandinistes, est élu président de la République avec 66,97 % des voix : il prendra ses fonctions le 10 janvier 1984. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) obtient 61 des 96 sièges que compte l'Assemblée constituante à législative.

7-14. - Vive tension entre les Etats-Unis et le Nicaragua, après la livraison à Managua par un navire soviétique de matériel militaire « volent » : Washington affirmait, malgré les dénégations nicaraguayennes, qu'il pouvait s'agir d'avions de combat Mig-21.

هكذا من الأصل

LES ÉVÉNEMENTS



(Suite de la page 19.)

11. - HAUTE-VOLTA : Sept personnes sont condamnées à mort et exécutées ; arrêtées le 27 mai, elles étaient impliquées dans une tentative de coup d'État prévue pour le 28 mai.
- 12-14. - COMECON : Conférence au sommet des dix membres du COMECON à Moscou.
13. - ITALIE : Les obsèques d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste, décédé le 11, rassemblent un million et demi de personnes à Rome.
- 14 et 17. - CEE : Les élections européennes sont marquées, dans la plupart des pays de la Communauté, par une abstention élevée et par un recul général des majorités au pouvoir. M. Pierre Pflimlin (chrétien-démocrate, France) est élu, le 24 juillet, président du Parlement européen.
17. - POLOGNE : Le pouvoir annonce l'échec du boycottage des élections locales prévu par Solidarité, mais les chiffres officiels de participation sont tombés de 98 % à 75 %. M. Walesa affirme, le 24, qu'en moyenne 40 % de l'électorat, soit plus de 10 millions de personnes, se sont abstenus.
- 20-23. - FRANCE-URSS : Visite officielle de M. Mitterrand en URSS. Dans son discours prononcé le 21 au Kremlin, il évoque le « cas du professeur Sakharov ».
- 21-22. - FINANCES MONDIALES : La conférence de Carthagène (Colombie) sur l'endettement, qui rassemble onze pays latino-américains, demande une réduction substantielle et immédiate des taux d'intérêt. Le passage à 13 %, le 26, du taux de base des banques américaines (c'est la quatrième hausse de 0,5 % depuis le 19 mars) suscite de vives réactions dans les onze pays.
- 25-26. - CEE : Au conseil européen de Fontainebleau, les Dix, mettant fin à un contentieux qui dure depuis 1979, parviennent à un accord sur le montant de la compensation à accorder à la Grande-Bretagne pour alléger sa contribution au budget européen.
26. - RFA : Le comte Otto Lambsdorff, inculpé pour corruption dans l'affaire des pots-de-vin versés par le groupe industriel Flick, renonce à ses fonctions de ministre de l'économie.
28. - RFA : Le syndicat IG Metall et le patronat de la métallurgie signent un accord qui fixe la durée moyenne hebdomadaire de travail à 38 h 30 à partir du 1^{er} avril 1985. Cet accord met fin à la grève pour les 35 heures qui avait commencé le 14 mai.
29. - ÉTATS-UNIS-URSS : Alors que les Américains ont réussi, le 10, à détruire une ogive de missile balistique par collision avec un engin non explosif à 180 km de la Terre, le gouvernement soviétique propose l'ouverture en septembre à Vienne de « négociations sur la prévention de la militarisation de l'espace ». Washington semble accepter, mais Moscou, estimant que les Américains veulent déclencher le sujet des discussions, déclare, début août, que la négociation est devenue « impossible ».
- JUILLET
1. - GUATEMALA : A l'élection d'une Assemblée constituante, le Parti démocrate-chrétien arrive en tête et l'extrême droite, qui avait les faveurs de l'armée et du secteur privé, subit un échec. Le général Oscar Mejia affirme, le 3, qu'il remettra le pouvoir aux civils en 1985.
5. - NIGÉRIA - GRANDE-BRETAGNE : L'enlèvement raté, à Londres, de M. Umaru Dikko, ancien ministre nigérian recherché par le régime militaire de Lagos, provoque une vive tension dans les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Nigéria.
- 9-11. - FRANCE - JORDANIE : M. Mitterrand se rend en visite officielle en Jordanie.
14. - NOUVELLE-ZÉLANDE : Aux élections législatives, le Parti travailliste de

- incidents sporadiques qui se poursuivent les semaines suivantes s'accroissent, d'une sévère répression, tandis que, en application de la nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 3, M. Pieter Botha, premier ministre depuis six ans, prête serment, le 14, comme président de la République sud-africaine.
4. - CANADA : Aux élections législatives, le Parti conservateur de M. Brian Mulroney remporte une victoire écrasante : il obtient 211 sièges sur 282, contre 103 en 1980. Le Parti libéral de M. John Turner, qui a succédé à la tête du gouvernement à M. Pierre Elliott Trudeau le 30 juin, n'a plus que 40 sièges contre 147 en 1980.
4. - RDA-RFA : M. Erich Honecker, chef de l'État et du Parti est-allemand, ajourne la visite qu'il devait faire fin septembre en Allemagne fédérale. Depuis deux mois, Moscou, irrité par l'amélioration des relations entre les deux Allemagnes, critiquait de plus en plus vivement la RFA et son gouvernement de M. Helmut Kohl.
- FINANCES MONDIALES : Le Mexique obtient des banques internationales le rétablissement à long terme (quatorze ans) de 48,5 milliards de dollars de sa dette publique. Le Venezuela conclut le 22 avec ses banques créancières un accord de rétablissement tout aussi favorable portant sur 20,75 milliards de dollars de sa dette extérieure.
- 9-20. - VATICAN : Jean-Paul II effectue une tournée triomphale dans huit des dix provinces du Canada.
13. - ISRAËL : Un accord d'unité nationale est signé entre le Parti travailliste de M. Shimon Peres, le Likoud de M. Itzhak Shamir et sept autres petits partis. Le cabinet, dirigé pour les deux premières années de la législature par M. Peres, reçoit, le 13, l'investiture de la Knesset, où il dispose d'une majorité de 97 députés sur 120. Il se donne pour tâches prioritaires le désengagement du Liban et l'assainissement de l'économie.
14. - MAROC : Aux élections législatives, l'Union constitutionnelle, parti centriste créé il y a dix-sept mois par M. Mouti Bouabid, arrive en tête avec 55 des 199 sièges à pourvoir au Parlement.
- 28-VII-12-VIII. - ÉTATS-UNIS : Les Jeux olympiques de Los Angeles sont triomphalement dominés par les sportifs des États-Unis (174 médailles dont 83 en or), en l'absence de ceux des pays de l'Est, sauf de la Roumanie, deuxième avec 53 médailles dont 20 en or. La France se classe au douzième rang avec 28 médailles dont 5 en or.
- AOUT
2. - BURKINA : La Haute-Volta devient la République démocratique et populaire du Burkina.
10. - MER ROUGE : L'Égypte met en garde l'Iran et la Libye qu'elle soupçonne d'être responsables du mouillage de mines dans le golfe de Suez et la mer Rouge : dix-sept navires ont été endommagés entre le 9 juillet et le 15 août. La responsabilité des explosions, bien que revendiquée par l'organisation terroriste Jihad islamique, n'est pas déterminée, même après les opérations de déminage auxquelles participent des navires américains, britanniques, français et italiens.
13. - LIBYE-MAROC : Le roi Hassan II et le colonel Kadhafi, réunis à Oujda (Maroc), signent un traité d'union entre le Maroc et la Libye. Ce traité est approuvé, le 31, à 99,97 % par le peuple marocain et à l'unanimité par le Congrès du peuple libyen.
17. - URSS : M^{me} Elena Bonner, épouse de l'académicien dissident Andreï Sakharov, est condamnée à cinq ans d'assignation à résidence à Gorki, où son mari est resté depuis 1980. Malgré le manque d'informations, il semble que M. Sakharov ait cessé la grève de la faim qu'il avait commencée le 2 mai pour obtenir que son épouse puisse aller se faire soigner en Occident.
25. - MER DU NORD : Après une collision avec un ferry allemand, le porte-conteneurs français *Mont-Louis* coule au large d'Ostende (Belgique). Les écologistes alertent l'opinion, car le *Mont-Louis* transportait trente fûts contenant un produit radioactif, l'hexafluorure d'uranium. Le 4 octobre, tous les fûts ont pu être récupérés.
28. - AFRIQUE DU SUD : Après les méts, qui n'avaient participé qu'à 29,48 % au scrutin du 22 août, seuls 20,23 % des Indiens votent pour élire leurs représentants aux deux Chambres du Parlement créées par la nouvelle Constitution.
30. - FRANCE-MAROC : M. Mitterrand se rend en « visite privée » au Maroc où il revient, du 31 août au 2 septembre, après un bref séjour à Lisbonne. Il s'entretient avec le roi Hassan II dans sa résidence d'été à Ifrane.
- SEPTEMBRE
- 2-4. - AFRIQUE DU SUD : De violentes émeutes font, selon un bilan officiel, trente et un morts dans les cités noires du triangle du Vaal, au sud de Johannesburg. Les

- vague d'arrestations de membres présumés de la Mafia sicilienne, après les révélations d'un « parrain » repent, Tommaso Buscetta.
- OCTOBRE
- 3-5. - FRANCE-GABON : Le président Omar Bongo effectue en France une « visite d'État ».
12. - GRANDE-BRETAGNE : L'explosion d'une bombe, dans le Grand Hôtel de Brighton, où résidaient les membres du gouvernement britannique, fait quatre morts et trente blessés. L'attentat est revendiqué par l'IRA.
- LES PRIX NOBEL
11. - LITTÉRATURE : Jaroslav Seifert, poète tchécoslovaque.
15. - MÉDECINE : MM. Niels Jerne (Danemark), Georges Kohler (RFA) et César Milstein (Grande-Bretagne).
16. - PAIX : Mgr Desmond Tutu, évêque sud-africain.
17. - PHYSIQUE : MM. Carlo Rubbia (Italie) et Simon Van der Meer (Pays-Bas).
17. - CHIMIE : M. Bruce Merrifield (États-Unis).
18. - ÉCONOMIE : Sir Richard Stone (Grande-Bretagne).
18. - ARGENTINE-CHILI : Après une médiation pontificale, l'Argentine et le Chili parviennent à un accord qui met fin au différend territorial qui les opposait depuis 1881 dans la zone australe du canal de Beagle.
19. - FRANCE-ALGÉRIE : M. Mitterrand s'entretient avec le président Chadli à Alger.
19. - POLOGNE : L'assassinat du Père Jerzy Popieluszko, vicaire d'une paroisse ouvrière de Varsovie et défenseur très populaire des idées de Solidarité, par trois officiers de la sécurité, arrêtés le 24, suscite une vague d'indignation. Ses obsèques, à Varsovie, le 1^{er} novembre, rassemblent des centaines de milliers de personnes arborant l'emblème de Solidarité.
28. - CHINE : Le troisième plénum du douzième congrès du PC chinois s'achève en adoptant la « réforme urbaine » qui prévoit d'instaurer dans l'industrie, de manière « réaliste » et « prudente », une décentralisation de la gestion ainsi que la vérité des salaires et des prix.
- 23-24. - PHILIPPINES : La commission chargée d'enquêter sur l'assassinat, le 21 août 1983, de Benigno Aquino, réfute la version officielle d'un tueur à gages solitaire et met en cause vingt-cinq militaires, dont le général Ver, chef d'état-major de l'armée.
- 23-26. - FRANCE - GRANDE-BRETAGNE : Visite officielle de M. Mitterrand en Grande-Bretagne.
25. - ÉTHIOPIE : Les pays occidentaux accroissent leur aide à l'Éthiopie, où six millions de personnes sont menacées de famine en raison de la sécheresse.
25. - RFA : M. Rainer Barzel, président du Bundestag, démissionne après avoir été accusé par la presse ouest-allemande d'avoir reçu du groupe industriel Flick 1,6 million de Deutschmarks entre 1973 et 1979 pour avoir cédé la présidence du Parti chrétien-démocrate à M. Helmut Kohl.
27. - FRANCE-AFGHANISTAN : Jacques Abovchar, journaliste à Antenne 2, fait prisonnier en Afghanistan le 17 septembre, revient en France. Condamné le 20 par un tribunal de Kaboul à dix-huit ans de prison, il a été gracié le 25 après de très fortes pressions du gouvernement français auprès des autorités soviétiques et afghanes.
31. - INDE : Indira Gandhi est assassinée à New-Delhi par deux sikhs membres de son service de sécurité. Son fils, M. Rajiv Gandhi, est aussitôt nommé premier ministre, tandis que, jusqu'au 3 novembre, jour des obsèques d'Indira Gandhi, des violences anti-sikhs font, selon un bilan officiel, 1 277 morts, dont 651 à New-Delhi.
31. - OPEP : Après les baisses des prix du pétrole norvégien, le 12, puis britannique, le 17, et nigérian, le 18, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide de réduire son plafond de production de 17,5 millions à 16 millions de barils par jour et de répartir de nouveaux quotas de production pays par pays, mais de maintenir le prix de référence de 29 dollars par baril.
- NOVEMBRE
1. - ALGÉRIE : Le trentième anniversaire du déclenchement de l'insurrection algérienne est célébré à Alger avec un éclat exceptionnel. La présence de M. Claude Cheysson à ces cérémonies a suscité en octobre des protestations en France, en particulier au sein de l'opposition.
- 5-6. - AFRIQUE DU SUD : La grève générale organisée dans la province du Transvaal, à l'appel de nombreux mouvements antiparthéid, est largement suivie par la population noire. Des affronte-

- ments provoquent la mort de 23 personnes, ce qui porte à 132 tués le bilan officiel de la répression des troubles qui ont commencé début septembre dans les cités noires.
6. - CHILI : Le général Pinochet rétablit l'état de siège levé en mars 1978. Les journées de protestation organisées par l'opposition, les 27 mars, 13 mai, 4 et 5 septembre, 29 et 30 octobre, 27 et 28 novembre, sont la plupart du temps moins suivies que celles de 1983, mais tout aussi meurtrières : en particulier, un prêtre français, le Père André Jarlan, a été tué le 4 septembre à son domicile, dans un quartier populaire de Santiago.
6. - ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan remporte largement l'élection présidentielle avec 59 % des voix, contre 41 % à M. Walter Mondale, le candidat démocrate, qui n'obtient que 13 des 538 grands électeurs. Les démocrates conservent la majorité à la Chambre des représentants avec 253 des 435 sièges et gagnent 2 sièges au Sénat, où les républicains ont 53 des 100 sièges.
- 12-16. - OUA : Au vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba (Éthiopie), le Maroc quitte l'OUA et le Zaïre suspend sa participation pour protester contre l'enlèvement de la République sahraïenne. M. Julius Nyerere, chef de l'État tanzanien, devient président en exercice.
- 20-28. - GRANDE-BRETAGNE : Le gouvernement de M^{me} Thatcher met en vente 50,2 % du capital de British Telecom pour 45 milliards de francs ; 2,3 millions de personnes acquièrent des actions.
22. - ESPAGNE : Les obsèques de Santiago Casariego, dirigeant des Brigades rouges, assassiné le 20 à Bilbao, se transforment en une impressionnante manifestation en faveur de l'ETA, tandis que le Pays basque est paralysé par une grève générale.
22. - ÉTATS-UNIS-URSS : Moscou et Washington annoncent que MM. Gromyko et Shultz se rencontreront les 7 et 8 janvier 1985, à Genève, afin d'envisager « de nouvelles négociations (...) sur les armes nucléaires et spatiales ».
25. - URUGUAY : M. Julio Sanguinetti, candidat du Parti colorado (libéral), est élu président de la République. Son entrée en fonctions, le 1^{er} mars 1985, metra fin à onze ans de régime militaire.
- 26-28. - FRANCE-SYRIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Syrie.
- DÉCEMBRE
1. - AUSTRALIE : Aux élections législatives anticipées, le Parti travailliste du premier ministre, M. Bob Hawke, voit sa majorité réduite au Parlement, contrairement aux prévisions des sondages.
3. - GRENADÉ : Le Nouveau Parti national (NNP [centre droit]) de M. Herbert Blaize, favori de Washington, remporte les élections législatives. Il obtient quatorze des

- quatre-vingt-neuf sièges de la Chambre des représentants.
3. - INDE : A Bhopal, une fuite de gaz toxique dans une usine de pesticides du groupe américain Union Carbide provoque la mort d'au moins deux mille cinq cents personnes.
- 3-4. - CEE : L'accord sur le vin, obtenu au conseil européen de Dublin, lève le dernier obstacle important empêchant l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.
- 5-8. - FRANCE-ISRAËL : Visite officielle en France de M. Shimon Peres.
8. - CEE-TIERS-MONDE : Signature au Togo de la troisième convention de Lomé entre les Dix et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).
- 8-13. - FRANCE-AFRIQUE : M. Mitterrand se rend au Zaïre, au Rwanda, en Centrafrique et participe, les 11 et 12, à Bujumbura (Burundi), au onzième sommet franco-africain.
12. - MAURITANIE : Le colonel Ould Taya, premier ministre d'avril 1981 à mars 1984, destitue le lieutenant-colonel Haidalla, président depuis 1980.
13. - CEE : Le Parlement européen rejette à la quasi-unanimité le projet de budget de la Communauté pour 1985.
14. - BELIZE : Le Parti démocratique uni (conservateur), de M. Manuel Esquivel, remporte, avec vingt et un des vingt-huit sièges, les premières élections depuis l'indépendance en battant le Parti uni du peuple (centre-gauche), de M. George Price, premier ministre sortant.
- 15-21. - GRANDE-BRETAGNE-URSS : Visite en Grande-Bretagne de M. Mikhaïl Gorbatchev, numéro deux soviétique.
19. - PAKISTAN : Le général Zia ul-Haq obtient 97,7 % de voix au référendum plébiscitaire sur sa politique d'islamisation.
- 21-28. - CHINE-URSS : M. Ivan Arkhipov est le plus haut dirigeant soviétique à se rendre en Chine depuis 1969.
22. - MALTE : M. Dom Mintoff, premier ministre depuis 1971, démissionne au profit de M. Carmelo Mifsud Bonnici.
23. - ITALIE : L'explosion d'une bombe dans le train Naples-Milan à proximité de Florence fait quinze morts et cent seize blessés.
- 24 et 27-28. - INDE : Aux élections législatives, le parti de M. Rajiv Gandhi remporte une victoire sans précédent en enlevant quatre cents sièges sur les cinq cent huit mis aux voix.
31. - UNESCO : Les États-Unis se retirent de l'UNESCO, dont ils fournissaient le quart des ressources financières. Washington estime que l'organisation dirigée par M. M^{me} Bou est mal gérée et excessivement politisée. La Grande-Bretagne a annoncé en novembre son intention de quitter aussi l'UNESCO en 1986.

Les personnalités disparues

- | JANVIER | AOUT |
|--|--|
| 7. - Alfred Kastler, Prix Nobel de physique 1986. | 5. - Richard Burton, acteur britannique. |
| 10. - Prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre laotien. | 25. - Truman Capote, écrivain américain. |
| FÉVRIER | 28. - Pierre Gemeny, chef du Parti phalangiste, ministre et père du chef de l'État libanais. |
| B. - Philippe Ariès, historien. | SEPTEMBRE |
| 9. - Iouri Andropov. | 3. - Gaston Palewski, ancien président du Conseil constitutionnel. |
| 12. - Julio Cortázar, écrivain argentin naturalisé français en 1981. | 9. - Yılmaz Güney, cinéaste turc. |
| 21. - Mikhaïl Choukholov, écrivain soviétique, Prix Nobel de littérature 1985. | 22. - Pierre Emmanuel, poète. |
| MARS | OCTOBRE |
| 6. - Pierre Cochereau, organiste. | 16. - George Thill, ténor. |
| 28. - Ahmed Sekou Touré, chef de l'État guinéen. | 19. - Henri Michaux, poète. |
| AVRIL | 20. - Pierre Kast, cinéaste. |
| 6. - André Wurmser, écrivain, éditorialiste à l'Humanité. | 21. - François Truffaut, cinéaste. |
| 26. - Count Basie, figure de légende du jazz américain. | 23. - Marcel Brion, écrivain, de l'Académie française. |
| JUIN | 31. - Indira Gandhi. |
| 11. - Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien. | NOVEMBRE |
| 11. - Mgr François Ducaud-Bourget, ancien chef de file des catholiques traditionalistes. | 1. - Boris Souvarine, un des fondateurs du PCF, devenu antistalinien. |
| 22. - Joseph Losey, cinéaste américain. | 12. - Chester Himes, écrivain américain. |
| 26. - Michel Foucault, philosophe. | DÉCEMBRE |
| JUILLET | 14. - Vicente Aleixandre, poète espagnol, Prix Nobel de littérature en 1977. |
| 3. - Général Raoul Salan. | 19. - Maréchal Dimitri Ustinov, ministre de la défense de l'URSS. |
| 7. - Brassef, photographe. | 25. - José Corti, éditeur. |
| 27. - James Mason, acteur britannique. | 28. - Sam Peckinpah, cinéaste américain. |

oppositions

DE 1984

Le PS et ses oppositions

JANVIER

1. - M. Pierre Mauroy rend public le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions rentiers ».

2. - M. Marchais, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, déclare que « ni l'esprit ni la lettre » des accords PS-PC ne sont respectés.

3. - A Talbot-Polisy, de violents affrontements opposent grévistes et non-grévistes.

4. - Le comité directeur du PS souligne que les restructurations industrielles ne pourront être « menées à bien sans cohésion de la majorité, sans l'union des forces du monde du travail ».

5. - M. Edmond Maire demande « avec force » un changement de comportement du gouvernement.

6. - M. Georges Marchais demande, devant le comité central du PCF, qu'il n'y ait « pas de licenciements, pas un chômage de plus ».

7. - La sous-préfecture de Brest est mise à sac par des producteurs de porc. Après que le trafic ferroviaire eut été bloqué les 24 et 25 dans toute la Bretagne, le conseil des ministres adopte, le 25, des mesures pour enrayer la chute des cours du porc et la tension restant.

8. - Le Conseil constitutionnel invalide plusieurs articles de la loi sur l'enseignement supérieur.

9. - M. Henri Krasucki affirme : « C'est notre devoir de crier casse-cou et de sauver le tout ».

FÉVRIER

1. - Trois députés de l'opposition, MM. Tonbo (RPR), d'Aubert et Madelin (UDF), font l'objet d'une « censure simple » pour avoir, à l'Assemblée nationale, le 1^{er} janvier, des propos jugés « injurieux » et « scandaleux » sur le passé de M. Mitterrand pendant la guerre.

2. - Le projet de loi sur la presse est adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, réunie en session extraordinaire sur ce sujet depuis le 24 janvier : plus de deux mille cinq cents amendements avaient été déposés par l'opposition.

3. - Les transporteurs routiers bloquent le trafic routier et autoroutier au moment où les vacanciers se rendent dans les stations de sport d'hiver. Après l'ouverture, le 21, de négociations avec M. Charles Fiterman, les barrières sont levées le 24.

4. - La gauche perd les élections municipales partielles de Draguignan et de La Seyne, organisées après l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1983.

5. - M. Valéry Giscard d'Estaing publie *Deux Français sur trois*, livre dans lequel il propose sa « contribution » pour une France « libérale et réconciliée ». Le 5 mars, il est l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

MARS

1. - M. Alain Savary rend publiques les décisions du gouvernement sur l'enseignement privé. Ce « compromis » mécontente aussi bien les laïques que les responsables catholiques, qui ont rassemblé, le 4, à Versailles, pour la dernière des cinq manifestations régionales qu'ils organisent, entre cinq cent mille et huit cent mille personnes.

2. - Trois hauts responsables de la police judiciaire parisienne, dont M. Jacques Genhial, chef de la brigade criminelle, sont mutés en raison d'« indiscrétions ».

3. - L'endettement brut de la France est évalué par le Centre de l'économie à 451 milliards de francs à la fin de 1983, en hausse de 52 % en un an.

4. - Le conseil des ministres adopte le plan de restructuration industrielle annoncé le 8 février. Les réductions d'emploi concernent les charbonnages, les chantiers navals et surtout la sidérurgie. Elles s'accompagnent de mesures sociales, comme l'aide au retour pour les travailleurs étrangers et les congés de conversion. Le nouveau plan acier, qui provoque de très vives réactions en Lorraine, est qualifié d'« erreur tragique » par M. Marchais.

AVRIL

1. - Entrée en vigueur du nouveau régime d'assurance-chômage. Il prévoit un double système d'indemnisation : l'assurance proprement dite, financée et gérée par les partenaires sociaux, et ce qui relève de la solidarité nationale, qui est pris en charge par l'Etat.

MAI

1. - Un réfugié espagnol est assassiné au Pays basque. C'est le septième membre présumé de l'ETA tué en France en moins de cinq mois. Cet attentat, comme ceux des 8 et 25 février, le 19 et 23 mars, est revendiqué par le Groupe antiterroriste de libération (GAL), en représailles contre les crimes commis par l'ETA militaire en Espagne.

2. - Le conseil des ministres décide de dissoudre l'Alliance révolutionnaire carliste (ARC), mouvement indépendantiste « clandestin » qui a revendiqué, depuis mai 1983, plusieurs attentats aux Antilles et en Guyane.

3. - M. Jacques Chirac, après avoir démissionné de la CDDT, dont il était le secrétaire général adjoint, est nommé préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine.

4. - M. Mitterrand, dans un entretien accordé à *Libération*, à l'occasion du troisième anniversaire de son élection, vante les mérites de la « société d'économie mixte ».

5. - Un vingt-sixième congrès de la CGC, M. Paul Marchelli est élu président de la Confédération française de l'encadrement.

6. - M. Michel Rocard précise devant le conseil des ministres les modalités du plan d'incitation à la réduction de la production laitière. Les agriculteurs protestent contre ce dispositif, notamment le 29 à Angers.

7. - Le projet de loi sur l'enseignement privé est considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, après l'engagement par le gouvernement de sa responsabilité et le rejet de la motion de censure déposée par l'opposition. Les concessions faites par M. Mauroy aux députés socialistes relancent les protestations des responsables catholiques.

8. - La gauche remporte les élections municipales organisées,

JUIN

1. - Les ruines d'Angleterre et des Pays-Bas, le roi des Belges et celui de Norvège, le grand duc de Luxembourg, ainsi que MM. Mitterrand, Reagan et Trudeau participent aux cérémonies organisées sur les plages de Normandie pour célébrer le quarantième anniversaire du débarquement des forces alliées.

2. - Jean-Marc Leccia et Salvatore Contino, responsables présumés de la « liquidation » en juin 1983 du militant nationaliste corse Guy Orsoni, sont assassinés dans leur cellule de la prison d'Ajaccio par un commando de l'ex-FLN/C. Les trois membres du commando ainsi que trois complices sont arrêtés et écroués à Marseille.

3. - L'historien Fernand Braudel est élu à l'Académie française au fauteuil d'André Chamson.

4. - Les élections européennes se déroulent en France par une forte poussée de l'extrême droite : la liste de M. Jean-Marie Le Pen obtient dix des quatre-vingt sièges avec 10,95 % des voix. Les partis de la majorité sont en recul, surtout le PC, dont la liste, conduite par M. Georges Marchais, n'a que dix élus avec 11,20 % des voix contre 20,5 % en 1979. La liste de M. Lionel Jospin (PS) a vingt élus avec 20,75 % des voix. La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Simone Veil, obtient quarante et un sièges avec 43,02 % des voix. Aucune des dix autres listes n'ait les 5 % requis pour être représentée à l'Assemblée européenne. Le taux d'abstention (43,27 %) est le plus élevé de la Ve République.

5. - Plus d'un million de personnes venues de toute la France manifestent à Paris en faveur de l'école privée à l'appel des parents d'élèves et des responsables de l'enseignement catholique.

6. - Le comité central du PCF engage, selon M. Marchais, « un processus de réflexion sur le parti lui-même » après l'échec des européennes.

7. - L'équipe de France remporte le championnat d'Europe de football organisé en France.

8. - Creusot-Loire, premier groupe français de métaux lourds, est mis en règlement judiciaire.

9. - Le Parlement approuve définitivement les projets de loi concernant le titre unique de séjour pour les travailleurs immigrés, la publicité sur les radios locales privées et la télévision par câble.

JUILLET

1. - Le Sénat adopte une motion demandant l'organisation d'un référendum sur l'enseignement privé. Cette motion est repoussée le 6 par l'Assemblée nationale.

2. - M. Mitterrand se rend en Allemagne. Il affirme, le 9, à Aulnay, « l'assumerai ma charge sans me laisser intimider par les invectives ou les obstructions ».

3. - Le projet de loi sur la presse est considéré comme adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale après le rejet de la motion de censure déposée par l'opposition. Le gouvernement a engagé sa responsabilité, car les députés de l'opposition multiplient les recours à la procédure, bloquant la discussion.

4. - M. Mitterrand annonce, dans une déclaration radiotélévisée, que le Parlement va être saisi d'un projet de révision de l'article 11 de la Constitution afin d'étendre le domaine du référendum aux libertés publiques. D'autre part, le projet de loi sur l'enseignement privé est retiré de l'ordre du jour de la session.

La Nouvelle-Calédonie

Le 18 novembre ont lieu les élections à l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. Les indépendantistes du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), qui ont appelé au boycott de l'élection, provoquant de nombreux incidents. Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), opposé à toute indépendance, obtient 70,87 % des suffrages et 34 des 42 sièges, 49,87 % des électeurs s'abstiennent.

Les jours suivants, des barages sont dressés sur les routes par les indépendantistes, qui multiplient les actions de commando et se rendent peu à peu maîtres des trois quarts du territoire. Le calme est maintenu à Nouméa.

Le 30 novembre, une fusillade près d'Ouvéa fait trois morts : un broussard d'origine européenne et deux Mélanésiens.

Le 1^{er} décembre, M. Edgard Pisani est nommé délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Il est chargé de proposer, avant deux mois, des mesures pour accélérer le processus d'autodétermination.

Le 5 décembre, dix Canaques sont tués dans une embuscade à Hianghène. Mais, à la demande de M. Pisani, arrivé le 4 à Nouméa, les barages commencent à être levés et les gendarmes reprennent lentement le contrôle du territoire. Thio, occupée par les indépendantistes depuis le

21 novembre, est en partie évacuée le 10 décembre.

Cependant, la tension persiste, en particulier à Bourail, deuxième ville blanche du territoire, où les Caldoches, revêtus par les incendies de fermes et les pillages de magasins, dressent à leur tour des barages.

En France, le débat politique devient de plus en plus virulent, l'opposition, surtout le RPR, alimentant les accusations contre les intentions supposées du gouvernement.

Le 28 décembre, M. Pisani annonce à Nouméa diverses mesures économiques et la remise pour le 7 janvier de propositions, qui « surprendront », sur l'avenir du territoire.



6. - M. Mitterrand se rend en Savoie, à Monthérian, puis à Chambéry, où il assiste à une séance extraordinaire du conseil général sur l'invitation de son président, M. Michel Barnier (RPR).

7. - M. Roland Leroy déclare que les communistes « ne sont plus dans la majorité ».

8. - La session extraordinaire du Parlement s'achève par l'adoption par la majorité des députés, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi sur la presse, après dix mois d'une vive bataille parlementaire menée par l'opposition.

9. - Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1985, qui limite la progression des dépenses de l'Etat à 5,9 %. Plusieurs impôts sont en baisse : ceux des particuliers sont réduits de plus de 20 milliards de francs grâce à une diminution uniforme de 5 % de leurs contributions et la suppression du prélèvement de 1 % destiné à la Sécurité sociale ; pour les entreprises, la taxe professionnelle est abaissée de 10 milliards. La diminution des impôts est en partie compensée par une hausse des taxes, notamment sur l'essence et sur le téléphone.

10. - M. Marchais, devant le comité central du PCF, remet en question l'union de la gauche et annonce que le vingt-cinquième congrès, en février 1985, instaurera « un nouveau rassemblement majoritaire ».

11. - Le troisième emprunt d'Etat est porté de 15 à 20 milliards de francs, après ceux de février (18 milliards) et de juillet (16,5 milliards).

12. - Le décret d'extradition de trois séparatistes basques espagnols est signé par MM. Fabius et Badinter. Quatre autres sont expulsés vers le Togo. Madrid se félicite du changement de la politique française à l'égard de la question basque, mais en France des critiques sont exprimées à gauche sur ce que certains considèrent comme une « attitude en droit d'acte ». Le 26, les trois Basques sont extradés vers l'Espagne, tandis que des manifestations de protestation ont lieu au Pays basque français et espagnol.

13. - M. Giscard d'Estaing est élu au premier tour député du Puy-de-Dôme avec 63,24 % des suffrages exprimés.

14. - Le conseil des ministres adopte une série de mesures en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes : le « travail d'utilité collective » est créé.

15. - La grève nationale dans la fonction publique contre la politique salariale du gouvernement est moins suivie que celle du 8 mars sur le même thème.

16. - Le comité central du PCF adopte le projet de résolution pour le vingt-cinquième congrès, prévu en février 1985, à l'unanimité moins six abstentions, dont celles de MM. Pierre Juquin et Marcel Rigout.

NOVEMBRE

1. - Canal Plus, quatrième chaîne de télévision payante, commence à émettre.

2. - M. Fabius, intervenant à l'Assemblée nationale pendant la séance des questions au gouvernement, se montre très ferme à l'égard de l'opposition, alors qu'un débat sur l'insécurité est né d'une série de faits divers sanglants.

3. - Le nombre des chômeurs, en hausse de 16,2 % en un an, a dépassé en données brutes les 2,5 millions en octobre.

4. - Aux assises nationales du RPR, à Grenoble, M. Bernard Pons cède le secrétariat général à M. Jacques Toubon, et le comité central est largement renouvelé et rallié. M. Chirac est réélu président avec 97,10 % des voix.

5. - M. Mitterrand, en visite officielle en Alsace, rappelle qu'il « incarne la nation, l'Etat, la République » et qu'il ne « renoncera à rien », alors que la plupart des élus régionaux de l'opposition boycottent sa visite en raison de la querelle sur l'implantation du synchrotron.

6. - M. Chirac annonce qu'il a déposé la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992.

DÉCEMBRE

1. - Un CRS est tué à Bassia par des membres de l'ex-FLNC. Vingt-cinq mille personnes manifestent, le 6, à Ajaccio, « contre le terrorisme et le séparatisme ».

2. - Le gouvernement fixe à 4,5 % l'objectif de hausse des prix pour 1985. Les augmentations de toutes les catégories de revenus devront être fixées à l'avance et ne pas dépasser l'augmentation prévue des prix. Après la hausse de 0,3 % en novembre, la plus faible de l'année, le taux de l'inflation sera en 1984 inférieur à 7 %, contre 9,3 % en 1983.

3. - Le gouvernement est partiellement remanié : M. Roland Dumas remplace, au ministère des relations extérieures, M. Claude Cheysson, qui redeviendra commissaire européen en janvier 1985. M. Gilbert Trigano est nommé délégué auprès du premier ministre, chargé des nouvelles formations.

4. - Le tribunal de commerce de Paris met Creusot-Loire en liquidation judiciaire et autorise Unior et Framatome à reprendre les principales activités, dans lesquelles 1576 des 7366 salariés seront licenciés.

5. - Le PS réuni à Evry (Essonne) une convention nationale sur la modernisation et le progrès social.

6. - M. Mitterrand, expliquant sur TF1 la politique de la France dans le monde, « demande aux Français de bien vouloir (lui) juger sur la distance ».

7. - Les négociations sur la flexibilité de l'emploi, commencées le 28 mai entre les organisations patronales et syndicales, s'achèvent sur un protocole d'accord. Mais la CGT, puis FO, la CFTC et enfin la CDDT refusent de le signer.

8. - Le groupe immobilier Férinel est autorisé par le gouvernement à prendre le contrôle de Bouscasse.

9. - Le déficit du commerce extérieur pour 1984 devrait être inférieur à 25 milliards de francs contre 42,25 en 1983, après l'excédent de 800 millions enregistré en novembre.

10. - Le projet de budget pour 1985 est adopté. Les députés communistes votent contre.

11. - M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, appelle à « l'union, au courage et à l'effort ».

مكذبا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAL	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADEES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



GROUPE MORY

Nous sommes aujourd'hui l'un des leaders des TRANSPORTS Nationaux et Internationaux avec près de 10.000 personnes et plus de 100 Agences en France et à l'Etranger. L'évolution de notre métier et notre volonté d'un meilleur service requièrent une INFORMATIQUE ambitieuse et toujours plus performante : décentralisée, temps réel et réseaux. Nous vous proposons de participer à cet enjeu d'importance stratégique, en tant que :

chef de projets

Après le Directeur des Etudes et en relation étroite avec les utilisateurs, il étudie, conçoit, réalise et met en place les systèmes d'informations du réseau EXPLOITATION INTERNATIONALE. Il est requis d'un diplôme d'études supérieures, la pratique de la gestion et de l'organisation en contexte disséminé, la familiarité avec le matériel VAX, la connaissance de plusieurs langages dont le COBOL. Nous souhaitons que vous soyez un professionnel confirmé (6-7 ans), dialoguant avec les utilisateurs, rigoureux dans vos démarches, attentif à la fiabilité, sachant convaincre, doté dans l'animation de votre équipe et la gestion de vos projets. (Réf. 61 LI)

analystes-programmeurs

Après d'un Chef de Projets, ils élaborent et gèrent les applications en tenant compte des multiples contraintes et évolutions techniques et fonctionnelles. Il est requis le niveau Bac + 2 minimum, une expérience de 3 ou 4 ans, la pratique du matériel VAX, du COBOL et de la programmation structurée et modulaire. Nous serons attentifs à vos qualités de rigueur, de méthode et à votre sens du travail en équipe. (Réf. 61 MI)

Si ces "challenges" vous intéressent, n'hésitez pas à écrire à notre Conseil (ou à le contacter). Précisez votre salaire, il vous en remercie et vous assure du respect de la confidentialité des informations transmises. Postes basés à PARIS 10ème.

Hervé Le Bout Consultants - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél : 265.38.39

"Quand on a quelque chose dans le ventre on ne meurt pas avant d'avoir accouché."

Gustave Flaubert

PRE-TEST RECRUTEMENT

- Généraliste
- Dynamique et énergique
- Fin analyste
- Bac +
- Enthousiaste
- Gentil-prévenant
- Bon gestionnaire
- Entrepreneur
- Sportif
- Conquérant

Cochez les 5 principales qualités dans lesquelles vous vous reconnaissez.

Nous recrutons 10 commerciaux d'élite, futurs conseillers, capables après une longue formation de 8 mois d'intégrer le réseau salarié de



Merci d'envoyer votre test accompagné d'une lettre manuscrite avec CV + photo (retournée), avant le 8 janvier.

BANCE Pub - 18, rue Léon 75018 Paris (merci de préciser s'enveloppe réf 318)

SUCCURSALE BANQUE AMERICAINE
PARIS-8
recherche

SPÉCIALISTE CRÉDITS DOCUMENTAIRES

Le candidat, 30 ans environ, bonnes connaissances en anglais lu, parlé, écrit, aura une expérience d'au moins CINQ ANS lui permettant d'assurer de manière AUTONOME TOUS LES ASPECTS DE LA FONCTION (ouverture, amendement, négociation).

Connaissance de l'administration des CAUTIONS et GARANTIES appréciée. Classification et rémunération à débattre.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. à RÉGIE-PRESSE sous n° T 259.389 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

emploi régional

Importante société d'édition cherche pour ses bureaux régionaux

2 DIRECTEURS COMMERCIAUX

Les postes à pourvoir comprennent essentiellement l'obtention de clients d'affaires à travers l'animation d'un réseau de vente d'espace publicitaire, et la coordination de la réalisation de cahiers régionaux de magazines nationaux à grand tirage.

Les régions concernées sont l'Est (siège Strasbourg) et Provence-Côte d'Azur (siège Nice ou Marseille). Expérience dans le domaine de la vente d'espace publicitaire indispensable. Grande mobilité requise.

Ecrire sous n° 642 M, RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

U.A.A.T. : Union de centres d'hébergement pour l'insertion sociale et professionnelle d'adultes en difficulté.

- 11 ateliers de production.
- 25 postes d'encadrement.
- 60 postes ouvriers.

DIRECTEUR(Trice)

- Expert de collaboration.

- Maître de la gestion administrative, financière, technico-commerciale.

- Compétences en comptabilité.

- Aptitude à la négociation et au suivi de dossiers administratifs et financiers.

CONDITIONS : accord SGP groupe VII.

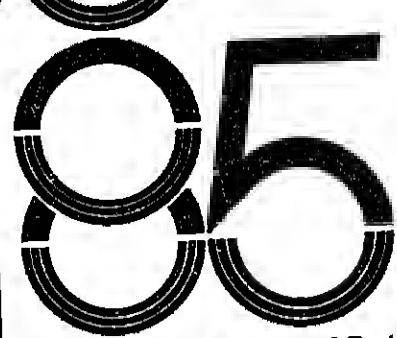
Ecrire et envoyer c.v. à : M. le président U.A.A.T., 16, rue Joseph-Serlin, 83001 LYON.

Cette limite de candidature 15 JANVIER 1985.

ANNONCES CLASSEES

555-91-82

VALENS CONSEIL vous présente ses



59, rue de Richelieu 75002 Paris
Tél : (1) 261.04.14 et (1) 261.05.38



Tél : (1) 260.33.44
Télex 210 311 F



A Minot Publicité s.a. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS tél: 828.40.40

Importante et recherchée INGENIEURS Biomédicaux pour activités industrielles 3 à 5 ans min., format, co-act 525-48-06, avant 10 heures.

ATP SAV ELECTRONIQUES Biligues anglais Ecr. avec c.v. sous réf. 4220/O

A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15, qui transmettra.

Bâtiment de l'architecture d'intérieur cherche à temps partiel :

JEUNE

Formation droit de l'ASSURANCE APPRÉCIÉE - Connaissance informatique. - Sens de la communication. Lettre et c.v. à : SNAI 57, bd Richard-Lenoir 75001 PARIS.

formation professionnelle

Assistance et Conseil International en Langue



Formation professionnelle d'ANALYSTE PROGRAMMEUR

Opportunités de placement

Tél: 123.55.18, 38, rue de Baccant - 75008 PARIS Métro : Etoile - George V.

Préparation au B.T.S. INFORMATIQUE

COUS ANNUEL PERFECTIONNEMENT.

Centre International de Traitement Informatique

118-130, av. Jean-Jaurès 75016 PARIS 206-24-83/241-83-83.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MULTICONS (LM) 6.P. 261 - 09 PARIS.

L'Est offre des emplois stables, bien rémunérés à tous ceux qui ont une expérience et une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) 6.P. 402 - 09 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

MANAGER homme 41 ans, droit + Sc. Po. anglais, espagnol.

- Organisation adm., eff. jur. et solidarité.

- Gestion fin. et banc. - Commerce de dev., ventes, export, etc.

cherche DG, SG, adjoint P-D-G, grande société ou PME. Tous secteurs.

Ecr. s/m 6.705 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MONITEUR DE SKI CUISINIERE/GARDE D'ENFANTS cherche emploi en semaine sans soucis.

Pour tous renseignements, téléphonez : (16-48) 05-84-56.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAIS
Duplex, 180 m², décoration prestigieuse, 7 pces, 2 bns chbres de service, 2.300.000 F. IMMO MARCADET, 252-01-88.

4^e arrdt
COUR MARAIS
dans HOTEL PARTICULIER WORKINGMAN'S SURFACES A RENOVER, 236-83-82.

6^e arrdt
SEINE BONAPARTE
Duplex, 100 m², 6 P. 703-32-44.

11^e arrdt
GRAND 4 Pces, 108 m²
REPUBLICQUE, imm. ancien restaurant, ascenseur, 11 ch. 670.000 F. Parking exclusif.

13^e arrdt
GOBELINS
Pptaire vd plusieurs BEAUX 4^e et. clair, calme, 2 P., tt ch. 350.000 F. imm. pierre de taille revêtue. Tél. 525-89-04.

15^e arrdt
COMMERCE, immeuble récent 4^e et. clair, calme, 2 P., tt ch. 4 débris. Tél. 562-07-06.

DESNOUETTES-CONVENTION Charente 3 Pces, 55 m² 600.000 F. Tél. 624-83-53.

16^e arrdt
VICTOR HUGO
6^e et. s.d., 2 chbres, bnt, tt ch. 1.300.000 F. 582-07-06.

BOULEVARD PLANDRIN 100 m² A RENOVER TRS BEL IMMEUBLE GARBI : 587-22-86.

18^e arrdt
STUDIO 250.000 F.
AV. RACHEL, immeuble exclusif IMMO MARCADET, 252-01-88.

M^e ABESSES, rue calme Mison 300 m². Parfais état volume encopt. 633-23-17.

ROE CAULAINCOURT SUPERBE à P. TT CFT superménagement exceptionnel 150 m² 2.100.000 F. 254-71-93.

92
Hauts-de-Seine
Bel apt 4 P. 78 m², dans résidence, bnt, 4 chbr + gr. 750.000 F. Tél. notaires (31) 80-10-76.

appartements achats
Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère 8^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e, avec ou sans travaux PAE COMPTANT chez notaire 673-20-57, même le soir.

immeubles
Plusieurs studios et 2 p. ch. loués en entre gire de l'Est et République. Px de 58.000 à 350.000 F. Tél. 250-10-00.

fonds de commerce

Ventes
Café retraité, le café magasin Articles sports, rue Courbevoie-17^e. Tél. 387-66-03.

chalets
A VENDRE HAUTE-BOVIE
20 km de GENÈVE TRS BEAU CHALET 3 chbres à coucher, grand living avec cheminée, confort moderne, belle piscine, vue imprenable. Prix intéressant. Régie VINCENT & C^e 1211 GENÈVE Tél. 1941.22/28.90.55.

maisons de campagne
15 KM BESANCON Maison ancienne, 5 pces aménagées, a.d.b., chf central, superbe orientation possible dans grande parcelle de 16 ares terrain. 500 m². 16 ares terrain. Prix : 460.000 F. Tél. (61) 53-54-39.

propriétés
Achète PROPRIÉTÉ de CHASSE SOLOINE ou région limitrophe. Ecrire n° 202.826 à ORLÉANS 138, av. Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY CEDEX.

immobilier information
Pour vendre maison, apt, apt, terrain, commerce, sur la France, indicateur Lagrange fondé en 1976. 5, rue Geoffroy, 75008 Paris. Tél. : (16-11) 266-48-40.

viagers
F. CRUZ 266-19-00
3, rue LA BOÉTIE-8^e Conseil 47 ans d'expérience Pr ventes immobilières Étude gratuite discrète.

l'agenda du monde

Bijoux
BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 19, r. d'Arcole, 4^e 354-00-93 ACHAT, BIJOUX OR-ARGENT. Métro : Ché ou Hôtel-de-Ville.

Soldes
BEVERNOIS SOLDE DE - 20 % A - 50 % COLLECTION HIVER 13, r. La Boétie, 75008 PARIS.

Cours
MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE Toutes classes secondaires MATH. SUP. SPÉCIALE Prof. expérimenté. 558-11-71.

Moquettes
A SAISIR MOQUETTE 100 % pure laine Woolmark Prix p/m² 199 F/m² Téléphone : 658-81-12.

Psychanalyse
UN PSYCHANALYSTE reçoit sur rendez-vous au 736-26-55.

Tourisme
Loisirs
Oricoll House Hôtel 200 chambres à un lit. Demi-pension 2 55 par semaine adultes entre 21-50 ans. S'adresser à 172, New Kent Road London SE 1 Téléphone : 01-703-4175.

Le Monde

économie

SOCIAL

L'allocation parentale d'éducation

L'une des propositions contenues dans le projet de loi sur la famille, qui vient d'être adopté définitivement par le Parlement, est la création d'une allocation parentale d'éducation, attribuée, sous certaines conditions, au père ou à la mère désireux de prendre un congé parental à l'occasion de la naissance d'un troisième enfant.

M. Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), a défendu dans nos colonnes (*Le Monde* du 19 décembre) cette mesure qui ne satisfait pas les socialistes. M^{me} Véronique Neiertz lui répond.

POINT DE VUE

Contre-révolution

par VÉRONIQUE NEIERTZ (*)

LES critères d'attribution de l'allocation parentale d'éducation (APE), en fait une mesure dangereuse et injuste. Elle ne concernera en effet, que le père ou la mère qui, justifiant de deux années au moins d'activité professionnelle, quitteront leur emploi à la naissance d'un troisième enfant et resteront au foyer pendant deux ans.

C'est aux femmes, bien sûr, que s'adresse cette mesure : elles cumulent tâches familiales et professionnelle, elles travaillent pour un salaire inférieur à celui de leur mari.

Lier le bénéfice de l'APE à la cessation de l'activité professionnelle est dangereux. L'emploi est une dette rare, surtout pour les femmes. Les inciter à le quitter en cas de troisième naissance, c'est d'abord leur faire courir le risque de ne pas le retrouver. C'est ensuite les pénaliser encore plus : un patron qui hérite d'un employé qui a été absent pendant deux ans, hésitera-t-il à embaucher une jeune femme qui peut être enceinte, hésitera-t-il maintenant à embaucher une mère de deux enfants. C'est enfin vulnérabiliser toutes les femmes qui travaillent ou qui veulent travailler, non seulement à l'embauche mais dans leurs possibilités de formation et de promotion.

Dangereuse, l'APE telle qu'elle est octroyée est aussi injuste. Les ouvrières et les employées en bénéficieront peu. Parce qu'elles s'arrêtent de travailler après la première ou la deuxième naissance. Parce qu'elles sont nombreuses à travailler dans de petites entreprises où la garantie de réemploi est aléatoire. L'APE va donc d'abord bénéficier aux cadres et aux salariés du secteur public. En seront également exclues les femmes seules.

et celles qui continueront à travailler parce qu'elles le veulent, même modestes, est indispensable.

Dangereuse, création d'injustices, l'APE est également très discutable lorsqu'on aborde ses prétendus effets natalistes. Les incitations financières n'ont jamais suffi à faire naître un enfant. Rappelons nous le million de Giscard. Et si le problème est de rendre compatible vie familiale et vie professionnelle, pourquoi, aux Pays-Bas, les femmes, qui sont peu nombreuses à avoir un emploi, ne font-elles pas plus d'enfants que les Françaises ?

La solution n'est pas non plus, contrairement à ce que dit G. Calot, dans un salaire maternel dont l'APE serait la première étape « révolutionnaire ». Un salaire maternel serait une insulte à tous les salariés, une insulte à toutes les femmes qui cumulent maternité et profession. La droite ne l'a pas fait, faute de moyens. Il serait étonnant de voir la gauche le faire ou le préparer d'ici.

Il y a deux façons de rendre compatibles maternité et vie professionnelle : accélérer le temps de travail pour tous et créer des possibilités d'accueil supplémentaires pour la petite enfance. Si l'on doit augmenter le nombre de prestations sociales, cherchons plutôt du côté d'un minimum vital garanti pour tous. La natalité et la gauche y trouveront mieux leur compte.

(*) Députée de Seine-Saint-Denis, membre du bureau exécutif du Parti socialiste, mère de trois enfants.

TRANSPORTS

CONSEQUENCE DE LA DÉRÉGLEMENTATION AÉRIENNE

Le Bureau américain de l'aviation civile est dissous

Le Bureau américain de l'aviation civile (CAB) a été dissous à Washington, le 31 décembre, après quarante-six ans de fonctionnement. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, une administration fédérale a fermé ses portes.

Le CAB avait pour mission de répartir les droits de trafic aérien et d'autoriser les trafics pratiqués par les compagnies. Voulu par le président Carter et par le Congrès, la déréglementation du transport aérien impliquait la disparition de cette administration, afin que l'offre et la demande se confrontent librement.

Le libéralisme pur et dur qui a prévalu dans le monde aérien américain a produit des effets spectaculaires. Les tarifs ont baissé sur les liaisons les plus fréquentes, où la concurrence a été acharnée. Pour compenser leurs coûts, les compagnies ont réduit les vols les moins rentables, licencié du personnel et obtenu de celui-ci des diminutions de salaires. Une douzaine de sociétés ont dû déposer leur bilan, même si les créations d'entreprises

de transport aérien se sont multipliées.

Il y a peu de chances que d'autres pays imitent les États-Unis dans leur démarche ultra-libérale. Les organes de tutelle aériens resteront en place avec leurs pouvoirs importants dans la quasi-totalité des États qui tiennent à maintenir leur souveraineté sur un mode de transport prestigieux.

Lors de la cérémonie de fermeture du CAB, son président, M. Dan Mac Kinnon, a déclaré : « Il est rare de participer à la fin de ses propres activités et encore plus pour des fonctionnaires ; mais nous croyons que la libre entreprise est plus efficace que toutes les réglementations. »

Les trois cents employés restant, après les huit, cinquante que le CAB comptait au temps de sa prospérité, seront affectés dans les prochaines semaines au département des transports. Celui-ci continuera à approuver les liaisons et les tarifs internationaux, et à administrer la desserte de certaines petites villes. Il aura la charge de vérifier l'application des règles de protection du consommateur.

AL. F.

LES FERRIES TOUJOURS PARALYSÉS A CALAIS ET A DUNKERQUE

L'entrée du port ouest de Dunkerque barrée depuis le 31 décembre par le car-ferry *Saint-Germain*, a été débloquée dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier en raison du mauvais temps qui a contraint l'équipage à regagner le quai.

Le blocage du port avait été déclenché par les marins en signe de protestation contre le projet de l'armement naval SNCF de supprimer tout trafic passager sur ce navire et de réduire les effectifs embarqués. L'occupation du navire continue.

Par solidarité, les équipages des ferries *Côte d'Azur* et *Champs-Élysées* poursuivent, à Calais, l'occupation des passerelles d'embarquement, et empêchent tout trafic trans-Manche de passagers. En revanche, à Boulogne-sur-Mer, les navettes entre la France et la Grande-Bretagne sont assurées normalement.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

LA REVUE DE LA PHILATÉLIE

Les nouveaux statuts des personnels

de l'INRA et de l'INSERM

Deux décrets du 28 décembre, parus le lendemain au *Journal officiel*, précisent les nouveaux statuts des personnels de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Publiés peu après le décret concernant les personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (*Le Monde* du 30-31 décembre 1984), ces textes indiquent les modalités de recrutement, d'avancement et d'évaluation de la carrière des chercheurs d'une part, des ingénieurs techniciens et personnels administratifs (ITA) d'autre part, de ces deux établissements.

Bien qu'ils tiennent compte de la spécificité de chaque organisme de recherche, ces différents statuts, qui assimilent les personnels de la recherche à des fonctionnaires, sont en bien des points semblables. Ceci, afin que soient aménagées des « passerelles » qui permettent aux chercheurs et aux ITA de passer aisément d'un établissement à un autre, mais aussi d'aller travailler dans les universités et les entreprises. C'est ainsi que les chercheurs de l'INRA et de l'INSERM, tout comme ceux du CNRS, seront répartis en deux corps - celui des chargés et des

directeurs - et que les ITA seront regroupés en treize corps.

Autres points communs entre les trois textes, les chercheurs, pour être recrutés, devront être sélectionnés par un jury d'admissibilité, puis par un jury d'admission, ce qui permettra à la direction des organismes d'afficher des postes dans des disciplines qu'ils souhaitent développer. Les changements seront plus importants encore pour les ITA qui devront, pour être embauchés, passer un concours interne à l'établissement et qui verront l'évaluation de leur carrière renforcée.

Quelques dispositions propres à chaque établissement sont aussi aménagées. Le statut de l'INSERM, par exemple, prévoit des dérogations permettant aux chercheurs - comme c'était le cas auparavant - de cumuler leur fonction dans des laboratoires de recherche avec des activités hospitalières. Quant au recrutement des jeunes chercheurs à l'INRA, il garde la spécificité qu'il avait par le passé : les agents scientifiques contractuels continueront à bénéficier d'un contrat de plusieurs années afin que soit vérifiée leur aptitude à la recherche, avant d'être recrutés par concours.

AUTOMOBILE

Les constructeurs japonais se portent bien

Malgré les restrictions imposées par les États-Unis et nombre de pays européens à l'importation d'automobiles japonaises, les constructeurs nippons ont poursuivi leur progression en 1984. La production de voitures et de véhicules commerciaux aura atteint l'an passé 11,5 millions d'unités, en hausse de 4 %.

En outre, avec la stratégie d'implantation à l'étranger pour faire face au protectionnisme croissant, les exportations de kits auront augmenté de 20 %. De 787 833 en 1983, elles pourraient d'ailleurs atteindre 1 million dès fin 1985, selon une étude d'*Automobile Research and Management Consultants*, citée par le *Financial Times*.

Les profits des constructeurs nippons devraient eux aussi fortement progresser. Toyota prévoit des bénéfices en hausse de 14 % par rapport à l'année fiscale précédente (qui s'achève en mars), alors que ses ventes n'auront augmenté que de 9 %. Nissan espère une progression de ses profits de 30 % avec des ventes de 5 % supérieures à celles de l'année précédente. Quant à Mitsubishi, il envisage une progression de 40 % de ses résultats nets.

Selon le patron de Chrysler, M. Lee Iacocca, l'essentiel de ces bénéfices sont réalisés aux États-Unis et permettent aux Japonais de subvenir à leurs ventes sur un marché intérieur nippon très concurrentiel et sur les marchés tiers. Les quotas imposés par les États-Unis aux Japonais (1,85 million de véhicules d'avril 1984 au 31 mars 1985), en réduisant la concurrence, renchérissent le coût moyen d'une automo-

bile achetée par le consommateur américain de quelque 625 dollars. Cela porte l'avantage des constructeurs nippons en moyenne à quelque 1 500 à 2 000 dollars par véhicule.

On comprend dans ces conditions que des constructeurs comme Toyota ou Nissan soient finalement peu pressés de voir supprimer ces quotas (dont on ne sait pas encore si l'administration Reagan les prorogera au-delà de mars 1985). Le rétablissement de la concurrence sur le marché américain signifierait en effet de moindres profits pour les Japonais.

TOYOTA EN CHINE ?

Après Volkswagen, qui a signé en octobre 1984 un accord avec les Chinois pour la production de vingt mille voitures par an du modèle Santana à Shanghai, le premier constructeur automobile japonais Toyota s'intéresse à ce marché. Son président M. Eiji Toyoda devrait se rendre prochainement à Pékin, selon le quotidien nippon *Tokyo Shimbun*, pour y signer un contrat pour la construction en participation d'une usine d'assemblage de petits véhicules industriels et du modèle de voiture particulière Crown.

Les constructeurs français - Citroën, qui a vendu une flotte de BX en Chine comme taxis, et Renault, déjà implanté sur le marché des jeeps par sa filiale American Motors - espèrent eux aussi signer avec les Chinois.

DES STRATÉGIES INTERNATIONALES OFFENSIVES

« Le critère du minimax-regret est un bon critère dynamique qui sait confronter opportunités et risques, ce que très peu de gens savent faire dans leur tête. »

ÉDOUARD PARKER dévoile en séminaire les secrets de la MÉTHODOLOGIE XA-EP



« Directeurs des Affaires internationales et de la Planification, depuis dix ans, notre méthodologie sert à trouver des « passages » parmi les récifs, vers : le Japon, les USA, la Chine, l'Argentine, l'Inde, le Cameroun, l'Australie, l'Espagne, plus de 30 pays au total sur lesquels nous gérons une banque de scénarios d'avenir constamment tenue à jour. Nous sommes des spécialistes de la « manœuvre internationale ». C'est notre expérience pratique de « pilotes » que nous vous exposerons, avec nos tours de main, nos astuces de manœuvre. Nous ferons fonctionner sur des exemples détaillés nos instruments méthodologiques afin que chacun devienne familier de leur maniement. Éviter les risques, c'est bien, mais pas pour rester au port : pour trouver des opportunités, des « passages ». Dans chacune des 100 plus grandes entreprises françaises, 100 responsables d'affaires doivent maîtriser nos techniques et tout l'état-major doit les connaître. Ce séminaire a lieu à l'occasion du dixième anniversaire de mise au point de notre méthodologie. Dix années d'expérience méthodologique et d'expérience pratique seront mises sur la table. »

14-15 JANVIER
14 h à 22 h
A Paris

1^{re} JOURNÉE

- Méthodologie XA-EP de prise de décision en avenir incertain et décisions de la vie courante.
- Méthodologie XA-EP et décisions d'entreprises. Matrice de décision. Minimax-regret. Recherche d'opportunités.
- Manœuvre stratégique.
- La probabilité c'est l'erreur à coup sûr.
- Exemple de fonctionnement détaillé de la Méthodologie XA-EP sur un cas précis avec mise en évidence des principales règles d'application pratique.
- Travaux pratiques. Traitement d'un cas par les participants eux-mêmes et discussion des difficultés rencontrées.

- Dîner-Débat. - Les deux jours : Edouard Parker répondra aux questions et transmettra son savoir-faire, acquis en 10 années d'utilisation pratique dans 30 pays, pour le compte notamment de 5 parmi les 20 premières entreprises mondiales.

Inscrivez-vous auprès de XA-EP (ÉTUDES PROSPECTIVES) 10 bis, rue Tabère, 92210 SAINT-CLOUD (France). Tél. : (1) 771.17.14 - Télex 201.412 F. Prix : 12 000 F HT, par personne, soit 14 232 F TTC. Nombre de places limité. Clôture des inscriptions sans préavis.

BULLETIN DE RÉSERVATION. - M

Société _____ Fonction _____
Adresse _____ Tél. _____
Ct-joint chèque de _____ F.T.T.C. qui tient lieu de réservation pour le séminaire XA-EP STRATÉGIES INTERNATIONALES

مركز من الأصل

ÉTRANGER

AU NIGÉRIA

Le général Buhari a décidé de ne plus emprunter pour de nouveaux projets

Lagos (AFP). — Le Nigeria dépensera plus de 4 milliards de dollars pour le service de sa dette extérieure en 1985, soit 44 % de ses revenus estimés en devises (25 % en 1984), a annoncé, le 1^{er} janvier, le chef de l'Etat nigérien, le général Muhammadu Buhari. Dans un discours prononcé au lendemain du premier anniversaire de la prise du pouvoir par l'armée nigérienne, le 31 décembre 1983, le général Buhari a affirmé : « Nous payons nos dettes, nous ne mendions plus ». Il a ajouté que le pays a réglé toutes ses dettes en 1984, et que la somme requise pour 1985 sera de l'ordre de 4,3 milliards de dollars au taux actuel de la monnaie nationale, la naira (1).

Le général Buhari, qui a fixé à 11 milliards de nairas les dépenses du pays — en hausse de 13 % pour une inflation estimée à 30 % — a déploré une nouvelle fois l'excessive dépendance du Nigeria à l'égard du pétrole. Celui-ci est compté dans le budget 1985 pour 66 % des revenus (contre 73 % pour les six premiers mois de 1984).

Les dépenses d'investissement sont de l'ordre de 5,8 milliards de nairas, alors que les dépenses de fonctionnement représentent 5,4 milliards de nairas. Le ministère de l'Agriculture se taille la part du lion avec plus de 1 milliard de nairas (18 % du budget d'investissement), suivi par le ministère de l'Éducation, qui obtient 880 millions de nairas, soit 8 % de la totalité du budget.

Toutefois, le secteur pétrolier n'est pas oublié, avec la poursuite du projet de liquéfaction de gaz et la décision de construire une nouvelle raffinerie (dont le contrat a récemment été accordé au consortium Japan Gasoline-SPIE Betingolles).

(1) 1 naira = 12 francs.

TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	8 5/8	8 7/8	8 9/8	8 1/2	8 5/8	9 1/8	9 1/4
DM	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	9 11/16
FF	5 5/8	5 7/8	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 15/16
£ (nom.)	10 1/2	11	10 11/16	11	10 9/16	10 7/8	10 7/8
£ (réel.)	4 1/4	1 1/2	4 9/16	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 7/8
Li (nom.)	14 1/4	14 3/4	14 1/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4
Li (réel.)	8 1/2	9 3/4	9 5/8	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10 1/8
Fr. Sg.	10 3/4	11 1/8	10 5/8	10 13/16	10 5/8	10 13/16	11 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

EN TUNISIE

Le gouvernement s'engage à ne pas augmenter les produits alimentaires de base

Tunis (AFP). — Le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, a mis fin aux débats budgétaires en affirmant le souci du gouvernement de « préserver le pouvoir d'achat des Tunisiens qui ont peu ou pas de revenus ». Pas d'augmentation (en 1985) des produits alimentaires de base, a-t-il déclaré le 31 décembre le quotidien gouvernemental *la Presse*, faisant allusion au doublement du prix du pain (annulé par la suite), qui provoqua, il y a juste un an, une semaine d'émeutes et fit quelques quatre-vingt-dix morts.

Placé sous le signe de la rigueur et de la lutte prioritaire contre le chômage, le budget 1985, qui prévoit 1 885 millions de dinars (1) de dépenses et un déficit budgétaire de 485 millions de dinars, a été adopté le 31 décembre par la Chambre des députés, à l'issue d'une session budgétaire de cinq semaines.

(1) 1 dinar = 11 francs.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Pas de poursuite antitrust contre BAT. — La commission américaine fédérale du commerce a finalement abandonné les poursuites engagées contre la firme britannique BAT Industries Ltd. Cette dernière était accusée d'occuper une position monopolistique sur le marché américain du papier carbone après le rachat de la firme américaine Appleton Papers intervenu en 1978 auprès de National Cash Register (NCR).

Énergie

● La construction de l'usine de retraitement japonaise. — Le groupe américain Bechtel va participer à la construction au Japon d'un centre privé de retraitement des déchets nucléaires d'une capacité de 1 100 tonnes/an qui devrait être achevée dans le courant de l'année 1995. L'usine, bâtie à Aomori, dans le nord du pays, devrait coûter 4 milliards de dollars. Bechtel doit assurer la conception des systèmes de contrôle de l'approvisionnement du centre en plutonium. La Société générale pour les techniques nucléaires (SGTN), filiale à 66 % de la COGEMA responsable de l'usine

de retraitement de La Hague (Manche), s'intéresse de près à ce nouveau projet japonais, soutenu par la Japan Nuclear Fuel Service Company qui représente les intérêts de plusieurs compagnies productrices d'électricité et ceux de nombreuses firmes privées. Elle s'y intéresse d'autant plus qu'elle a réalisé, voici quelques années, à Tokai-Mura, un atelier pilote de retraitement d'une capacité de 210 tonnes environ. — (AFP)

● PRÉCISION. — Dans l'article intitulé « Dissension au sein de l'OPEP » paru le mardi 1^{er} janvier, une erreur matérielle a rendu incompréhensible la position de l'Arabie saoudite. Il fallait lire : « M. Yamani a ajouté qu'il souhaitait que l'organisation abandonne l'Arabian light » comme qualité de référence. — (AFP)

Étranger

GRANDE-BRETAGNE

● Record de défaillances d'entreprises. — Selon l'agence financière Dun and Bradstreet, 13 647 sociétés ont été mises en liquidation en Angleterre et au Pays de Galles au cours de l'année 1984, soit 9,5 % de plus qu'en 1983 et 22 % de plus qu'en 1982. Les secteurs les plus touchés ont été le commerce de détail, le commerce des automobiles, le bâtiment, la construction mécanique et le textile. — (AFP)

Social

● L'augmentation des avantages minimaux de vieillesse au 1^{er} janvier 1985. — Le *Journal officiel* du 1^{er} janvier publie deux décrets sur le relèvement des avantages minimaux de vieillesse et d'invalidité à compter du 1^{er} janvier (le *Monde* du 2 janvier). Le montant minimum des avantages de base (allocation aux vieux travailleurs salariés, pension minimum de vieillesse, pension minimum d'invalidité, pension minimum allouée au conjoint survivant) est porté de 12 220 F à 12 640 F par an, soit une augmentation de 3,4 %. Le montant maximum de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité est fixé à 17 000 F par an au lieu de 16 440 F. Le montant annuel total du minimum vieillesse est ainsi porté à 29 640 F.

SELON WASHINGTON

L'industrie américaine continuera sa croissance en 1985

Pas de récession en 1985 après le boom de 1984, la plupart des secteurs industriels américains connaîtront encore cette année une croissance de leur activité. C'est du moins ce qu'établissent les études du département du commerce publiées le 31 décembre. Selon les experts officiels — de Washington, 85 % des trois cent cinquante secteurs industriels passés en revue progresseront, à un rythme toutefois réduit des trois quarts par rapport à celui qu'ils ont connu l'an passé. L'étude s'appuie sur une croissance globale de l'économie américaine de 4,3 % en 1985.

Cette année encore, les secteurs de pointe, en particulier l'électronique, tiendront la vedette. La fabrication des « puces » à semi-conducteurs devrait bondir de 37 %, accompagnée par les équipements médicaux, les composants électroniques dans leur ensemble et les matériels de communication de radio et de télévision. Les constructeurs

aéronautiques (+ 21 %), les fabricants de moteurs de fusée (+ 18 %), ceux d'équipements spatiaux (+ 15 %), devraient également profiter d'une conjoncture très favorable, selon le département du commerce.

Malgré la pression de la concurrence japonaise, les fabricants d'automobiles devraient encore améliorer leurs ventes de 12,3 % après le gain de 16,1 % de 1984 (la prévision a été faite en supposant soit que le quota des importations de véhicules japonais ait notablement augmenté en 1985, soit que les importations cessent purement et simplement d'être contingentes).

Les productions de métaux primaires comme l'acier, le plomb, l'aluminium sauront également tirer leur épingle du jeu du fait d'un décalage de cycle : ayant été sévèrement touchées par la récession de 1981-1982, elles connaissent « une reprise plus tardive que les autres », selon Washington.

En revanche, divers secteurs qui connaissent des « problèmes » depuis le début de la crise, ne verront pas leur horizon s'élargir. Il s'agit, selon l'étude prospective, des industries du papier, des générateurs à turbine ou des tuileries.

Malgré cette croissance industrielle, c'est toutefois le secteur des services qui saura pour l'essentiel assurer des emplois nouveaux. L'économie américaine est une économie de services, et l'année 1985 devrait une nouvelle fois le confirmer : les dix secteurs qui embaucheront le plus seront les services informatiques, touristiques, financiers et juridiques, ainsi que ceux associés à la radio, la télévision et la musique. La croissance de l'emploi ira de + 42 % pour les services informatiques à + 21 % pour les services juridiques.

Les perspectives du département du commerce viennent à point nommé indiquer dans les détails que l'économie américaine ne s'écroulera pas cette année comme certains avaient pu le prévoir cet été. Après un très net ralentissement d'activité au troisième trimestre, les indicateurs des derniers mois de l'année laissent penser que la croissance américaine est finalement assez solide pour « tenir » encore cette année et même en 1986. On avait craint le « crash » : il n'aura sans doute pas lieu. L'atterrissage s'effectue en douceur.

Reste toutefois à en apprécier le rythme sans excès d'optimisme. L'administration Reagan a tout intérêt à corser un peu la dose pour éviter que la croissance de 1983 et de 1984 n'aient pas forcé pour des raisons électorales mais correspond à une nouvelle vigueur somme toute « naturelle ». Prévoir une croissance du PNB de 4,3 % c'est toutefois voir le paysage de 1985 avec des lunettes plus roses qu'elles ne devraient l'être. La plupart des experts interrogés par l'hebdomadaire *Business Week* (dans son numéro du 31 décembre) tablent sur un rythme plus proche de 3 %. Les perspectives de croissance de la sidérurgie américaine du département du commerce de + 13,6 % surprendront les économistes de ce secteur. Il en est de même dans beaucoup d'autres, comme celui des semi-conducteurs où le chiffre prévu (+ 37 %) ne semble pas tenir compte du retournement de cycle que connaît d'ores et déjà cette industrie.

E. L. B.

BEETHOVEN

Les quatuors du futur

En composant ses quatuors, Beethoven « était allé plus loin au-delà de lui-même ». Costin Cazaban, musico-logue et compositeur roumain, rend hommage à Beethoven en analysant ses 16 quatuors, ses œuvres les plus prémonitoires. Otto Klemperer déclarait : « La meilleure manière de célébrer le centenaire de Beethoven : ne pas jouer sa musique pendant un an. On la joue trop. » « Le Monde de la Musique » publie en exclusivité des extraits des « Écrits et entretiens » du maître.

Sir Georg Solti, « big chief » de l'Orchestre de Chicago, donnera deux concerts salle Pleyel en janvier. Il a bien voulu répondre aux questions du « Monde de la



Musique » sur le dur métier de chef. Il a avoué apprendre très lentement.

A l'Ircam, où se sont réunis plus de 500 participants internationaux, tous les avis ont convergé : l'avènement du micro-ordinateur ouvre une ère nouvelle dans la pratique musicale... Augustin Dumay, jeune violoniste français, la sensibilité à fleur de cordes... Péplum et opéra, les mêmes mythes, pour deux genres presque ennemis... Et la chanson africaine aux portes de l'Europe.

Le Monde de la Musique de janvier, 20 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Galliéni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
COMMUNE DE BOIS-COLOMBES

Classement dans la voirie départementale de l'avenue Charles-de-Gaulle et la rue d'Estienne-d'Orves sous l'immatriculation
CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 11 bis

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 27-12-1984 il a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique préalable au classement dans la voirie départementale de l'avenue Charles-de-Gaulle et la rue d'Estienne-d'Orves à BOIS-COLOMBES.

Un exemplaire du dossier concernant cette enquête sera déposé pendant trente-deux jours du 14 janvier au 14 février 1985 inclus à la mairie de Bois-Colombes où le public pourra le consulter aux heures suivantes :

- de lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 45
- le samedi matin de 8 h 45 à 12 heures
- dimanche et jours fériés acceptés.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations, aux jours et heures cités ci-dessus sur le registre ouvert à cet effet en mairie. Elles pourront de même les adresser par écrit soit à M. le Maire de BOIS-COLOMBES, soit à M. Pierre CUSNIER, Directeur Départemental des Ponts, P.T.T., demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES, nommé Commissaire Enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie de Bois-Colombes et à la préfecture des Hauts-de-Seine - Direction Départementale de l'Équipement - Accueil du public, niveau + 1 - aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Lisez

Le Monde
d'actualités et documents

AVIS FINANCIERS
DES SOCIÉTÉS

radar s.a.

Réunis à Reims le 20 décembre 1984 en assemblée générale, les actionnaires, outre le transfert à Paris du siège de la société, ont décidé de changer son mode d'administration et d'adopter la forme de société anonyme à directeur et conseil de surveillance, conformément aux articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales. Ils ont élu membres du conseil de surveillance MM. Gilbert Gompel, Pierre Hasting, Christian Langlois-Meurine, Jacques Malard, Robert Marcy, Georges Meyer, Etienne Moulin, Paul Paslot, René de la Serre.

Lors de sa première séance tenue à l'issue des assemblées, le conseil de surveillance, après avoir procédé à l'élection de son président, M. Georges Meyer, et de son vice-président, M. Robert Marcy, a nommé M. Daniel Leberd président du conseil de surveillance et MM. Jean-Pierre Caillavet, Claude Dintman et Claude Hoffmann directeurs généraux.

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. LE DÉBAT SUR LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI : « Des risques à partager », par Alain Lebaube ; « Un acte manqué », par Gérard Lyon-Caen.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : M. Pères entend tirer les leçons du scandale du krach des valeurs bancaires.
- 3-4. DIPLOMATIE
- Les préparatifs des rencontres Shultz-Gromyko à Genève.
4. ASIE
6. AMÉRIQUES
- PÉROU : les États d'âme du lieutenant Lynch.
6. HISTOIRE
- Les comptes rendus des réunions du gouvernement britannique en 1954 ont été rendus publics.

89 FM

« à Paris »
AN 80 « Le Monde »
232-14-14
mercredi 2 janvier, 19 h 25
La politique étrangère française en 1984
JACQUES AMALRIC
répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par François Koch

POLITIQUE

7. Selon un sondage, 1984 a été une mauvaise année.
8. La première liste des nouveaux cantons.
- La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

9. FAITS DIVERS : la tentative d'évasion de Lionel Cardon.
10. LIBRES OPINIONS : « Les riches et les fauchés », par Jean-Marie Brohm et Michel Caillaud.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

11. MISHIMA par Béatrice.
12. BRÉSIL : les films de la terre.
13-14. Cotton club, de Francis Coppola.
15. SÉLECTION.
16. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
17. COMMUNICATION.
- Les débuts de Sat. 1 : la presse elle-même se lance sur le câble.
- Concorde accrue de l'AFP et de Reuters par la photo de presse.

CHRONOLOGIE

19 à 21. LES ÉVÉNEMENTS DE 1984.

ÉCONOMIE

23. SOCIAL - POINT DE VUE : l'allocation parentale d'éducation, « Contre-révolution », par Véronique Neuert.
- AUTOMOBILE : les constructeurs japonais se portent bien.
24. ÉTRANGER : le Nigeria décide de ne plus emprunter pour de nouveaux projets.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
SERVICES (18)
- Jeunes : Méteorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (22) : Carnet (10) ; Légion d'honneur (18) ; Programmes des spectacles (15 et 16) ; Marchés financiers (25).

25^{ème} ANNIVERSAIRE

Rémy

-40%

MEUBLES - SIÈGES
COPIES D'ANCIEN
SALONS
cuir et contemporain
marques d'un point vert
ou des conditions exceptionnelles
dans nos 4 magasins
du 15 décembre au 31 janvier
REMY - Paris
80, 82, 84 et 73 Fg St Antoine

A B C D E F G

L'Iran pourrait diminuer le prix de son pétrole

Paris. - Le ministre iranien du pétrole, M. Mohammad Gharazi, cité par Radio-Téhéran captée à Paris, a indiqué le 1^{er} janvier que la hausse des taux d'assurance pour les navires se rendant dans le Golfe pourrait amener l'Iran à ajuster ses prix de manière à maintenir la compétitivité de son pétrole.

Rappelant que l'Iran avait accepté le prix de 29 dollars pour le brut de référence et était opposé à une baisse des prix, M. Gharazi a estimé : « Quand le taux des assurances pour les navires se rendant dans le Golfe passe de 3 % à 7,5 %, l'Iran doit ajuster ses prix de manière à ce que son pétrole reste compétitif ».

Le ministre iranien a jugé, par ailleurs, que le quota de production fixé à l'Iran par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devrait permettre de couvrir les besoins budgétaires de son pays. - (AFP.)

Sur le vif

Marc de cristal

Moi, j'ai une voyante géniale. M^{lle} Irma, c'est la reine du marc de café et de la boule de cristal. L'an dernier, elle avait prédit la hausse du prix de l'essence, la réconciliation du président Reagan avec son fils Michael, alors que personne ne les savait brouillés, le mort de Bobby Ewing, le gentil petit frère de Jiff dans « Dallas » et la naissance de trépassés à la cour de Monaco. Là, d'accord, elle a eu la main un peu lourde, mais ce n'est que partie remise : les deux autres bébés sont en route.

En 1985, Mitterrand va remonter très fort dans les sondages. Grâce au studio de télé installé à l'Élysée et copié sur celui de Bongo dans son palais de Libreville, les messages du chef de l'État à la nation vont se multiplier. Ils seront programmés tous les jours sur TF 1 en face « Des chiffres et des lettres ». Et ils s'accompagneront d'un show animé par les Mimitigris qui onduleront de la croupe en chantant : cet homme est trop, trop, trop... Elle voit s'écrouler à la une de tous les journaux un amour fracassant entre le fils d'Alain Delon et la sœur de la reine Elizabeth. Poursuivent sa cure d'amaigrissement, Berra va devenir romantique et fleur bleue. Sa liaison avec Le Pen, qui a d'ailleurs amené le divorce de ce dernier, va continuer à faire jaser. Le franc n'arrêtera pas de monter... par rapport au shekel israélien. Il y aura un typhon dans les Caraïbes, un tremblement de terre au Japon, une mort au Kremlin, une naissance à Buckingham. L'hiver sera froid et pluvieux. Neige en novembre. Noël en décembre. Les caléchas auront des amis avec les Canesques en Nouvelle-Calédonie. La FLN corse va déposer une bombe dans les sous-sols du Grand Hôtel à Biarritz et l'ETA va faire sauter la tour de contrôle d'Alcázar. Le pape va promulguer une encyclique autorisant enfin le mariage des prêtres. Il songerait en effet à convoier avec Sœur Theresa.

Et aux cantonales de 1986 le droit l'emportera sur la gauche, qui se retrouvera à la droite d'une gauche moins à droite que la gauche plus à gauche que la droite. Grâce à quoi Giscard d'Estaing retrouvera enfin son centre de gravité.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

- Cinq morts dans un attentat en Namibie. - Cinq civils ont été tués et vingt-deux autres personnes blessées, lundi 31 décembre, par l'explosion d'une charge dans un bureau des postes d'Otjomuho, dans le nord de la Namibie, a indiqué un porte-parole de la police, à Windhoek. L'explosion a eu lieu à 11 h 20 (heure locale), détruisant complètement l'immeuble des postes. Sept des blessés sont dans un état très grave, a-t-il ajouté. Un porte-parole des forces territoriales du Sud-Ouest africain, cité par l'agence de presse sud-africaine Sapa, a rejeté la responsabilité de l'attentat sur des « terroristes » de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), qui lutte contre l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. - (AFP.)
- Un Boeing-727 disparaît dans les Andes. - On était sans nouvelles, le 2 janvier en fin de matinée, d'un triréacteur Boeing-727 de la compagnie américaine Eastern Airlines, qui devait se poser dans la soirée du 1^{er} janvier à La Paz (Bolivie). Le dernier contact avec l'appareil a eu lieu dix minutes environ avant l'heure prévue de l'atterrissage. L'épave venait d'Asuncion (Paraguay) et transportait vingt et un passagers et dix membres d'équipage. Des opérations de recherche ont été déclenchées dans les Andes. - (AFP.)
- Un routier écroulé pour vols. - L'auteur présumé de quatre vols et de neuf attentats à la poudre commis dans la région de Thionville (Moselle) depuis deux ans a été arrêté et écroulé, mardi 1^{er} janvier 1985, par la Sûreté urbaine de cette ville.

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1985 a été tiré à 331 818 exemplaires

exposition-vente de tapis d'Iran et d'Orient sous pris de gros
DE 10 A 24 H. MÊME DIMANCHE JUSQU'AU 8 JANVIER
à l'HOTEL GEORGE-V
31, AVENUE GEORGE-V. PARIS-8^e

89 FM à Paris
du lundi au vendredi
à 8 h 50
Colette Godard
Claire Devaux
Caroline de Barone

GALERIE JEAN-PIERRE JOUBERT
31, av. Montparnasse, 75006 Paris - 542-47-15
3 peintres, 3 amis
3 maîtres de la couleur
DESNOYER MARZELLE WALCH
12 décembre - 12 janvier

JOYEUSES FÊTES REMISE 25 %
PARDESSUS et IMPERS
MANTEAUX, ROBES,
PULLS, CHEMISES
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 590 F
COSTUMES et PARDESSUS 1 750 F
MESURE
A partir de
NOUVELLE COLLECTION
3 000 robes
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUIVANT MESURE
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

En Turquie

DES MEMBRES D'UNE COMMUNAUTÉ SOUFIE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Sept membres d'une petite communauté soufie (secte musulmane) ont été arrêtés le 18 décembre à Istanbul, a-t-on appris récemment à Paris. Ils appartenaient à une confrérie - le Kadiriya - plus ancienne encore que celle des derviches, puisqu'elle a une tradition de plus de huit siècles. Ils risquent douze ans de prison en vertu d'une loi de 1925 interdisant les sectes musulmanes.

En fait, cette loi n'a jamais été véritablement appliquée et, en dépit des précautions de laïcité édictées par Atatürk, ces communautés ont été tolérées par tous les régimes et ont pu poursuivre leurs activités culturelles, notamment l'enseignement de l'islam. Depuis le début des années 50, un festival de musique traditionnelle a lieu chaque année à Konya.

Ces arrestations illustrent le souci des autorités de faire respecter le principe de laïcité énoncé par le fondateur de la République, de la même manière que par exemple que l'arrestation à Golek, l'est d'Istanbul, en octobre 1984, de femmes qui portaient le tchachchâ, version turque du tchador. Elles sont toutefois arbitraires, la communauté touchée, contrairement à d'autres mouvements turcs islamiques, n'ayant jamais eu aucune activité politique.

Au Mozambique

L'ARMÉE A TUÉ PRÈS DE CENT MAQUISARDS

Les troupes mozambicaines ont tué quatre-vingt-trois maquisards du Mouvement national de résistance (MNR) pendant les derniers jours de décembre, ont affirmé, mercredi 2 janvier, des chefs militaires à Maputo.

Ces opposants armés ont été tués au cours d'opérations dans le district de Barue, dans la province de Sofala (centre du Mozambique) et, plus au sud, dans le district de Panda (province d'Inhambane).

Selon les chefs militaires, quarante-quatre rebelles ont été faits prisonniers et sept campements du MNR ont été détruits à Barue. Cinq cent dix paysans « qui avaient été forcés à vivre avec ces criminels » ont été relâchés. De grandes quantités d'armes et de munitions ont été saisies, soixante tonnes de « matériel volé ou pillé » ont été retrouvées. - (AFP.)

● Vol de micro-ordinateurs à Sochaux. - Une trentaine de micro-ordinateurs ont été volés dans la nuit de la Saint-Sylvestre à l'Institut universitaire de technologie (IUT), à Sochaux (Haut-de-Seine). Les cambrioleurs ont démonté, à l'aide de chalumeaux, trois portes pour pénétrer dans les bureaux de l'IUT. Le préjudice n'a pu être encore exactement évalué.

LES ÉTATS-UNIS N'ONT TOUJOURS PAS DONNÉ LEUR AVAL À L'ACCORD SUR LES TUBES D'ACIER

Les autorités américaines n'ont toujours pas avalisé l'accord sur les exportations européennes de tubes d'acier aux États-Unis mis au point par les négociateurs des deux parties, le 28 décembre dernier (le Monde daté 30-31 décembre). Cet accord de principe devait limiter la part des tubes européens sur le marché américain à 7,6 % pour 1985. Cette part a été de près de 15 % en 1984, contrairement à un « arrangement » signé en 1982 qui la fixait à 5,9 %.

Washington est partagé, certains membres de l'administration, sensibles aux arguments des maîtres de forges et des syndicats, estimant les 7,6 % trop élevés. Ils souhaitent également éliminer d'ores et déjà un quota pour 1986. Certaines exceptions (les tubes pour tubes ou gazoducs) prévues dans l'accord leur semblent de surcroît excessives.

Les sommaires de janvier

LE MONDE DIPLOMATIQUE : L'Europe et les conservatismes

Contrairement à une idée bien ancrée, les conservatismes sont peu sensibles à la dure réalité des faits. Exemple : l'attitude de M^{me} Thatcher devant la longue grève des mineurs britanniques, à laquelle Maurice Lamouisse consacre un grand reportage. Une illustration supplémentaire de cette obstination est donnée par les États-Unis au seuil du second mandat de M. Reagan : la « reprise » tant célébrée est fort coûteuse pour l'économie américaine et ne peut déstabiliser un persistant déclin qu'analyse Marie-France Toinet, pendant que Marie Lavigne décrit les « relations Est-Ouest sous négociation ».

Face aux scléroses de la pensée conservatrice, les recherches

★ Le numéro : 111.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Stratégies anticrise pour l'avenir de nos enfants

Un bachelier d'aujourd'hui aura quarante ans en l'an 2010. Que lui conseiller ? Comment l'aider à préparer son avenir ? Pour guider ses lecteurs, le Monde de l'éducation fait le point, à cet horizon, de la prospective économique - quelles modifications du paysage dans les entreprises ? - et de la prospective sociale - quels seront les nouveaux visages du travail ? Orientation, filières, spécialités : il en déduit quelles seront les bonnes cartes pour demain, et quelles stratégies mettre en œuvre. Ni recettes miracle ni conseils de charlatans dans cette enquête, mais seulement un cadre pour poser la réflexion. Et se déterminer avec sagesse. Avec, en renfort, les points de vue de François de Closets, Hugues de Jouvencel, Hervé

★ Le numéro : 111.

DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les restructurations industrielles La Lorraine

L'industrie française vit à l'heure de la restructuration. La modernisation de l'appareil productif pour une meilleure rentabilité et l'investissement dans les secteurs de pointe constituent pour le gouvernement des priorités qui ne sont guère contestées. Le laxisme de leurs prédecesseurs rend la tâche des socialistes plus difficile qu'elle ne l'aurait été si les bons choix avaient été opérés en temps voulu, au début des années 70. Dans certains secteurs, sidérurgie, construction navale, textile, pétrole, le temps n'est plus aux ajustements mais aux coupes à la hache avec les terribles conséquences qu'une telle chirurgie peut avoir sur l'emploi. Jean-Claude Grimal et Olivier Mazel, professeurs de sciences économiques, ont rassemblé sur la

base de la documentation du Monde les éléments de ce dossier présenté par François Groschard.

Pour la Lorraine, le mot restructuration sonne comme un tocsin. Dans cette région chargée d'histoire, la remise en cause des activités industrielles, textile, charbon, implantées depuis un siècle ne constitue pas seulement un problème économique et social. C'est son identité même qui est touchée, sa culture. Comment relever ce défi, rechercher de nouveaux équilibres ? Philippe Graudoux, professeur au lycée Ernest-Bichat de Lunéville fait le point dans un dossier présenté par Jean-Louis Berner, correspondant du Monde à Nancy.

★ Le numéro : 530 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE : Beethoven et l'ordinateur

Si Beethoven revivait en ce début d'année 1985, il composerait sans doute sur ordinateur... Car il n'est plus nécessaire d'être un informaticien chevronné pour faire chanter ces merveilleuses machines. De la grosse 4X de l'IRCAM au synthétiseur « domestique » DX7 Yamaha, en passant par les systèmes Syntex du GRM ou Sinfonia du GRAME, les dispositifs les plus performants se sont humanisés. Ils commencent, connus de véritables instruments, à répondre au doigt et à l'œil ; l'intelligence musicale artificielle est pour demain : le silence synthétique pour après-demain ; l'ordinateur règne déjà sur le son

au cinéma (Lucas Film). Piano du peuple de l'an 2000 ? C'est le pari que Yamaha, avec ses petites machines bon marché, est en train de gagner. L'aventure de l'informatique musicale est un nouveau combat de David et Goliath.

Au sommaire, également, de ce numéro : Beethoven et ses seize quatuors à cordes annonciateurs du vingtième siècle ; les rencontres du péplum et de l'opéra autour du film Aïda et de l'opéra de Boito Nerone ; une interview exclusive de George Solti avant sa venue à Paris avec son orchestre de Chicago ; les écrits d'Otto Klemperer.

★ Le numéro : 15 F.

D. Dorthault
Linge de maison
éponges - lingerie féminine
Art de la table.

PRIX SPECIAL BLANC

16 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS
720 75 25



Washington
incident
Avant
engin

Curse

